

Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois. Bulletin de la Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois. 1970.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.

*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer [ici](#) pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés sauf dans le cadre de la copie privée sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source Gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue par un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE

DU

VENDOMOIS

ANNÉE 1970



XX

GRANDE IMPRIMERIE DE BLOIS

— 21, avenue Maunoury —

XX

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE
DU VENDOMOIS

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE
DU
VENDOMOIS

reconnue d'utilité publique par décret du 15 mars 1877

ANNÉE 1970

S O M M A I R E

| | |
|--|-----|
| 298 ^e assemblée générale, 11 avril 1970 | 5 |
| 299 ^e assemblée générale, 28 novembre 1970 | 7 |
| L'excursion dans le Maine de la Société Archéologique, Scientifique et Littéraire du Vendomois | 9 |
| Nouveaux sociétaires : admissions prononcées en 1970 | 11 |
| Chronique de l'année 1970 | 12 |
| Initiation à l'Archéologie (10 décembre 1970) | 16 |
| Compte financier pour l'année 1970 | 17 |
| Bibliothèque de la Société | 18 |
| Composition du Bureau pour l'année 1971 | 22 |
| Communications et études : | |
| — Balzac et le père Haugou au collège de Vendôme, par M. P. Thuau | 23 |
| — Le patriote Pierre-Nicolas Hésine. Ses luttes ardentes en Loir- et-Cher de la veille de la Révolution à la Restauration, (1785-1817) à Pontlevoy, Blois et Vendôme ; (2 ^e partie) : le premier séjour vendomois, par M. R. Bouis | 33 |
| — Un prieuré de Marmoutier : Saint-Nicolas de Villeberfol, par l'abbé Lecoq | 71 |
| — Un curé constitutionnel : Jean-Louis Quesnot (1738-1804), par M. J. Arnould | 100 |
| — Recherches sur les Chevaliers dans le Comté de Vendôme de 1030 à 1150, par M. Y. Lepage | 140 |

AVIS IMPORTANTS

— L'adresse exacte de la Société est « Société Archéologique, Scientifique et Littéraire du Vendomois, Cloître de l'Abbaye à Vendôme (Loir-et-Cher) ».

— La cotisation annuelle, donnant droit au Bulletin de la même année est de **10 F minimum**, recouvrable au début du 1^{er} trimestre. Nos amis voudront bien faciliter la tâche du Trésorier en évitant une lettre de rappel et l'envoi d'un mandat de recouvrement.

— Compte chèques postaux : Orléans 665-33.

— Pour compléter ses collections, la Société accepterait avec reconnaissance le don d'exemplaires anciens du Bulletin (depuis 1862).

— Les opinions émises au cours des communications ou publiées dans le Bulletin n'engagent que la seule responsabilité de leurs auteurs.

— Tout travail remis à la Société pour être publié au Bulletin doit être dactylographié et porter indication des paragraphes, des sous-titres et de la ponctuation. — En bref être définitif.

— Tout auteur d'article peut demander un tiré à part à ses frais. Dans ce cas, il sera de son intérêt de s'entendre directement avec l'imprimeur dès la première correction d'épreuves.

SOCIÉTÉ

ARCHÉOLOGIQUE

SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE

DU VENDOMOIS

109^e ANNEE — 1970

298^e Assemblée Générale

Séance Publique du 11 Avril 1970

Pour la 298^e fois depuis sa fondation, il y a plus d'un siècle, la Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendomois se réunissait samedi. La réunion était présidée par le chanoine Gaulandeu, entouré du Dr Dattin, vice-président ; de Me Couvrat, secrétaire ; de M. Chrétien, trésorier.

Au premier rang se trouvaient M. Yvon, maire, conseiller général ; M. Faydi, secrétaire en chef de la sous-préfecture ; M. Leygue, membre de l'Académie des Beaux-Arts.

Dans son allocution, le président a exprimé les regrets de M. le sous-préfet de ne pouvoir suivre les travaux, salué les personnalités et tous les membres venus parfois de loin (de Blois en particulier). Il s'est réjoui de la présence de M. Louis Leygue. « Nous avons été heureux et fiers il y a quelques mois, d'apprendre son élection de membre de l'Institut. Nous ressentons tous l'honneur qu'il nous fait aujourd'hui ».

Après la lecture de la liste des excusés et des membres nouveaux, du compte financier de l'exercice écoulé, l'assemblée a accepté de porter le montant de la cotisation à 10 F (à compter du 1^{er} janvier 1971).

Le chanoine Gaulandeu a rappelé brièvement la sortie du 3 mai, dans le département de la Sarthe puis il a rendu compte de l'activité du bureau depuis la dernière assemblée générale :

« Une correspondance importante a porté sur des demandes de renseignements et des échanges de documentation. Pour ne citer que les plus récentes : des précisions sur le « régiment de Vendôme » sous l'ancien régime ; une étude inédite sur le Père Haugou, régent au Collège du temps de Balzac ; une communication de notre confrère M. Voisin, sur Lavoisier, cultivateur vendomois.

« Le Comité pour la coordination des activités archéologiques des Sociétés savantes en Loir-et-Cher a été constitué en association-loi 1901. MM. Arnould, Jeulin et moi-même avons assisté aux différentes réunions

constitutives à Blois et, notamment, à l'assemblée générale. Cet organisme constitue un moyen excellent de collaboration pour que la recherche archéologique soit menée de façon rationnelle, soit protégée et aidée, tant pour les antiquités préhistoriques que pour les antiquités historiques.

« La commission départementale des Sites a été saisie de la position de la Société au sujet d'un projet dont la réalisation pouvait porter atteinte au dolmen de La Chapelle-Vendômoise propriété de notre Société.

« Nous avons émis le souhait que la chapelle Saint-Pierre-la-Motte fût préservée. Dans ce but précis, une association s'est fondée « Les Amis des Arts en Vendomois », à laquelle vous le pensez bien, nous donnons notre appui.

« Une « Commission des jeunes » a été créée. De nombreux projets sont à l'étude. Nous espérons bien que des résultats concrets seront obtenus.

En terminant, le président a déclaré qu'il avait été long ; mais « il fallait bien vous mettre au courant de notre vie et ne pas laisser penser à quiconque que notre Société sommeille entre chaque assemblée générale ».

LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

Créé par l'approbation plébiscitaire, en février 1800, de la constitution de l'An VIII (en même temps que les préfets) le Conseil d'arrondissement jouait (dans le cadre de l'arrondissement) un rôle non négligeable. Le sous-préfet et le receveur des Finances ont conservé leurs postes. Le conseil d'arrondissement a sombré sous le régime de Vichy.

M. Jean Dupuy devait entretenir l'assistance de l'action menée par le Conseil d'arrondissement de 1800 à 1848, de sa composition : 11 membres à l'origine, 9 à partir de 1833, de la façon dont ils étaient élus : par une poignée d'électeurs (il fallait payer au moins 200 F d'impôts directs).

Les noms que l'orateur citait ont évoqué des souvenirs pour ceux qui ont eu l'occasion de se pencher sur l'histoire de Vendôme. Par contre, nombre d'auditeurs ont véritablement « découvert » cette institution aujourd'hui disparue.

Les conseillers d'arrondissement ne manquaient pas d'attirer l'attention des Pouvoirs publics sur les difficultés de l'enseignement (on connaissait — déjà ! — quelques désordres...) de l'Industrie, de l'Agriculture. (Qu'y a-t-il de changé, vraiment ?).

En terminant, M. Jean Dupuy a rendu hommage à ces administrateurs qui possédaient l'amour du pays et ne songeaient qu'à son développement. Ils ont, a-t-il affirmé, travaillé discrètement mais efficacement et il a rendu hommage à leur mémoire.

HÉSINE A VENDÔME

Dernier volet du tryptique consacré à « Hésine à Vendôme », la période ayant trait au procès de Babeuf et de ses complices, à l'action journalistique d'Hésine pendant ce procès, à son arrestation et sa déportation à Rouen, à sa mort, enfin, a été évoquée par M. R. Bouis.

Au cours de sa communication M. Bouis a donné connaissance de textes inédits — en particulier, à la demande d'un auditeur, d'une lettre de Babeuf à Hésine — restitué l'atmosphère qui régnait à Vendôme au

moment du procès des Babouvistes au travers du « Journal des Hommes Libres », d'Hésine, qui causait beaucoup de tourments aux tenants du régime (à quelques-uns du moins).

Grâce à des précisions nombreuses il a éclairé d'un jour nouveau le personnage d'Hésine, apportant la preuve qu'il n'était pas dans le « complot » à l'origine — la lettre de Babeuf en fait foi. Il mit l'accent sur le courage de cet homme qui, à Vendôme, écrivait des chroniques jugées révolutionnaires et dangereuses. Les rapports ne disaient-ils pas : « ... il provoque la troupe à la désobéissance... aigrit les prisonniers... fait détester les chefs et les administrateurs... apitoie sur le sort des conspirateurs... a donné le résumé de la doctrine de Babeuf... ». Oui, il fallut beaucoup de courage et c'est ce qu'a fait ressortir M. Bouis dont le chanoine Gaulandau a dit en substance : « Vous avez éclairé avec d'innombrables précisions la figure de votre héros. Vous nous avez instruits et charmés à la fois... ».

Précisons que les communications de M. Dupuy et de M. Bouis, fort documentées, seront publiées dans le « Bulletin » de la Société. Elles appartiennent au patrimoine historique de Vendôme et méritent bien, à ce titre cette publication.

*
**

299^e Assemblée Générale

Séance Publique du 28 Novembre 1970

La 299^e assemblée générale de la Société Archéologique s'est tenue samedi soir à la Porte Saint-Georges, sous la présidence de M. le chanoine Gaulandau.

Parmi l'assistance, nous avons noté la présence de M. Laugier, sous-préfet ; M. Yvon, maire, conseiller général ; M. Lasneau, adjoint ; M. Lafontaine, proviseur du lycée ; M. Vérité, président du comité des fêtes ; M. Jean Garillon, président du S.I. ; M. de Marcheville, président de la Société d'Art et d'Archéologie de Sologne ; M. Pouiller, de Châteaudun, représentant M. le Dr Couturier, président de la Société dunoise d'Archéologie.

En ouvrant la séance, M. le chanoine Gaulandau a salué les personnalités présentes et remercié plus particulièrement les conférenciers pour le travail qu'ils ont exécuté : « Ainsi se continuent, a-t-il dit, se complètent et se précisent aussi les efforts fournis depuis notre fondation, il y a plus d'un siècle, par nos prédécesseurs dans le domaine de la préhistoire... Etude passionnante qui va susciter un puissant intérêt et qui éveille déjà des vocations ».

Le président a ensuite indiqué que les adhésions approchent le chiffre de 500 : « Nous faisons donc ensemble un tout bien cohérent, a-t-il souligné, uni par les liens d'une cordiale sympathie, je dirai même d'une amitié précieuse et efficace ».

Il a par ailleurs parlé des travaux du comité archéologique de Loir-et-Cher dont la dernière réunion s'est tenue à Vendôme et au cours de laquelle l'attention s'est surtout portée sur la formation des jeunes et sur les moyens de l'assurer : recrutement, encadrement, possibilité de stage.

Il en a profité pour annoncer que le 10 décembre M. Leymarios donnera une causerie d'initiation à l'archéologie au Centre Culturel.

Le chanoine Gaulandau a eu également une pensée pour les membres décédés puis il a brièvement rappelé l'activité de la société depuis la dernière assemblée générale.

Au cours de la réunion, MM. le Dr Dattin, vice-président ; Poulteau, bibliothécaire-archiviste ; le Dr Colemonts, de Morée et Bayle, professeur au lycée Ronsard, ont été réélus ou élus à l'unanimité membres du bureau.

L'INVENTAIRE DES MEGALITHES DE LOIR-ET-CHER

En prologue à l'étude que devaient présenter ensuite MM. Leymarios, Despriée, Lorain et Cartraud, M. le Dr Allain, directeur des Antiquités Préhistoriques de la région Centre, a fait un historique de ce qui a été fait sur le plan mégalithique dans la région : inventaire en Indre-et-Loire et en Maine-et-Loire notamment.

Celui du Loir-et-Cher a été entrepris en 1967 et le Dr Allain a tenu à rendre hommage à l'équipe de chercheurs qui l'a réalisé et à la qualité de son travail.

Il en a profité pour remercier les autorités et les propriétaires qui ont apporté leur appui et leur collaboration.

Après avoir souligné que 40 % des mégalithes de Loir-et-Cher ont disparu, il a déclaré : « Ce gaspillage lamentable doit s'arrêter à tout prix... ». « Il faut sensibiliser les consciences, c'est la meilleure protection des vieilles pierres », a-t-il ajouté en soulignant qu'il est nécessaire de classer certains monuments pour en assurer la protection.

Avant de commencer la présentation de l'étude, longue, minutieuse, très documentée et complète qu'il a menée à bien avec ses collaborateurs, M. Leymarios a voulu rendre un hommage particulier à M. le Dr Allain et à « l'important labeur » qu'est le sien.

Successivement donc, M. Leymarios, M. Cartraud pour la partie folklore, puis M. Lorain sur le plan de la géologie et M. Despriée en ce qui concerne l'archéologie, ont rendu compte, diapositives à l'appui, de la tâche qui les a occupés pendant trois années.

En raison de cette communication, la réunion de la société archéologique s'est achevée un peu plus tard qu'à l'accoutumée mais tous ceux — et ils étaient nombreux — qui étaient présents ne l'ont pas regretté, bien au contraire ; le sujet était vaste et aussi fort intéressant.

Avant de lever la séance, M. le chanoine Gaulandau a, au nom de tous, vivement félicité la « vaillante et infatigable équipe... qui nous a montré toute l'importance de ces trésors de l'ère mégalithique ».

L'Excursion dans le Maine de la Société Archéologique, Scientifique et Littéraire du Vendomois

Nous avons l'an passé longé et traversé fleuve royal et rivières renommées. Cette année, ce sont les vallées plus modestes du bocage manceau, vallées de l'Huisne et de la Braye, de l'Anille et du Tusson qui nous ont fait apprécier le vert tout neuf de leurs frondaisons.

A vrai dire, nous avons plus misé sur la compétence et le dévouement des organisateurs, M. Arnould et M. Chrétien en particulier, que sur l'exactitude des prévisions météorologiques. Celles-ci se sont cependant réalisées et le soleil a brillé pendant toute la journée du dimanche 3 mai.

L'ABBAYE DE L'ÉPAU

C'était impératif. La visite devait commencer à 9 h 30. A l'heure écrite, nous étions plus de 80 rassemblés dans la cour du cloître. Des visiteurs avaient 7 ans, un autre 83.

C'est la veuve de Richard Cœur-de-Lion, la reine Bérandère de Navarre qui, en 1229, fonda l'abbaye de la Pitié-Dieu, sur les terres de l'Épau, et en confia la construction aux moines de l'ordre de Cîteaux. En 1365, l'abbaye fut incendiée par les habitants du Mans, pratiquant contre les Anglais la stratégie de la terre brûlée. Reconstruite sous Charles VI, elle est maintenant la propriété du département de la Sarthe.

La restauration de l'abbatiale est déjà bien avancée. Depuis qu'elle a repris sa place, la grande fenêtre du chevet, si élancée, paraît bien légère et l'on a peine à imaginer quelle masse de pierre la compose. Tout, dans la visite, rappelle l'austérité cistercienne : absence de clocher, absence de déambulatoire, rigueur dans la décoration.

Les plus jeunes ne furent pas les derniers à gravir l'escalier à vis qui, partant du transept nord permet de monter au-dessus des voûtes de l'église et de contempler de près la charpente en châtaignier.

SAINTE-CÉROTTE

Nous traversons Parigné-l'Évêque pour atteindre Sainte-Cérotte par Tresson et Evallé.

M. Arnould avait tenu à nous montrer une petite église de campagne, comme on en rencontre dans le pays de Saint-Calais, petite église bien humide, bâtie entre la vallée du Tusson et celle de l'Anille. Son portail occidental a été massacré.

Un grand retable en bois, avec les statues des apôtres, occupe le fond du chœur, lui-même plus haut et plus large que la nef. Des stalles, trop poncées, qui proviennent de l'abbaye de Saint-Calais, possèdent d'intéressantes miséricordes sculptées.

BESSE-SUR-BRAYE

A Bessé, M. Phaure, président du Syndicat d'Initiative et adjoint au maire, nous fait les honneurs de l'Accueil Besséen, avec sa piscine paquebot, toute métallique, et son terrain de camping si agréablement situé sur les bords de la Braye. Il est déjà tard quand, à l'hôtel de la Gare, avant de savourer un repas gastronomique préparé par les soins de Mme Lenoir, nous apprécions les paroles de bienvenue que nous adresse M. Phaure et l'apéritif que nous offre le Syndicat d'Initiative.

Au dessert notre président, M. le chanoine Gaulandau, remercia tout d'abord M. André Bouton, président de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe (fondée en 1761 !) pour le délicat message de bienvenue qu'il nous avait fait parvenir, puis tous ceux à qui nous devons la réussite de cette journée, n'oubliant ni les guides des visites, ni le personnel de l'hôtel. Il rappela que les moines de l'Epau furent prieurs de Tourailles et que Jean des Capitaines, premier abbé commendataire de l'abbaye mancelle, posséda, en 1480, la seigneurie du temple de Vendôme. Jean de Ronsard, il le signala aussi, fut curé de Bessé et son neveu, notre poète Pierre de Ronsard, eut la cure d'Evailé en commende.

LE CHATEAU DE COGNERS

A Cogners, Mme la baronne Hennet de Goutel a bien voulu nous faire visiter elle-même son château après nous en avoir retracé l'histoire avec beaucoup de clarté et de précision. Possession des Le Vasseur pendant plus de deux siècles, la terre de Cogners devint propriété des Le Jay de la Maison-Rouge, des Camus de Pontcarré, puis des Bodineau de Meslay et des Musset avant de passer aux propriétaires actuels.

De son côté, délaissant pour une fois Mlle de Borthon et ses amies, M. Arnould évoquait pour notre plaisir les séjours à Cogners d'Alfred de Musset, de son frère Paul, la loge secrète dans laquelle on descendait par une trappe cachée sous un grand lit, et aussi la vieille pétoire à un coup avec laquelle, un jour de 1824, Alfred faillit blesser Paul, le coup étant parti tout seul.

LE CHATEAU DE COURTANVAUX

Nous retrouvons d'autres souvenirs à Courtanvaux. Le portrait des d'Artagnan et la vitrine contenant une partie de la layette du roi de Rome suscitent toujours de l'intérêt. Henri IV venait au château chez son ami Gilles de Souvré, après avoir déposé, dit-on, Gabrielle d'Estrées à Cogners.

En 1662, Anne de Souvré apporte Courtanvaux en dot à François-Michel Le Tellier, marquis de Louvois.

Plus tard, Louise-Charlotte-Françoise Le Tellier de Montmirail en hérita de son grand-père François-César Le Tellier. Mariée en 1780 à Elisabeth-Pierre de Montesquiou-Fezensac, elle fut la gouvernante du roi de Rome qui l'appelait « Maman Quiou ». Peinte par Guérin, elle nous accueille, pinçant une lyre, l'enfant sur les genoux.

Pourquoi ne pas terminer sur cette évocation de grâce et de fraîcheur ?...

Ph. POULTEAU.

ADMISSIONS NOUVELLES

(Année 1970)

- M. Fleury André, 17, rue Pierre-Brossolette, 41-Vendôme.
- Mme Dormeau, rue du Pont, 41-Fréteval.
- M. Brissaud Philippe, 109, rue Pierre-Joigneaux, 92-Bois-Colombes.
- M. l'abbé Roger, 41-Morée.
- M. Leroy Jean-Claude, 10, rue des Etats-Unis, 41-Vendôme.
- M. Gabriel, professeur au lycée Ronsard, 41-Vendôme.
- Mme Gabriel, professeur au lycée Ronsard, 41-Vendôme.
- Mme Doucet, Les Roches-L'Evêque, 41-Montoire.
- Mme Lenoir Colette, 34, rue Chevrier, 41-Vendôme.
- M. Chevallier Bernard, 16, boulevard de Trémault, 41-Vendôme.
- M. Chauvel, 11, rue du Docteur-Schweitzer, 41-Montoire.
- M. Fouchard, 14, rue Ferme, 41-Vendôme.
- Mme Tissier de Mallerai, conservateur du château et des musées de Blois.
- M. Tissier de Mallerai, 41-Blois.
- Mme Coursimault, La Fontaine-des-Trois-Rois, 41-Fréteval.
- M. Bretheau, docteur-vétérinaire, place Clémenceau, 41-Montoire.
- Mme Boulay, 41, rue Auguste-Comte, 41-Saint-Ouen-Vendôme.
- M. Derue, 45, rue Pierre-Brossolette, 41-Vendôme.
- M. Demarty, professeur au lycée Ronsard, 41-Vendôme.
- Mme Demarty, 1, rue des Etats-Unis, 41-Vendôme.
- Mme Pelicier, Lycée technique, avenue de Verdun, 28-Chartres.
- Mme Viciot, 22, rue du Roi-Henri, Le Temple, 41-Vendôme.
- Mme Bouis, 2, bis, rue des Cornillettes, 41-Blois.
- M. Gandon Roger, au Bourg, 41-Maves.
- M. de Marchéville, château du Moulin, 41-Lassay-sur-Croisne.

Chronique de l'année 1970

DEUILS

Monsieur Gérard YVON

Conseiller général - Maire de Vendôme

M. Gérard Yvon, maire de Vendôme est décédé brusquement le 24 décembre 1970. Notre Société, dont il faisait partie depuis de nombreuses années, ressent douloureusement sa perte.

Il manquait rarement d'assister à nos Assemblées générales auxquelles il avait donné comme siège la belle salle de la Porte Saint-Georges. Il avait pris une grande part aux solennités de notre centenaire en 1962 et il nous marquait en toutes circonstances son bienveillant et actif intérêt.

Nous présentons à Madame Yvon et à sa famille l'expression de nos sentiments attristés.

Nous avons appris le décès de :

Mme la vicomtesse Guy de Vanssay ; M. Robert Bluteau, directeur d'école honoraire ; M. Alexandre Gagé ; M. Gaston Granger ; M. Gaston Plessis ; M. le Dr Arétas.

Nous offrons à leur famille l'expression de notre profonde sympathie.

DISTINCTIONS

Ont été promus au grade d'Officier dans l'Ordre national du Mérite :

M. *Bernard Laugier*, sous-préfet de Vendôme.

M. *Martin-Demézi*, directeur des Services d'Archives de Loir-et-Cher.

M. *Henri Colinet*, de Trôo.

M. le Dr *Jouandon*.

Dans l'Ordre des Palmes académiques,
au grade de Commandeur :

M. le président *Grellet*.

au grade d'Officier :

M. *Georges Duvoux*, directeur de l'Institut médico-pédagogique d'Herbault.

au grade de Chevalier :

M. *Paul Ladevie*, principal de C.E.S.

M. *Bouchicot* a été nommé Chevalier du Mérite agricole.

M. *Jean Chavigny* a reçu le diplôme de médaille d'or de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Bordeaux pour son ouvrage « Robert-Houdin rénovateur de la magie blanche ».

Nous avons appris avec plaisir que M. *de Marchéville*, président de la Société d'Art et d'Archéologie de Sologne et fondateur du Comité Archéologique de Loir-et-Cher a été nommé Chevalier dans l'Ordre National des Arts et Lettres.

Nos chaleureuses félicitations.

QUELQUES EVENEMENTS

— Au cours de cette année, les travaux de recherche se sont poursuivis au château de Fréteval, avec le concours d'équipes jeunes de Blois et de Vendôme, sous la direction du docteur Lacroix.

— Le Comité Archéologique de Loir-et-Cher, constitué en Association « Loi 1901 » le 15 janvier 1970, s'est révélé l'élément moteur indispensable pour un travail de grande envergure au niveau du département. Présidé jusqu'au 30 juin par M. *de Marchéville*, président-fondateur, et depuis cette date par le chanoine Gaulandeau, il a tenu deux Assemblées générales, le 15 janvier pour l'adoption des statuts et le 14 mars. Au cours de cette dernière réunion, M. le Docteur Allain, directeur des Antiquités préhistoriques de la région Centre a donné une Conférence sur « l'âge du renne dans la vallée de la Creuse ». — Autres réunions, les 18 juin et 1er octobre à Vendôme.

— Lors du concours organisé par l'Association « Les Amis de Balzac », au Centre culturel, nous avons eu le plaisir de relever parmi les noms des lauréats ceux de nos confrères : M. *Viallard*, 1er. — M. *Bernard Diry*, 2e. — M. *Claude Bonin*, 5e. — Mme *Coutrey*, 7e.

— Notre confrère M. *René Carvillani*, qui a fait don, l'an dernier, au Musée, d'un très beau buste de Balzac a présenté des œuvres au Centre culturel en une exposition qui fut très remarquée.

— M. *Louis Leygue* a été installé le 10 juin au fauteuil précédemment occupé dans la section de Sculpture par M. *Louis-Aimé Lejeune* à l'Académie des Beaux-Arts. M. *Paul Belmondo*, président, a retracé la carrière du nouvel académicien, qui, selon l'usage, a rendu hommage à son prédécesseur.

— Au début des « Huit jours de Vendôme », les Chanteurs de Saint-Eustache, sous la direction du R.P. *Martin* ont admirablement interprété le « *Messie* », de *Haendel* dans la cour du Cloître de la Trinité, dotée pour la circonstance d'un éclairage du plus heureux effet.

De son côté, le Théâtre de l'Ile-de-France a présenté quelques jours plus tard « *Bacchus* », de *Jean Cocteau*, qui a remporté aussi un très grand succès.

— A l'occasion des travaux de réfection à l'église de La Ville-aux-Clercs, ont été découverts sous le pavement de droite des ossements et des fragments de deux statues qui pourraient être ceux de François de

Gaignon seigneur de ce lieu et de son épouse, décédés à la fin du 16^e siècle.

— Notre confrère, M. le docteur Dumont a donné une Conférence au Centre culturel sur l'écrivain et poète Pierre Louys, à l'occasion du centenaire de sa naissance. Ainsi a été rendu à l'un de nos « derniers vrais humanistes » un hommage qui lui était dû, et auquel il était impossible de ne pas participer. On sait que le docteur Dumont a donné en 1965, à la Société Archéologique, une communication intitulée « Rencontre de deux poètes : Pierre Louys et Ronsard. (Bulletin 1965).

— Au cours de sa dernière Assemblée générale, en novembre, le Syndicat d'Initiative a présenté une très belle médaille en bronze, œuvre de M. Moutié, et qui représente à l'avvers Pierre de Ronsard et au revers la Porte Saint-Georges. Elle ne sera offerte que dans des cas bien précis et n'est pas mise dans le commerce. Nous la reproduisons ci-dessous.



— Sous l'égide de notre « Commission des jeunes », MM. Leymarios et Pussot ont donné une causerie d' « Initiation à l'Archéologie » à l'intention des jeunes gens et jeunes filles que la question intéresserait. Il nous a semblé important de reproduire ci-après, à l'attention de tous nos membres, le compte-rendu paru dans la presse à cette occasion.

TRAVAUX DE NOS CONFRÈRES

— M. l'abbé Nouel a publié un « Pélerinage aux monuments mégalithiques de la Beauce ».

— M. Martin-Demézil, directeur du Service d'Archives du Loir-et-Cher, a publié au Bulletin Monumental (T. 128. II. 1970), une étude sur les « Chevets plats et vaisseaux jumelés du premier art roman »,

et l'Avant-propos du magistral ouvrage de M. le docteur Lesueur « Le Château de Blois ».

— M. Norbert Dufourcq : « La Musique à la cour de Louis XIV et Louis XV », d'après les mémoires de Sourches et Luynes.

— Mme *Richard* : « Mythologie du pays de Langres ».

— M. *Daniel Pussot* : « Aperçu sur l'époque gallo-romaine », travail très consciencieux, avec de nombreuses illustrations.

— M. *Jacky Despriée* : « Aperçu sur la préhistoire », également très documenté et illustré.

Ces deux derniers ouvrages sont destinés à accompagner les « valises pédagogiques », réalisées au Musée de Blois, d'où elles peuvent être dirigées sur les écoles et centres de jeunesse. Il s'agit là d'une initiative fort intéressante et utile aux enseignants comme aux élèves.

— M. *Jean Chavigny* a publié une deuxième édition de son livre sur « Robert-Houdin, rénovateur de la magie b'anche ».

AU MUSEE

Nous avons reçu :

— de Mme *Mariet*, à Souday, trois paniers à pain d'autrefois.

— de M. *Diou*, 40, rue de la Grève, à Vendôme, cinq gravures de Lançon, (scènes de la guerre de 1870).

— de M. *Leriche*, à Vendôme, deux planches d'assignats.

— de M. *Despains*, Les Hayes, plusieurs outils de sabotier.

Le Musée a participé à l'exposition de Châteaudun sur la guerre de 1870, — et à celle de la Société philatélique vendomoise par le prêt de différents objets et documents.

Initiation à l'Archéologie

(10 décembre 1970)

Apportant une suite à sa récente Assemblée générale où fut présenté l' « INVENTAIRE DES MEGALITHES DU LOIR-ET-CHER », la Société archéologique du Vendomois (Commission des Jeunes) a organisé au Centre Culturel une réunion d'information sur l'Archéologie. Accueillis par M. Vasseur-Decroix avec sa cordialité habituelle, garçons et filles, scolaires ou non ont été instruits et documentés par des spécialistes, MM. Leymarios et Pussot. L'attention qu'ils ont montrée prouve qu'il était opportun de satisfaire leur curiosité sur un sujet trop souvent ignoré ou mal connu.

En quelques mots le chanoine Gaulandeau s'est attaché à démontrer que l'Archéologie n'est pas une science morte. C'est au contraire une investigation passionnante sur les conditions de vie et la civilisation de nos ancêtres, une science de l'humain qui s'étend depuis les anciennes origines.

Cependant, devait dire M. Leymarios, c'est une science très rigoureuse, très précise et désintéressée qui ne saurait admettre des amateurs ignorants, susceptibles de compromettre tout résultat valable. C'est pourquoi il faut savoir que la recherche archéologique est parfaitement organisée sur le plan national et sur le plan local. (Nous appartenons à la Région Centre). C'est pourquoi aussi les jeunes ont intérêt à s'initier aux méthodes qui conduisent à la réussite. Ils peuvent le faire sur les chantiers actuellement ouverts (6 en Loir-et-Cher : Pezou, Fréteval, Verdes, Lorges, Briou et Gièvres), soit sur le chantier-école d'Argenton-Saint-Marcel (Indre) où il est même possible d'accomplir des stages de formation.

Précisément un élève du Lycée Agricole, Christian Alby vint entretenir l'auditoire de ses impressions sur son stage à Argenton.

Ensuite M. Daniel Pussot commenta, à l'aide de projections différents documents d'ordre préhistorique et historique. A la suite de quoi chacun put voir de près les remarquables pièces archéologiques exposées par M. Guine et M. Paquiez et examiner plusieurs « valises pédagogiques » destinées à illustrer des causeries itinérantes dans les écoles, mairies ou maisons de jeunes.

Dans le concret, un groupe de jeunes fonctionne déjà sur le chantier de Fréteval. Il est bien à penser qu'il verra se renforcer ses rangs. La réunion au Centre Culturel y aura certainement contribué. Et ce n'est qu'un début (1).

(1) Pour inscription ou renseignements s'adresser aux heures et jours d'ouverture soit à M. Vasseur-Decroix (Centre Culturel) soit à la Société archéologique (Musée de Vendôme).

COMPTE FINANCIER

(Année 1970)

RECETTES

| | |
|---|----------|
| Cotisations | 2.936 |
| Ventes d'ouvrages | 710,80 |
| Subventions | 1.550 |
| Intérêts sur livret de C.E. | 110,24 |
| Encaissements pour participation à la sortie annuelle | 1.919 |
| Divers | 23,50 |
| Total | 7.249,54 |

DEPENSES

| | |
|---|----------|
| Impression du bulletin | 4.169,83 |
| Frais de bureau | 1.093,51 |
| Abonnements à publications | 657 |
| Imprimés divers et achat de volumes | 679,43 |
| Frais encaissement cotisations de Vendôme | 151,20 |
| Sortie de la Société : paiement des dépenses engagées | 1.843 |
| Divers | 181,30 |
| Total | 8.775,27 |

BALANCE

| | |
|---|----------|
| Dépenses | 8.775,27 |
| Recettes | 7.249,54 |
| EXCEDENT DE DEPENSES | 1.525,73 |
| Reliquat de l'exercice précédent | 7.769,02 |
| Avoir de la Société au 31-12-1970 | 6.243,29 |
| se décomposant comme suit : | |
| Avoir au C.C.P. | 3.514,62 |
| Livret de C.E. | 2.532,07 |
| Espèces | 196,60 |
| Total | 6.243,29 |

Le Trésorier,
E. CHRETIEN.

BIBLIOTHÈQUE DE LA SOCIÉTÉ

Liste des ouvrages entrés à la bibliothèque en 1970

I. — DON D'AUTEUR

— De notre confrère, M. J. DESPRIÉE, *Aperçu sur la préhistoire*.

II. — AUTRES DONS

— De notre ancien président, M. G. DENIZOT, professeur honoraire à la Faculté des Sciences de Montpellier, bulletins de la *Société Préhistorique Française*.

— De notre président, M. le chanoine GAULANDEAU, Yvan Christ, *Les cryptes mérovingiennes de l'abbaye de Jouarre*.

— De M. BAILLY, à Melun, Pierre de Nolhac, *Ronsard et l'Humanisme*, Paris 1921.

Dom Edmond Bernadet, *Un abbé d'Hautecombe ami de Ronsard, Alphonse Delbène, évêque d'Albi*.

Paul Laumonier, *La Cassandre de P. de Ronsard*, 1923.

Tome VI des *Œuvres complètes de Ronsard* publiées par Hugues Vaganay.

Ronsard, communications au XXI^e congrès de l'Association internationale des études françaises, en particulier *Ronsard, poète rusé*, par M. Isidore Silver, qui a déjà publié dans notre bulletin de 1956 *Les études sur Ronsard aux Etats-Unis*.

Henri Bidou, *Le château de Blois*, Paris 1931.

Docteur François Bochin, *Le Perche et les régions avoisinantes*.

Jacques de Broglie, *Histoire du château de Chaumont*.

Georges Chenesseau, *Orléans et ses environs*, 1942.

André Ratié, *Système de culture et spéculations à adopter dans une ferme de la Sologne Orléanaise*, Paris 1926.

Correspondance de Babeuf avec l'Académie d'Arras (1785-1788), publiée sous la direction de M. Marcel Reinhard, 1961.

— De l'AMBASSADE DE L'AFRIQUE DU SUD EN FRANCE, *Panorama*, revue sud-africaine, n^{os} 29 à 32.

L'Afrique du Sud d'aujourd'hui, de décembre 1969 à novembre 1970.

— De la BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE DE REIMS, catalogue de l'exposition *Histoire de l'enseignement en France* organisée à l'occasion du quatre-vingt quinzième congrès national des Sociétés savantes. Au n^o 140 figurent deux vues perspectives du collège de Vendôme prêtées par notre musée.

— De l'ORGANISATION D'ÉTUDES D'AMÉNAGEMENT DE LA LOIRE MOYENNE, *Cahiers de l'orealm*, n^o 1.

Nous prions les généreux donateurs d'agréer nos vifs remerciements.

III. — ENVOIS DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

— *Actes du quatre-vingt onzième congrès national des Sociétés savantes*, Rennes, 1966, section d'histoire moderne et contemporaine, tomes II et III.

— *Actes du quatre-vingt douzième congrès national des Sociétés savantes*, Strasbourg et Colmar, 1967, section d'archéologie ; section d'histoire moderne et contemporaine, tome I.

IV. — ENVOIS DES SOCIÉTÉS SAVANTES, ECHANGES

— *Académie des Inscriptions et Belles Lettres*, comptes rendus juillet-octobre et novembre-décembre 1969, janvier-mars 1970.

— *Revue de l'Agenais*, 3^e et 4^e bulletins 1969, 1^{er}, 2^e et 3^e bulletins 1970. Dans le 2^e bulletin de 1970, p. 79, discours prononcé par notre confrère M. Maisani, inspecteur d'Académie de Lot-et-Garonne aux obsèques du proviseur du lycée d'Agen.

— *Cahiers de l'Alpe*, numéros 46 à 50.

— *Société nationale des Antiquaires de France*, bulletin 1968.

— *Antiquités nationales*, bulletin publié par le musée des Antiquités nationales et la Société des Amis du musée et du château de Saint-Germain-en-Laye, n° 1 année 1969. P. 47. *Deux hallebardes du Bronze ancien de la vallée de la Loire*, par notre confrère M. Gérard Cordier.

— *Section française du Centre international de recherches d'archéologie chthonienne*, bulletin n° 4.

— *Société d'histoire naturelle d'Autun*, bulletins n°s 52 à 56.

— *Académie des Sciences, Belles Lettres et Arts de Besançon*, 1968-1969.

— *Société archéologique, scientifique et littéraire de Béziers*, 5^e série volume 4, 1968.

— *Société de Borda* (Dax), numéros 335 à 337.

— *Académie du Centre* (Châteauroux), revue année 1969.

— *Revue archéologique du Centre* (Vichy), tome VIII, fascicules 3 et 4. Dans le fascicule 3, p. 265, notre confrère M. C. Leymarios rend compte de la création du Comité pour la coordination des activités archéologiques des Sociétés savantes du Loir-et-Cher.

Tome IX, fascicule 1, *Chronique d'archéologie médiévale* par notre confrère M. Jean Chapelot, page 4, résumé des fouilles faites au château de Fréteval en 1968 et 1969, page 16, mention de trois vases complets trouvés dans un sarcophage à Vendôme « près d'une chapelle fort malencontreusement démolie dans cette ville ». *Notes de céramologie de la région Centre*, 2^e série, par notre confrère M. Alain Ferdière. *Découverte d'un nouveau polissoir sur la commune de Villersable (Loir-et-Cher)* par notre confrère M. J. Despriée.

Tome IX, fascicule 2, *Les fibules gallo-romaines du château-musée de Blois*, par notre confrère M. Daniel Piron. Page 173, compte rendu de la journée de travail du Comité archéologique de Loir-et-Cher au château de Blois, le 14 mars 1970.

— *Société archéologique et historique de la Charente*, bulletins mensuels, 1969, numéro 9, 1970, numéros 1 à 8.

— *Société des Amis du Vieux Chinon*, bulletin, tome VII, numéro 4. *Existe-t-il des pétroglyphes protohistoriques en Touraine ?* par notre confrère M. Gérard Cordier.

— *Institut d'histoire et d'archéologie de Cognac et du Cognacais*, bulletins années 1966 et 1967, mémoires, Tome 1.

— Société d'émulation du Doubs, mémoires, année 1969.

— *Sociétés archéologiques d'Eure-et-Loir* (Chartres et Châteaudun), 3^e et 4^e trimestres 1967, 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e trimestres 1969, 1^{er} trimestre 1970.

— *Fédération des Sociétés d'histoire naturelle de Franche-Comté*, 1969, numéros 3 et 4.

— *Société archéologique et historique du Limousin*, tome XCVI.

— *Revue historique et archéologique du Maine*, numéro 104.

— *Commission historique et archéologique de la Mayenne*, numéro 236.

— *Société d'histoire et d'art du diocèse de Meaux*, 16^e année 2^e semestre, 20^e année.

— *Académie de Montauban*, recueil années 1967-1968.

— *Société Olona* (Les Sables-d'Olonne), bulletin numéro 52.

— *Société archéologique et historique de l'Orléanais*, numéro spécial 1970, numéro 39, *Découverte d'un dépotoir gallo-romain aux Murgets* (commune de Tavers) par notre confrère M. Alain Ferdière ; *Les puits de Tavers trouvés en 1965*, par notre confrère M. l'abbé André Noue^l.

— *Société des Antiquaires de l'Ouest et musées de Poitiers*, bulletins 3^e et 4^e trimestres 1969, 1^{er} et 2^e trimestres 1970. Mémoires, 4^e série, tome X, *Histoire de Poitiers*, avec 7 plans, par M. Gaston Dez.

— *Société des Sciences Lettres et Arts de Pau*, 4^e série, tomes III et IV. Le tome IV contient dans les *Notes sur les préfets des Basses-Pyrénées de la III^e République* par M. P. Bayaud, une étude sur le marquis de Nadailhac qui vécut au château de Rougemont, commune de Saint-Jean-Froidmentel, fut président de notre Société en 1869 et préfet des Basses-Pyrénées de 1871 à 1876.

— *Le Pays Bas-Normand* (Flers) 1970, numéro 1.

— *Société des Antiquaires de Picardie*, 3^e et 4^e trimestres 1969, 1^{er} et 2^e trimestres 1970.

— *Société d'histoire et d'archéologie de l'arrondissement de Saint-Malo*, annales, année 1969.

— *Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe*, numéros 439 à 448.

— *Société d'art et d'archéologie de la Sologne* (Romorantin), année 1969, numéro 4, année 1970, numéros 1, 2 et 3. Le numéro 2 de 1969 ne nous est pas parvenu.

— *Sites et Monuments, bulletins de la Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France*, numéros 48 à 50. Dans le numéro 48, page 16, *L'exemple de la destruction de l'église des Cordeliers de Vendôme*, par notre confrère M. le docteur Michel Lacroix.

— *Académie de Stanislas* (Nancy), année 1968-1969.

— *Institut archéologique liégeois*, tome LXXXI.

— *Smithsonian year* (Washington), année 1969.

V. — ABONNEMENTS

— *Congrès archéologique de France*, CXXV^e session, Nivernais (en 1967). Quatre études de notre confrère M. Martin-Demézil sur les églises de Commagny, Jailly, Saint-Saulge et Saisy.

— *Bulletin monumental*, tome 127, 2^e, 3^e et 4^e trimestres.

Tome 128, 1^{er} et 2^e trimestres. Page 115, *Chevets plats et vaisseaux jumelés du « premier art roman »* par notre confrère M. Martin-Demézil.

— *Société préhistorique française*, tome 66, année 1969. Comptes rendus des séances mensuelles, 1969 : numéro 9, 1970 : numéros 1 à 8.

— *L'intermédiaire des chercheurs et curieux*, année 1970.

— *L'année balzacienne*, 1970.

— *Balzac à Saché*, numéro 12.

— *Archeologia*, numéros 31 à 37.

— *Revue Mabillon* (Ligugé) numéros 238 à 241.

— *Gaule*, 1969 : numéro 1.

— *Cercle généalogique du Centre*, bulletins numéros 11 et 12.

VI. — ACQUISITIONS

— *Dictionnaire des églises de France, Val de Loire, Berry*, Paris 1967.

— Marie-Laure Sibert, *Les rencontres d'Amboise*, Tours 1969.

— D^r F. Lesueur, *Le château de Blois*, avant-propos de M. Martin-Demézil, Paris 1970.

Le bibliothécaire-archiviste,

PH. POULTEAU.

Composition du Bureau pour l'année 1971

- Président :* Chanoine GAULANDEAU, Conservateur du Musée.
- Vice-Président :* Docteur DATTIN, à Vendôme.
- Secrétaire :* M^e Paul COUV RAT, avoué à Vendôme.
- Secrétaire-adjt :* M. ARNOULD, directeur d'école honoraire, à Vendôme.
- Trésorier :* M. CHRETIEN, instituteur honoraire, à Vendôme.
- Bibliothécaire-archiviste :* M. POULTEAU, professeur honoraire, à Vendôme.
- MM. BAYLE, professeur au lycée Ronsard, à Vendôme.
- le Dr COLEMONT, à Morée.
- JEULIN, instituteur, à Vendôme.
- LEYMARIOS, délégué départemental aux antiquités préhistoriques, à Blois.
- RENARD, propriétaire, à Montoire.
- TOUZEAU, maire de Sainte-Anne.
-

Balzac et le père Haugou au collège de Vendôme

par P. THUAU

Dans son « Louis Lambert » Balzac cite des noms de professeurs. Les biographes du célèbre romancier se sont penchés sur chacun d'eux, mais pourtant un seul de ces « régents », le père Haugou, est passé sous silence, ou tout au moins il n'est fait que de brèves allusions. Et cependant, c'est bien le nom du père Haugou qui revient le plus souvent en lisant « Louis Lambert », et il ressort qu'il a personnifié la discipline très sévère du collège de Vendôme, puisque sa « médiocrité » ne pouvait pas favoriser l'épanouissement du jeune Balzac. Tout a été écrit sur les pères Dessaignes, Mareschal et Lefebvre. Il convient donc de tirer de l'ombre le père Haugou, et, à défaut de bien dégager l'influence qu'il a pu avoir sur Balzac, d'examiner seulement leurs rapports pendant les six années passées ensemble à Vendôme.

La vie du père Haugou, qu'il est nécessaire de connaître pour mieux comprendre son comportement n'est pas sans intérêt. Le hasard fait bien les choses puisqu'aux Archives de France il est possible de consulter de précieux dossiers le concernant.

François Haugou naît à Vendôme le 6 décembre 1769. Il fait ses études au Collège des Oratoriens de sa ville natale. Son instruction terminée et se vouant à l'enseignement, il entre comme « régent » et maître d'études à la pension de M. Bouzy en 1789. Sur un document servant à la notation des professeurs, au temps où il enseigna au collège, les étapes de sa carrière sont indiquées. On lit : « a été employé à l'école de M. Bouzy en 1789 comme régent et maître d'études, à Blois sous les mêmes rapports jusqu'en 1795 ». La discrétion de cette dernière phrase, et bien naturelle sous l'Empire,

cache son engagement dans l'armée catholique et royale de l'Ouest. Si sa décision provient de ses idées et de ses sentiments on peut se demander qui a entraîné le père Haugou à rallier le centre de l'insurrection en Anjou ? Un ancien camarade et gentilhomme du collège ou un prêtre réfractaire au serment ? Toujours est-il qu'il mène pendant deux ou trois ans la rude vie des maquisards de cette époque. Il n'est pas douteux qu'à vingt-cinq ans une telle épopée va le marquer pour toute sa vie. Le document universitaire cité le signale rentré à Vendôme chez M. Bouzy en 1795. C'est donc précisément après la paix de la Jaunais qui rétablit la liberté du culte et accorde l'amnistie aux combattants insurgés.

Le Père Haugou reprend donc sa place à la pension Bouzy comme régent, — nous allons dire maintenant professeur — de 5ème, 4ème et 3ème. Il n'est plus mentionné comme maître d'études. Dès 1803 les pères Dessaignes et Mareschal veulent redonner à leur institution le lustre du collège du XVIIIe siècle. Ils tiennent tous les deux que leur établissement soit « oratorien » et pour cela ils font appel aux anciens professeurs et à défaut aux anciens élèves. C'est ainsi qu'ils demandent à la rentrée scolaire de 1804 au père Haugou de prendre en charge les classes élémentaires. Pour avoir une situation meilleure — il est marié et père d'un fils — il accepte la proposition. Les documents officiels et l'état civil prouvent que M. Bouzy ne tient pas rigueur à son professeur et ils resteront toujours très liés d'amitié. Le père Haugou est donc professeur de 8e et 7e ainsi que maître d'études. C'est à ce moment qu'il prend le titre de « père », comme tous ses collègues laïcs ou non pour rester dans la tradition oratorienne. Ses états de service pour l'année 1811 — Balzac était alors à Vendôme — mentionnent « qu'il pouvait faire une classe supérieure ». L'année suivante, il est noté avec l'appréciation suivante : « ... nous lui avons confié la fonction d'agrégé suppléant de classe de 3e et 4e tout en conservant les classes de 8e et 7e ». Il n'est plus maître d'études.

En 1816 M. Bouzy, maître de pension, est nommé Principal d'une Institution à Gap. Il refuse ce poste et l'année suivante, il accepte cette même fonction pour celle de Dreux. Voulant que son pensionnat conserve les mêmes principes d'éducation et d'instruction que ceux qu'il avait imposés pendant vingt-huit ans, il demande au père Haugou de lui succéder. Celui-ci accepte cette lourde charge par devoir, par amitié pour M. Bouzy et aussi pour donner plus tard à son fils Louis une meilleure situation que celle de professeur.

Pour se mettre en règle avec l'Université il passe son baccalauréat à quarante-huit ans au siège de l'Académie à Orléans le 14 mai 1818. Sa demande de nomination de maître de pension ayant été agréée, il reçoit son « brevet » le 1er juin 1818.

Le père Haugou s'installe donc à la pension Bouzy, qui devient pension Haugou, au 9 de la rue Basse à Vendôme. L'immeuble assez vaste appartient à un « praticien » de la ville. Il se compose d'une maison avec grande cuisine et six chambres dont une est dénommée dortoir. Les deux classes qui se font presque vis-à-vis encadrent une cour. Dans son prolongement un jardin et une tannerie utilisée comme réserve à bois. Sur la droite un second jardin longeant un bras du Loir possède une porte d'accès sur la rue Frincambault. La tannerie indique bien que la pension se trouvait côté rivière, et peut-être à l'emplacement de la Clinique du Dr Chevallier ?

Les documents officiels portent que la pension Haugou comportait plus de quarante élèves. Aussi, comme pour M. Bouzy, le maître de pension se faisait aider par un « instituteur ». Le père Haugou conserve l'aide de M. Bouzy jusqu'en 1822, date à laquelle il prend avec lui son fils Louis. On enseigne chez le père Haugou de la 8e à la 4e, et la moitié de son effectif d'élèves est pensionnaire. De l'examen des nombreuses transmissions administratives il ressort que la pension Haugou éduquait les jeunes garçons suivant les principes religieux et monarchiques des temps passés. Une seconde pension, comportant un peu moins d'élèves était tenue par M. Chanteloup, un ancien militaire versé accidentellement dans l'enseignement. C'était la pension « bonapartiste ». Aussi, quand on sait que les directeurs du Collège avaient opté « pour les idées libérales qui transformèrent la France », les Vendomois, et ceux d'ailleurs, possédaient le choix de l'établissement conforme à leurs idées et à leurs sentiments.

Le Chanoine Anquetin, curé de la Madeleine et Inspecteur de l'enseignement pour l'arrondissement de Vendôme soutient avec ardeur la destinée de la pension Haugou. Elle reçoit l'appui de l'Evêque de Blois, et aussi du Préfet, M. de Saint-Luc qui écrit au Ministre en 1824 : « ... Je serais désolé qu'il s'élevât la moindre difficulté pour la rénovation de son titre, d'autant plus que pour des raisons locales et particulières à sa famille, ce refus pourrait produire un mauvais effet sur l'opinion publique. Je supplie votre Excellence, d'avoir égard à ma recommandation et donner des ordres pour que le brevet de M. Haugou soit expédié le plus promptement possible... »

Ce document pris parmi bien d'autres, montre que le père Haugou jouit de quelque crédit non seulement auprès des diverses autorités, mais aussi auprès d'un grand nombre de Vendomois. « Le mauvais effet sur l'opinion publique » est caractéristique. « Les raisons particulières à sa famille » sont en fait la cession de la pension au fils Haugou. C'est, du reste, ce qui se produit quelques années plus tard, le 26 septembre 1826.

Malgré une certaine prospérité de son établissement, le père Haugou se retire assez pauvre. Il est vrai qu'il ne demande rien à son fils pour le fond de commerce et pour tout le mobilier, ce qui représentait un petit capital. Comme bien d'autres chefs d'établissement et notamment M. Bouzy, après quarante ans d'enseignement, il réclame en vain une pension de retraite. Il s'adresse alors à une autre porte, celle des Bourbons. Malgré toutes les preuves de fidélité pendant la révolution et en 1815, quand il s'est engagé dans les « volontaires royaux », il n'obtient pas « la place au Château de Chambord » qu'il sollicite ; mais chacun sait que les Bourbons n'ont pas toujours témoigné de la reconnaissance envers ceux qui avaient défendu leur cause avec courage. Ainsi le père Haugou reste à la charge de son fils, mais pour fort peu de temps. Usé par une vie particulièrement laborieuse, il s'éteint à l'âge de cinquante-huit ans, le 14 août 1828. Pour résumer la vie du père Haugou si féconde en travail et entièrement consacrée à l'enseignement, il n'est pas inutile de transcrire une de ses lettres demandant au Ministre le renouvellement de son titre de maître de pension : « ... Exerçant dans l'Instruction Publique depuis 1789 et dans laquelle nous n'avons jamais cessé de professer les principes moraux, religieux, et monarchiques... Nous désirons, Monseigneur, autant que la Providence nous accordera la force et la santé, de continuer de consacrer nos travaux et nos veilles à cette portion intéressante de la société dont elle doit être l'espoir... »

Un fait est significatif, dans toutes les lettres de ce genre adressées au Ministre et bien entendu sous la Restauration, le père Haugou ne fait aucune allusion à ses activités royalistes pendant la révolution. D'autres s'en chargent pour lui. C'est un modeste, mais c'est surtout un homme qui reste fidèle à ses idées. Lazare Mareschal, l'un des anciens directeurs du Collège et le nouveau Maire de Vendôme rédige en 1824 une note concernant le père Haugou et il y mentionne « qu'il est du petit nombre de ceux qui n'ont jamais varié dans leurs bons sentiments ». Si l'on en croit M. de Vasson qui taxait le père Mareschal d'opportunisme, cette affirmation

possède beaucoup de valeur. Toutefois la descendance du Maire de Vendôme n'est pas du même avis que le chroniqueur du Collège. Mareschal aurait été un royaliste de cœur, mais il dut faire bonne figure au régime de Napoléon par obligation professionnelle. C'est peut-être ce qui explique son amitié pour le père Haugou. Balzac nous les montre toujours associés l'un à l'autre.

Cette courte biographie permettra de mieux analyser les rapports entre Balzac et le père Haugou, rapports vus à travers le roman « Louis Lambert ». Un fait est certain, le père « Haugoult » que malmène le romancier est bien celui dont nous venons de retracer la vie. Balzac le choisit avec la volonté de le ridiculiser. Il connaît fort bien le père Haugou ; peut-être mieux que tous les autres professeurs en dehors du père Lefebvre. C'est lui son premier maître pour les classes de 8e et 7e, le maître d'études et le « régent de semaine » qui le suit au cours de plusieurs années. Enfin, il le retrouve comme remplaçant des professeurs de 4e et 3e. Chacun connaît les débuts pénibles de Balzac au Collège de Vendôme, et le mauvais élève se voit infliger de très nombreuses punitions par le père Haugou. Une antipathie se dévoile entre eux. Les échecs de Balzac sont vraisemblablement dus à un changement de vie et à une nouvelle existence particulièrement pénible pour un jeune garçon de huit ans sortant d'un foyer douillet. Il y a également de la part du jeune Balzac une volonté tenace de tout faire à sa fantaisie, en enfant gâté. Or, aucun professeur ne tolère un tel comportement. Le père Haugou agit en conséquence et la vengeance du mauvais élève est d'accuser son maître d'incompréhension et aussi d'incompétence. N'est-ce pas vieux comme le monde ?

En fait, que reproche Balzac dans « Louis Lambert » au père Haugou ? Balzac écrit : « le père Haugoult, régent de la semaine, était assez bonhomme, mais dépourvu de hautes connaissances. Il manquait de ce tact si nécessaire pour discerner les différents caractères des enfants et leur mesurer les punitions suivant leurs forces respectives. Le père Haugoult se mit... ». En lisant « Louis Lambert » tout semblerait laisser penser que le père Haugou est le seul régent pour assurer le service de la semaine ; car, tous les événements se passent quand il est de surveillance, surveillance qui, du reste, est toujours assurée par deux régents...

L'analyse complète du portrait fait par Balzac indique que le qualificatif « bonhomme » doit être interprété dans son sens péjoratif, celui d'un homme simple et quelconque. Le père Haugou est modeste et il est également né dans un

milieu modeste. Son attitude très réservée ne lui donne pas le brillant nécessaire pour attirer l'admiration des jeunes collégiens. Il est permis de se demander sur quel jugement peut se baser un garçon de huit à treize ans pour apprécier « les hautes connaissances » d'un professeur. Il a dû « entendre dire ». Ces propos malveillants à l'égard du père Haugou ne peuvent provenir que du père Lefebvre. Le fait que le Directeur du Collège ajoute en 1811 aux appréciations déjà mentionnées : « versificateur latin », ce qui est sans rapport avec un professeur de classe élémentaire, indique qu'il a quand même de hautes connaissances, ne serait-ce que dans la langue de Virgile. A l'exception de MM. Dessaignes et Mareschal, et l'on peut ajouter Jourdain pour déplaire à de Vasson, l'ensemble des professeurs est d'un niveau moyen, comme dans tous les lycées et collèges de l'époque. Rares sont ceux qui ont un diplôme, y compris le bachot.

Balzac ne mérite pas que l'on commente ses propos sur le comportement du père Haugou vis-à-vis des enfants. Si sa victime n'avait été que professeur au collège, il eut été difficile de la défendre. Mais, il est impensable qu'un chef d'une institution renommée et qui prospère soit un homme dépourvu de la psychologie des enfants. Il est vrai qu'à cette époque les parents ne soutenaient pas leurs mauvais écoliers comme maintenant. Ils avaient quand même le bon sens de ne pas confier leurs enfants à un rustre.

Si l'imagination emporte le romancier, et c'est naturel quand on exerce ce métier, il convient de rester objectif. Balzac s'est basé sur l'aspect « grave » du père Haugou, et il en est très impressionné. Evoquer le dicton « tel père, tel fils » peut faire sourire ; il s'adapte pourtant parfaitement au père Haugou et à son fils. Lorsque ce dernier est Inspecteur d'Académie un rapport établi sur lui par deux Inspecteurs Généraux constate en janvier 1855 : « ... Nous avons trouvé en lui (Haugou fils) un homme sage et grave... ». Or, sur le document auquel nous nous sommes largement référés et datant de 1811, le père Haugou est classé « comme un homme sage et grave ». Cette identité de tempérament est frappante. Aussi en parcourant les très nombreux rapports d'inspection d'académie concernant le fils Haugou, on trouve les appréciations suivantes : « froideur », « raideur », « manque de chaleur, de liant avec les élèves », ou encore, « il est à craindre que la froideur du professeur ne l'empêche de porter dans son enseignement cette activité, cet élan. Il peut y suppléer par ses qualités en netteté, précision et méthode ». Un seul rapport fait état de « fermeté » et un autre de « timidité ». La similitude d'homme entre le père Haugou

et son fils se retrouve également dans la manifestation de leurs sentiments et de leurs idées. Pendant la révolution l'un combat dans l'Armée catholique romaine et royale, l'autre en 1848 participe à l'assaut des barricades du Faubourg Poissonnière à Paris pour défendre la cause de l'Ordre Moral. Si cette ressemblance frappante de tempérament est la même pour leur physionomie, il suffit de regarder un portrait de M. Guizot pour se rendre compte de la gravité du visage du père Haugou, c'est du moins ce que reflète un daguerrotype du fils Haugou. Comment le jeune Balzac ne pouvait-il pas être impressionné !

Après avoir dramatisé la vie des collégiens à Vendôme, expliquant en détail des atrocités, Balzac parle du « terrible Haugou », « ce régent, défenseur de ces esclaves », qui lui a pris son premier manuscrit : le Traité de la Volonté. Tout peut donc laisser supposer que le père Haugou est le responsable de cette impitoyable discipline. Il n'est nullement question de débattre si Balzac a écrit ou non son fameux traité ; si le père Haugou le lui a pris ou non, si même ce dernier le vendit ou le donna à son épicier pour envelopper ses saucissons, mais de croire que le futur romancier a été poussé dans ses ressentiments contre le père Haugou par quelqu'un. Or, tout permet d'affirmer qu'il s'agit en fait du père Lefebvre. Il faut donc voir la liaison triangulaire : Haugou-Lefebvre-Balzac.

Le père Lefebvre, grand protecteur du jeune Balzac et dont on dit qu'il eut une forte influence sur son protégé, est tout l'opposé du père Haugou. Ils sont camarades de classe au Collège de Vendôme avec la même vocation pour l'enseignement. Ils partagent un même idéal religieux, mais ils prennent chacun une voie totalement différente, tout comme leurs idées politiques les conduisent sur un chemin opposé. Le père Lefebvre entre au séminaire à Blois et il est ordonné par un évêque constitutionnel. Il exerce ensuite son ministère à Vendôme tout en étant secrétaire du District Révolutionnaire. Pendant ce temps le père Haugou lutte contre les bleus pour la cause du roi et de l'Eglise Romaine. Est-ce le père Lefebvre qui traque son ancien camarade de collège et l'oblige à rejoindre l'armée de l'Ouest ? Cela n'est pas impossible, mais aucun document ne le démontre jusqu'à maintenant. Ce qui est certain, c'est l'hostilité entre les deux professeurs. Or, il est facile de constater d'une part l'animosité du jeune Balzac envers le père Haugou et d'autre part les relations cordiales de l'élève avec le père Lefebvre, relations, du reste, fort intéressées, et quand ils sont tous les deux et puis se retrouvent dix ans après, ils « exécutent » le père

Haugou pour reprendre l'expression du regretté M. l'abbé Bertault. Le père Lefebvre ne peut pas être satisfait du succès de la Pension Haugou et de l'enseignement religieux traditionnel que l'on y donne.

Pour revenir à la discipline on peut se demander qui est réellement sévère, Haugou ou Lefebvre ? Se référant toujours au même document ayant servi à la notation des professeurs en 1811, le père Lefebvre est le seul de tous les professeurs du collège à être qualifié de « sévère ». C'est lui, du reste, qui est chargé l'année suivante de prendre les fonctions de Surveillant Général après la mort du père Dissaux. Il avait donc plus d'aptitude que le père Haugou pour faire régner la discipline dont se plaignait tant le jeune Balzac.

Philippe Bertault dans ses nombreuses et remarquables études sur Balzac explique comment ce dernier a le souci de donner à ses œuvres un caractère d'authenticité. En effet, le romancier glisse çà et là ou un événement de sa propre vie ou un fait s'étant bien produit, prend pour cadre une ville qu'il connaît parfaitement et que tout le monde peut reconnaître, enfin, dépeint des personnages ayant réellement vécu. C'est ainsi que dans le roman « Louis Lambert », il nous montre le jeune élève qu'il était au collège de Vendôme, dans cet établissement où il passe sept ans et qu'il est possible de voir à peu près tel qu'il l'a décrit il y a plus de 150 ans. Pour donner plus de véracité à son œuvre il n'hésite pas à citer des noms de gens connus, voire même célèbres. C'est celui de Madame de Staël, malgré un séjour de quelques jours dans le Vendomois. C'est le père Mareschal, le Directeur des Etudes du collège si sympathique aux élèves et qui sera pendant de nombreuses années le Maire de Vendôme. Balzac trouve non moins facilement les deux professeurs qu'il peut opposer pour la bonne ordonnance de son roman : le bienveillant père Lefebvre, et le « terrible » père Haugou. Il ne fait aucun effort d'imagination pour les sortir d'un oubli auquel ils étaient tous les deux destinés. Il a de vrais noms et peu lui importe de travestir les gens au goût de ses inventions littéraires. Il faut pourtant se demander pour quelle raison Balzac tient à conserver le nom du père Haugou alors qu'il le bouscule sérieusement dans « Louis Lambert » ? L'ensemble des critiques du romancier reconnaissent sa bonté, et s'il est cruel avec certains de ses personnages qui ont fait partie de son entourage et même de son intimité, il a le « tact » de changer leur identité. C'est ainsi que dans la « Grande Bretèche » dont l'action se passe également à Vendôme, le notaire grotesque n'est autre que Maître Renou, le beau-père des pères Dessaignes, Mareschal et Dissaux. Il l'appellera

dans son roman, M^e Regnault et le reconnaît qui voudra. L'honneur de la famille est sauf. Balzac n'a pas pour le père Haugou cette même délicate attention, et on se demande ce qui a pu le pousser à porter devant la postérité une telle rancune, car il s'agit d'une rancune de toute évidence. Il est vrai que le père Haugou se montre rigide à l'égard de son élève orgueilleux et fantaisiste. Puis il est surtout l'auteur de la première de toutes les déceptions innombrables de Balzac et cette première déception ne peut que le marquer profondément ; tout comme il est impressionné et peut-être terrorisé en voyant la gravité du père Haugou. Cette gravité et cette austérité contrastent étrangement avec la bonhomie du père de Balzac. Le jeune Honoré ne réalise pas qu'un homme soit dépourvu de toute complaisance à l'égard d'un enfant. Les réprimandes, les reproches sont le lot des femmes, et des mères de famille comme c'est le cas de Mme de Balzac, sa mère. Il ne faut donc pas s'étonner de son émerveillement en trouvant après deux années passées avec le père Haugou, la complicité du père Lefebvre. Il a enfin ce qu'il désirait en arrivant au collège de Vendôme, quelqu'un qui le comprend.

Ces petites querelles de potaches méritent-elles au fond une telle vengeance que le temps aurait dû estomper, et qui se manifeste à un moment où la pension « Haugou » avait acquis une renommée certaine et concurrençait sérieusement le collège pour les classes de grammaire ? Balzac ne peut pas ignorer ce fait puisqu'il est venu à plusieurs reprises à Vendôme.

Peut-être faudrait-il voir les idées politiques et religieuses de l'un et de l'autre ? Cependant, quand Balzac écrit son « Louis Lambert » il y a entre eux un rapprochement considérable dans leurs sentiments à l'égard de la branche légitimiste des Bourbons. Si leurs idées religieuses sont encore très éloignées, elles ne s'opposent plus d'une façon aussi catégorique. Il n'est pas, non plus, concevable de penser que Balzac tient grief au père Haugou de ses activités monarchiques pendant la Révolution. Dans son roman les « Chouans », Balzac observe une stricte neutralité envers les blancs et les bleus. Il n'est du reste pas exclu qu'au cours de son passage à Vendôme on chuchotait sur l'épopée du père Haugou à l'Armée de l'Ouest, et que vint à Balzac l'idée d'écrire un roman sur cette tragique période de notre histoire.

Il faut donc supposer qu'il y eut entre les deux hommes un autre affrontement qui nous échappe complètement, car si le « Louis Lambert » réclamait un « terrible régent » justifiant, il est vrai, la discipline rigoureuse du Collège, il reste à démontrer pour quelle raison Balzac voulut blesser le père

Haugou jusque dans la tombe, en le nommant dans son roman.

Si les mânes d'Haugou n'ont pas réagi, il en fut tout autrement de son fils Louis, son successeur à la pension de la rue Basse. Alors que Balzac remet le manuscrit de son « Louis Lambert » à son éditeur, le fils Haugou reçoit un titre nouveau de Maître de Pension et fait renouveler le bail de sa maison et pension pour neuf années à venir. Nous sommes alors en 1832 et à l'automne de cette année paraît le « Louis Lambert ». Il parvient à Vendôme au début de l'année 1833. Or, dès le mois de février et sans qu'il ne se passe aucun événement familial, Louis Haugou cède brusquement sa pension à Monsieur Dupré. Puis il part presque immédiatement avec les siens habiter à Paris où il va professer tout d'abord dans une obscure pension de la rive droite.

C'est une coïncidence ? certainement pas. Louis Haugou est particulièrement affecté à la lecture du « Louis Lambert ». Son cœur est touché et c'est bien naturel pour un fils, mais, son institution subit un préjudice indéniable. Les détracteurs de la pension du père Haugou possèdent désormais un argument. Les petites causes produisent de grands effets. La pension Haugou disparaît, la famille ne parle plus du père Haugou, mieux encore, sa descendance oubliera ce que fut celui qui aurait hanté la jeunesse de Balzac au Collège de Vendôme.

Excusons les propos regrettables et les intentions impénétrables de Balzac à l'égard du père Haugou, qui eut, lui aussi sa part d'influence sur le romancier. En le « citant », il nous a permis de découvrir la vie d'un Vendomois des plus dignes d'intérêt.

P. THUAU.

SOURCES

- *Balzac, Louis Lambert.*
- *Renseignements sur le P. Haugou et M. Bouzy* : Archives de France F. 17-8968 et 20.267. (les pensions, institutions et collège de Vendôme).
- *Dossier de Louis Haugou* (Inspecteur d'Académie) F. 17-20. 933.
- *Archives de Loir-et-Cher* : L. 835, 1865 bis, 2044 et 2045, concernant le P. Lefebvre.
- *Balzac à Vendôme* par M. Martin-Demézil.
- *Philippe Bertault* : Balzac et la religion. — Introduction à Balzac. Balzac : Connaissance des lettres.
- *Marcel Bouteron* : Etudes balzaciennes.

LE PATRIOTE

Pierre-Nicolas HÉSINE

*Ses luttes ardentes en Loir-et-Cher
de la veille de la Révolution à la Restauration, (1785-1817)
à Pontlevoy, Blois et Vendôme.*

II

LE PREMIER SEJOUR VENDOMOIS.

par M. R. BOUIS

Son arrêté de nomination enregistré à l'administration municipale et cantonale de Vendôme, le 26 frimaire an IV (17 décembre 1795), en tant que commissaire du Directoire exécutif, près ladite administration, Hésine entra en fonctions. Il convient d'indiquer que deux ex-conventionnels de Loir-et-Cher, Venaille et Foussedoire, avaient été également nommés commissaires, le premier, près l'administration centrale, le second, près le tribunal civil et criminel, de même que F.E. Péan, l'ancien membre du Comité central de surveillance du département, en 1793, près l'administration du canton de St-Aignan. C'était le départ jacobin du nouveau gouvernement.

Révoqué six mois plus tard, le 21 prairial an IV (9 juin 1796), en raison de la réaction politique directoriale et de l'opposition qui le mettait aux prises avec l'administration municipale, contraint de quitter Vendôme, le 25 fructidor an IV (11 septembre 1796), à l'occasion de l'ouverture du procès de Babeuf parce que amnistié d'une part et fonctionnaire révoqué d'autre part, Hésine passa ainsi près de neuf mois à Vendôme. C'est de ce premier séjour en cette ville où il avait désormais fixé son domicile qu'il sera question dans cette seconde communication.

Ce qu'était Vendôme à l'époque révolutionnaire ? Une petite ville de 5772 habitants, en 1789, selon des documents fiscaux, 6226 en 1792, selon d'autres. On y comptait, cette dernière année, 246 naissances, 48 mariages, 187 décès. Très souvent les autorités vendomoises, district, municipalité, assignèrent à leur population un chiffre manifestement exagéré, dépassant les 7 000 (7 500 « y compris forains et passagers » le neuf frimaire an IV) afin de se voir attribuer, soit un contingent plus élevé en grains, pour l'approvisionnement du marché, soit une école centrale, dans les locaux de l'ancien collège des Oratoriens. En floréal an III le représentant Baraillon n'admit pas le chiffre proposé par les autorités locales et retint celui de 6 200. Ce sont là des faits connus et qui pourraient s'appliquer à bien d'autres villes, de même d'ailleurs que les sous évaluations, quant au chiffre de leur population, de la part d'un grand nombre de communes rurales, mais, pour des raisons inverses cette fois, échapper aux réquisitions.

Il importe, au premier chef, de bien connaître les cinq membres de l'administration municipale cantonale — l'héritière du district supprimé — puisqu'ils auront à prendre les décisions importantes de concert avec le commissaire, chargé plus particulièrement de requérir l'application de la loi.

Les assemblées primaires des sections de la Madeleine et de Saint-Martin (qui se déroulèrent dans la chapelle de l'Oratoire et l'église de la Trinité) réunies les 11, 12 et 13 brumaire de l'an IV, avaient par 514, 458 et à nouveau 514 voix, sur 1420 citoyens inscrits, procédé à leurs nominations. Il est à remarquer que ces assemblées primaires attirèrent un concours de citoyens beaucoup plus élevé que lors des assemblées précédentes, des 21 et 22 fructidor, relatives à l'acceptation de la constitution de l'an III, du décret des deux tiers et de la nomination de sept électeurs. Sur les 1420 inscrits 360, 310, 213 citoyens seulement participèrent aux différents votes.

L'administration municipale élue les 11, 12 et 13 brumaire (2, 3, 4 novembre 1795) se composait de Pierre René Buscheron Boisrichard, son président, de quatre membres, Josse Boutrais dit Boisbercy, Lemoine de la Godelinière, Marin Claude Boutrais (ou Boutrais Gruau), Deschamps Couturier alias Charles Mathurin Deschamps, auxquels il faut ajouter le secrétaire en chef Morard Colas.

Ces cinq municipaux appartenaient à la basoche vendomoise à l'exception du marchand gantier Boutrais-Gruau qui lui était cependant étroitement apparenté. Buscheron, le

président, qui se faisait appeler sous l'Ancien Régime, de Boisrichard, bien que d'extraction bourgeoise, avait été conseiller civil et criminel au bailliage. Apparenté à la famille de l'irréductible curé de Saint-Martin, le réfractaire Thoinier, il remplit sous la Révolution et sans interruption des fonctions électives de président du tribunal du district et de maire, depuis décembre 1792, ce qui lui permit de se prévaloir d'une de ces exceptions prévues par la redoutable loi du trois brumaire an IV car sa fille Catherine Adélaïde s'était mariée en 1790, avec un certain Philippe de Passac, émigré. Il est vrai que Catherine avait divorcé en février 1793. Jacques René Josse dit de Boisbercy, fils de Jacques René Josse, propriétaire de la manufacture de cotonnades de Meslay, frère de Josse Beauvoir, le futur député royaliste de la Restauration, avocat, épousa, en 1789, une fille d'Antoine Marin Boutrais également avocat, député du bureau intermédiaire du département de Châteaudun ; membre de la municipalité et administrateur du département, en l'an III, Boisbercy était un « homme à moyens ». Deschamps et Lemoine, deux autres robins, le premier, avocat en parlement, conseiller à l'élection de Vendôme, membre du tribunal du district en 1790, l'un des élus royalistes aux Anciens, en germinal an V, le second, lieutenant particulier et criminel au bailliage, nommé par le représentant Laurenceot, en floréal an III, juge au tribunal du district.

Le fait que Deschamps et Lemoine eussent été incarcérés sous la Terreur ne pouvait qu'accentuer leur ressentiment à l'égard de la Révolution et de ses hommes. On ne s'étonnera pas de trouver Buscheron et Deschamps, deux des électeurs vendomois, parmi cette assemblée électorale qui se tint à Blois dans la dernière décade de vendémiaire an IV. Les choix de cette assemblée furent en effet très significatifs. Ils ont permis à Suratteau de classer le Loir-et-Cher parmi les 21 départements ouvertement réactionnaires de notre pays. Pour les deux tiers, un seul représentant, Leclerc de Villedieu, le seul conventionnel de ce département qui n'eut pas voté la mort du roi, fut réélu, en compagnie de Lanjuinais et de Henry Larivière, deux choix également caractéristiques de l'état d'esprit des électeurs. Pour les représentants du dernier tiers, deux royalistes, l'ex-constituant Crénières de Vendôme, Ferrand Vaillant de Blois recueillirent la majorité des suffrages. On sait qu'une des trois sections de Blois, celle de Ferrand se constitua en permanence et adhéra à la révolte des sections parisiennes contre la Convention. Mais nous retrouvons, une fois encore, Deschamps, le huit brumaire

an IV, cinq jours avant son élection à l'assemblée municipale. En vertu d'un arrêté du district, pourtant épuré par Laurenceot, le 17 germinal an III, la municipalité thermidorienne vendomoise, avec Buscheron comme maire, dut faire procéder, bon gré mal gré, à une série de perquisitions chez 14 personnes suspectes de receler des prêtres réfractaires. Il s'agissait de faire exécuter dans les 24 heures la loi du trois brumaire an IV qui remettait en vigueur les lois de 1792 et 1793 contre les prêtres sujets à la déportation ou à la réclusion. Or Deschamps Couturier, rue du Bourg-Neuf, beau-frère du prêtre déporté J.C. Couturier, figure sur cette liste de 14 suspects avec Trémault de Spoir, Duchemin Lachenaye entre autres. Mais la perquisition, renvoyée au lendemain neuf brumaire pour se conformer à l'interdiction de toute visite domiciliaire pendant la nuit, ne donna, comme bien on pense, aucun résultat. Les suspects avertis, selon toute vraisemblance, par leurs amis de la municipalité, eurent le temps de se ménager une autre cachette au cours de la nuit du huit au neuf.

Quant à J.B.Cl. Morard, procureur ès sièges royaux de Vendôme, il exerçait, comme ses ascendants paternels, le métier de marchand libraire et d'imprimeur. Une de ses sœurs épousa en 1787 V.F. Soudry, originaire de Blois, également libraire et imprimeur qui s'installa à Vendôme. A la Révolution l'assesseur à l'hôtel de ville devint le secrétaire greffier de l'administration municipale. Au temps du procès de Babeuf, Morard assumait la défense de plusieurs accusés, publia un des trois journaux locaux relatifs au procès et de nombreuses pièces et imprimés s'y rapportant, de même que son beau-frère Soudry qui imprima, de son côté, les deux premiers numéros du journal d'Hésine puis le journal de l'ex-abbé Rouzet, le secrétaire greffier de la maison de justice, l'informateur de Bourdon l'agent de Cochon à Vendôme. Dès le procès de Babeuf les relations entre Hésine et Morard laissèrent fort à désirer et sans doute en fut-il de même pendant le premier séjour vendomois d'Hésine qui seul nous intéresse aujourd'hui.

Entre les administrateurs municipaux vendomois, vendémiairistes convaincus, et l'homme de 1793 qu'était Hésine, les oppositions, les heurts ne pouvaient aller qu'en s'accroissant ; le contraire eût été impensable. Mais il suffisait que le Directoire infléchit sa politique et donnât des gages aux modérés et à la droite pour que la situation d'Hésine devint intenable. Et c'est bien ce qui arriva.

L'activité du représentant du nouveau gouvernement allait se manifester non seulement dans le cadre de son

canton (limité au territoire communal de Vendôme du fait que la population de la ville dépassait 5 000 habitants) mais encore dans celui des cantons ruraux circonvoisins livrés à la désolante anarchie postthermidorienne, sous ses formes les plus variées, que le voisinage du foyer insurrectionnel de la Sarthe pouvait à tout instant transformer en révolte ouverte et généralisée. Le Directoire en nommant Hésine à Vendôme avait choisi l'homme qu'il fallait pour faire face à ces redoutables périls. Son activité débordante, nous pouvons la suivre, jour par jour, dans la correspondance quasi journalière qu'il adressait à son ami le commissaire central Venaille. Pour mieux informer ce dernier le commissaire vendomois se tenait en relations étroites avec ses collègues des cantons voisins et plusieurs patriotes de la Sarthe parmi lesquels Froger et Blavette de Saint-Calais, le premier, commissaire près le tribunal correctionnel, le second, près l'administration municipale. Le fait qu'Hésine ne pouvait que se méfier de l'administration vendomoise et de ses employés, le contraignit bientôt, à faire appel, pour cette correspondance, au concours de quelques patriotes locaux dont l'avocat Ballyer père, Dubreuil, avant sa nomination de commissaire, à Villedieu, l'instituteur Barbereau, ce qui ne pouvait manquer de creuser plus encore le fossé qui séparait le commissaire et les cinq administrateurs municipaux.

Dans une de ses premières lettres à Venaille, en date du 30 frimaire, Hésine décrivait la pitoyable situation du marché du samedi à Vendôme. « A peine se trouvait-il sur la place 10 à 12 setiers de grains que se disputaient des malheureux couverts des lambeaux de l'indigence ». Le retour à la liberté commerciale, sous la Convention thermidorienne, avec l'abolition du maximum, en période de pénurie, le 4 décembre 1794, avait amené une augmentation catastrophique du prix des denrées, accompagnée d'une chute non moins vertigineuse de l'assignat ; l'abandon du régime de contrainte, de son côté, n'avait pu qu'inciter les paysans à ne plus conduire leurs grains au marché comme ils y étaient tenus auparavant. Et ce n'était pas la tardive loi du 7 vendémiaire sur la police du commerce des grains et l'approvisionnement des marchés, inappliquée d'ailleurs, à Vendôme comme ailleurs, qui avait apporté un remède à cette situation. Le 16 frimaire un rassemblement de 800 individus s'était formé à Meslay à une demi-lieue de la ville et menaçait de se livrer au pillage si propriétaires et cultivateurs n'approvisionnaient pas plus abondamment le marché ; le 24, la troupe des mendiants se remettait en marche, forçant la maison du citoyen Savonneau cultivateur à Pezou et enlevant tous ses « comestibles ». Des

vols, des assassinats imputables à certains individus de Vendôme avaient eu lieu. Josse Boutrais qui remplissait momentanément les fonctions de commissaire en attendant l'arrivée d'Hésine, écrivait que « l'administration municipale se trouvait dans l'impossibilité physique de s'opposer à ces troubles... Notre commune est entièrement dénuée de troupes. Les neuf hommes du 75^e régiment d'infanterie que nous possédons ont reçu l'ordre de rejoindre leur bataillon et sont partis. On ne peut faire aucun fond sur la garde nationale qui avait refusé de s'organiser d'après les lois du 28 prairial et du 15 messidor an III ; depuis longtemps elle ne faisait plus aucun service » ; et il ajoutait que « les marchands qui se refusaient de vendre en assignats feraient naître une crise terrible dont ils seraient les premières victimes ».

Dès le premier nivôse, dans un réquisitoire d'inspiration rousseauiste marquée, Hésine manifesta sa ferme résolution de « contribuer de tout son pouvoir au maintien de l'ordre public et de l'harmonie sociale ». Il s'agissait d'abord de mettre un terme à ces assassinats et à ces vols commis, depuis deux mois, dans le voisinage immédiat de Vendôme. Il crut devoir rappeler que, selon l'article premier de la loi sur la police intérieure des communes de la République, tous les citoyens habitant la même commune étaient garantis civilement des attentats commis sur le territoire de la commune, soit envers les personnes, soit envers les propriétés, ce qui découlait de la déclaration même des droits de l'homme pour laquelle la sûreté résulte du concours de tous en vue d'assurer les droits de chacun. Et il requit, selon le vœu, réitéré la veille par l'administration départementale, la confection aussi rapide que possible du tableau des habitants de la ville, au-dessus de l'âge de 12 ans, avec leur nom, âge, profession, lieu de leur naissance, époque de leur entrée dans la commune. A l'avenir nul individu ne pourrait quitter le territoire de son canton, ni voyager sans être muni d'un passeport signé par les officiers municipaux de sa commune et mentionnant obligatoirement le numéro d'inscription de son porteur au tableau de sa commune ; tout individu trouvé hors de son canton serait mis en arrestation et détenu jusqu'à ce qu'il eût justifié de son inscription sur le tableau de la commune de son domicile et, à défaut, réputé vagabond et sans aveu et traduit comme tel devant les tribunaux. Ces dispositions supposaient évidemment l'existence d'une garde citoyenne car on ne pouvait compter, pour maintenir l'ordre troublé depuis plusieurs mois, sur les six gendarmes seulement que possédait Vendôme, lesquels d'ailleurs, craignant un nouveau triomphe du royalisme, accomplissaient leur

service, à l'égard des réquisitionnaires et des individus voyageant sans passeport, avec beaucoup de mollesse.

Le fait que le marché de Vendôme n'était plus que très médiocrement et très irrégulièrement approvisionné et ce, depuis de longs mois, expliquait assez les souffrances de cette population vendomoise, composée surtout d'artisans et d'ouvriers. L'administration départementale avait fixé à 571 quintaux par semaine et par voie de réquisitions sur les communes des cantons voisins, l'approvisionnement en grains du marché, mais ce chiffre, du fait surtout de la cupidité des cultivateurs, qui préféraient vendre leur blé, en dehors des marchés, était certes bien loin d'être atteint. Il fallait aussi compter sur la faiblesse ou la mauvaise volonté des administrations cantonales comme des agents des communes. Bon nombre de cultivateurs requis pour conduire leurs grains à la halle de Vendôme s'arrêtaient dans les faubourgs et vendaient au plus offrant, au mépris de toute taxe et hors de tout contrôle. L'assignat au moment où Hésine entra en fonctions avait presque été entièrement chassé du marché au beurre et aux légumes ; on parlait même de le bannir du marché aux grains. La disette ne guettait pas le peuple, elle l'étreignait d'une manière tragique, ce qui se traduisait par ces nuées de mendiants se répandant par troupes dans les communes circonvoisines. Seule « l'aristocratie des riches », détentrice de biens fonciers dans les cantons jouxtant Vendôme pouvait se procurer aisément les produits nécessaires à l'existence. Que la loi du 7 vendémiaire, sur la police et l'approvisionnement des marchés, que les arrêtés subséquents du département, de brumaire et de frimaire, relatifs à cet objet, ne fussent pas appliqués par l'administration vendomoise ne saurait être mis en doute. Il appartient à Hésine de requérir l'application stricte de ces textes puis de tenir la main ou plus exactement de tenter de tenir la main à leur exécution. Le 9 nivôse, ainsi que les registres municipaux en font foi, l'administration arrêta, sur le réquisitoire de son commissaire, que le lieutenant de gendarmerie donnerait l'ordre à six gendarmes de cette brigade de monter à cheval, au prochain marché, sur les 8 heures du matin, à l'effet de protéger l'arrivage des grains et de veiller à ce qu'ils fussent conduits sous la halle. Le commandant de la garde nationale, cette garde épurée par Laurenceot et qu'Hésine se promettait de réorganiser incessamment, devrait fournir 30 citoyens, reconnus pour leur fermeté et leur exactitude pour maintenir le bon ordre dans le marché et veiller, par de fréquentes patrouilles, à ce que les grains qui devaient être livrés au marché, ne reçussent pas une

autre destination. Le lendemain, 10 nivôse, l'administration, après avoir entendu son commissaire, comme c'était la règle, arrêta les « dispositions qui permettraient de constater d'une manière simple, claire et expéditive le nombre des délinquants à chaque jour de marché. Les commissaires, membres du bureau des subsistances, chargés d'accorder des décharges aux cultivateurs qui garnissaient les marchés, dresseraient, à l'issue de chacun et pour chaque canton, un tableau contenant le nom des communes, l'état des cultivateurs « cotisés », les quantités requises, livrées, le déficit, l'acquit de chaque cultivateur pour le marché indiqué ; copie de ce tableau serait envoyée aux administrations municipales des cantons requis et en retard ». Mais il aurait fallu obtenir des agents communaux les listes des cultivateurs cotisés de leurs communes avec les contingents imposés à chacun d'eux et surtout contraindre ces derniers à livrer leurs grains chaque semaine au marché de Vendôme. Le déficit du marché du 12 nivôse joint au fait que 19 communes des cantons de Morée, St-Amand et Villiers fussent toutes en retard dans la livraison de leur contingent, allait amener l'administration vendomoise à envisager des mesures plus rigoureuses dès le prochain marché du 19. Cinquante hommes, non plus 30, comme au précédent marché, choisis parmi les patriotes les plus zélés de la garde nationale (qui n'était toujours pas réorganisée), se rassembleraient en armes fournies par l'administration, au corps de garde de la commune, patrouilleraient dans les entrées et faubourgs de la ville, pour y interdire toutes transactions tandis que les brigades de gendarmerie de Montoire et de Vendôme feraient respecter la liberté dans les achats et les ventes de grains à l'intérieur de la halle. Sur l'initiative d'Hésine, entérinée par les administrateurs et pour éviter toute fraude de nouveaux bons imprimés sur papier bleu et portant le cachet de l'administration permettraient à leurs détenteurs d'obtenir un demi-boisseau de grains payé à raison de 50 écus le boisseau. Un membre de l'administration dont nous ne pouvons indiquer le nom, fit adopter, à la même séance du 18 nivôse qu'« un commissaire salarié à raison de 60 livres par jour, indépendamment de la dépense occasionnée par son cheval et sa nourriture, se rendrait dans chaque canton avec la force armée, laquelle ne quitterait point la commune que l'arriéré ne fût totalement livré ». Il serait en outre alloué à chaque individu indigent composant ladite force armée un boisseau de grains par forme d'indemnité. Frais de déplacement de la force armée à la charge des « récalcitrants », poursuites à leur rencontre devant le tribunal correctionnel ne purent que très imparfaitement vaincre l'hostilité des ruraux. La traditionnelle opposition

ville campagne atteignait une intensité dont nous ne pouvons aujourd'hui que nous faire une faible idée attisée qu'elle était par tous les adversaires du régime. Des communes en retard allèrent même jusqu'à refuser de loger la force armée. Le marché de Vendôme devait rester ainsi très insuffisamment et très irrégulièrement approvisionné. Le 22 pluviôse, les cantons de St-Amand, Morée, Villiers, Selommes, pourtant en pleine Beauce, pour ne citer que ceux-ci, étaient respectivement en retard de 757, 453, 242 et 574 boisseaux. Cette pénurie imposait de toute nécessité une taxation du prix des grains. « Considérant qu'il était de son devoir de mettre un frein à la cupidité des boulangers », l'administration arrêta qu'à partir du 12 pluviôse le prix du pain du poids de 14 livres serait fixé dans la commune de Vendôme à une livre dix sols en numéraire et trois cent dix livres en assignats. Dans la dernière décade de pluviôse, Hésine requit qu'« un bureau de bienfaisance créé depuis longtemps fut mis en activité ; qu'il fut fait un état des indigents de la commune et des secours qui leur étaient nécessaires pour subsister ». J'ai, écrivait-il à Venaille, en germinal suivant, « obtenu, avec la plus grande difficulté, la distribution de 15 setiers de grains et d'un poinçon de sel qui étaient en magasin pour les indigents, encore en restait-il à distribuer malgré les nombreuses réclamations des malheureux courbés sous le poids de la vieillesse ou chargés d'enfants ». Le 10 germinal, le jour de la fête de la jeunesse, il avait proposé aux administrateurs, mais en vain, « d'inviter les citoyens les plus aisés de Vendôme d'offrir sur l'autel de la patrie des secours pour les indigents dont les cris s'adressent jusqu'à moi ». Enfin, ce sont encore les propres termes d'Hésine, le 27 du même mois « pour ne laisser aucun prétexte à l'insouciance en cette partie, je viens de faire, dans un travail de 12 pages, l'analyse des lois des 28 juin 1793 et 22 floréal II relatives à l'organisation des secours publics en faveur des indigents de toutes classes tant des villes que des campagnes et j'en ai requis formellement l'exécution ».

A l'arrivée d'Hésine à Vendôme, il n'existait en fait aucune police au sein de la commune. De l'aveu même, nous l'avons vu, de Josse Boutrais, on ne pouvait faire aucun fond sur la garde nationale qui refusait tout service. Hésine, de son côté, décrivait la situation de la manière suivante : il ne restait qu'une espèce de garde nationale épurée par Laurenceot qui ne faisait aucun service et où les patriotes qui en avaient été exclus se refusaient d'entrer. « En vain, écrivait Hésine, produisait-on des procès-verbaux qui m'indiquaient que l'administration s'était occupée, sans succès, à

plusieurs reprises, de l'organisation de la garde nationale conformément aux lois. Je n'ai pas désespéré de la chose publique. J'ai rallié tous les vieux amis de la liberté, ranimé leur courage ». Les registres municipaux, à la date du 13 nivôse, nous ont conservé le texte d'une proclamation d'Hésine, publiée au son du tambour et aux lieux ordinaires, ainsi que l'arrêté pris par l'administration sur le réquisitoire de son commissaire. Nous ne pouvons détacher que quelques passages de la proclamation d'Hésine, révélateurs surtout du langage que leur auteur se devait de tenir pour arriver à ses fins et par conséquent susceptible d'être entendu des Vendomois : « Si les habitants des cantons voisins eussent senti de quelle importance était pour eux l'organisation d'une garde nationale ils n'auraient pas à gémir sur les forfaits qui se sont commis sous leurs yeux, ils n'auraient pas à redouter de pareilles atrocités... Si les ennemis de la Révolution eussent été continuellement surveillés nous n'aurions pas à combattre les bandes de scélérats connus sous le nom de chouans ; les émigrés, les auteurs de tous nos maux, n'auraient pas souillé la terre de la liberté et le plus grand des fléaux, le prêtre réfractaire n'aurait jamais osé paraître ; il n'aurait pas trouvé des protecteurs qui, comme lui, ont allumé les haines et soufflé le fléau de la guerre civile. Nos concitoyens sont républicains ; nous éprouvons du plaisir à répéter que la grande majorité a accepté les décrets salutaires des 5 et 13 fructidor. Aussi nous ne pouvons attribuer qu'à l'insouciance le peu d'empressement qu'ils ont témoigné dans leurs sections le jour indiqué pour la formation de la garde nationale. La majorité des Français a accepté la constitution... Malheur au royaliste et à l'anarchiste qui tenteraient de la renverser... Ne voyez-vous pas, citoyens, vos marchés dégarnis de grains. Comment voulez-vous que vos magistrats vous approvisionnent si, à l'aide de la force armée, ils ne peuvent stimuler le cupide laboureur. Dépouillez donc cette indifférence... prouvez à vos magistrats et à vos concitoyens que vous êtes les amis de l'ordre et de la tranquillité sans lesquels on ne peut trouver l'abondance et le bonheur ». L'administration, de son côté, par son arrêté de ce même jour, 13 nivôse, invita tous les citoyens de la commune de Vendôme à se réunir dans leurs sections respectives, le 20 courant, selon les dispositions des lois des 28 prairial et 15 messidor à l'effet de choisir, jusqu'à concurrence de 100 grenadiers et autant de chasseurs lesquels procéderaient à l'élection de leurs officiers ; ces mêmes citoyens choisiraient également jusqu'à concurrence de 50 canonniers qui éliraient séparément leurs officiers. Le 18 nivôse, Hésine signalant au commissaire central de Loir-et-Cher, les graves dangers

qu'un canton de la Sarthe, celui de Bessé — infesté de réquisitionnaires et travaillé par les prêtres réfractaires — faisait courir au canton voisin de Montoire, ajoutait : « l'esprit public continue à prendre du ton et de l'énergie à Vendôme et j'ai la plus grande espérance que la garde nationale sera composée de vrais républicains et qu'il n'y entrera aucune espèce de chouans. Les cris, à bas les chouans, à bas les royalistes, se font entendre dans les maisons des patriotes. Le peuple paraît satisfait des mesures prises pour assurer sa subsistance. La république triomphera dans le pays où j'ai été envoyé ou je périrai ». Ce fut, en réalité, le 23 nivôse que les administrateurs Boutrais-Gruau et Josse Boutrais présidèrent les sections de la Madeleine et de St-Martin en vue de la réorganisation de la garde nationale. L'appel d'Hésine avait été entendu. Un grand nombre de citoyens « l'élite des patriotes », écrit ce dernier, se fit inscrire sur les contrôles des trois compagnies de grenadiers, de chasseurs et de canonniers. A peine les trois compagnies étaient-elles organisées que l'occasion « d'éprouver leur zèle et leur courage » se présenta. A l'annonce qu'un rassemblement s'était formé chez un fermier de Naveil, le 28 nivôse, dix hommes de chacune des trois compagnies avec quatre gendarmes sous le commandement du lieutenant de gendarmerie se rendaient immédiatement sur les lieux. Mais la force armée ne put appréhender que deux individus suspectés d'être les complices des brigands arrêtés aux environs de Blois. Dans une lettre du 30 nivôse, Hésine relatant ces événements au commissaire central ajoutait : « Comme l'opération était dirigée dans le secret et qu'on ignorait la destination de la force armée qui se rassemblait rien n'était plus plaisant que de voir les craintes et les démarches des contre-révolutionnaires. Je te jure que s'il y a des prêtres réfractaires cachés dans la commune de Vendôme, ces scélérats et leurs amis n'ont pas dormi en paix dans la nuit du 28 au 29. Ça n'est qu'une première alerte ». Bien que les compagnies du centre ne fussent pas organisées, les officiers et l'état-major point nommés, les trois compagnies de grenadiers, de chasseurs et de canonniers figurèrent ostensiblement à la cérémonie du premier pluviôse consacrée « à la juste punition du dernier roi des Français ». Les 4 et 8 pluviôse, sept nouvelles compagnies (de la Halle au blé, du Temple, du Mail, des Arts, de Courtiras, de la Fontaine et du Bourg-Neuf) se virent constituées à leur tour ainsi que l'état-major de l'ensemble des dix compagnies. Mais il avait été décidé, dès le deux pluviôse que « provisoirement et à compter du cinq, le service de la garde nationale serait fait de nuit de jour

par les trois compagnies de grenadiers, chasseurs et canonniers à raison d'un officier, un sergent, deux caporaux et 12 fusiliers, soit au total 16 hommes. L'officier de poste recevrait 12 fusils et aurait l'obligation de les remettre à celui qui le relèverait ». Le même arrêté marquait que « la consigne serait d'avertir en cas d'incendie, d'arrêter les étrangers pour visiter leurs passeports, de saisir les vagabonds, d'arrêter les mendiants qui sortiraient par troupe ou sans passeport ». Mais c'était là une consigne circonscrite au cadre local. Nous verrons bientôt à quelles difficultés l'actif commissaire allait se heurter lorsqu'il tenterait d'armer la garde nationale pour lui permettre d'intervenir efficacement dans les cantons voisins livrés aux incursions des réquisitionnaires et exposés aux menaces des chouans de la Sarthe. Au début de germinal suivant, l'administration vendomoise, disposait seulement de 13 fusils de calibre et de 50 mauvais fusils de chasse qu'elle avait fait réparer et qui avaient servi jusqu'à cette époque à l'armement de la garde !

Cette réorganisation de la garde citoyenne n'en constituait pas moins un succès pour Hésine. Mais il le devait surtout à ce qu'il appelait « la classe intermédiaire ou mitoyenne » qui comptait les « patriotes énergiques et purs » dont le tanneur Berger, le futur correspondant de Germain, peut être considéré comme le prototype. Il le devait aussi aux acquéreurs de biens nationaux que le voisinage des chouans pouvait très légitimement inquiéter, comme Chevé, le maire de Vendôme en 1792 qui resta en bons termes avec Hésine jusqu'en l'an VI, enfin d'une manière plus générale à tous ceux qui avaient sincèrement pris parti pour la Révolution. Aussi intervint-il fréquemment et d'une manière pressante, en faveur de cette classe intermédiaire, auprès du commissaire central afin qu'elle pût obtenir de l'administration départementale les plus larges dégrèvements en ce qui concernait l'application de la loi du 15 frimaire an IV relative à l'emprunt forcé de 600 millions, valeur métallique, sur les riches. Nous citerons quelques extraits de cette correspondance d'Hésine à Venaille. Le 11 pluviôse transmettant à ce dernier une pétition du citoyen Berger tanneur, ex-membre du comité de surveillance dont la fortune primitivement portée à 20.000 livres venait d'être réduite par la municipalité à 12.000, Hésine ajoutait : « Ce jeune homme nourrit une famille considérable, est excellent patriote et a peu gagné ayant vendu dans le tems sa marchandise au maximum. Tous les patriotes comptent sur ton intégrité. Le citoyen Chevé te recommande ses intérêts. J'ai vu une note du citoyen Lesage, chef du bureau Des contributions De

laquelle il résulte que l'échelle commencera par les fortunes de 10 à 12.000 livres lesquelles pourront payer de 50 à 100 livres ; celles de 16 à 18 et 20 m paieront 200, 300, 400 livres ; de 23 à 35.000 livres les fortunes seront écrasées ; les hautes fortunes seront moins chargées proportionnellement. Cette disposition est un malheur. Je t'invite à prendre toutes les mesures que l'esprit de justice et la cause du peuple, toujours sacrée, commandent pour Dégréver la classe intermédiaire. Viens surtout au secours de la classe laborieuse et indigente. Sous ce rapport je te recommande le peintre Meunier qui n'a presque rien et en général tous les vigneron, jardiniers et autres dont la fortune ne s'élève pas au-dessus de 7 à 8.000 livres. Il est intéressant de faire Des amis à la Révolution ». En germinal, Hésine revint sur « cette répartition choquante de l'emprunt forcé : des hommes d'une fortune mitoyenne ou peu aisés ont été compris dans les mêmes classes que les plus riches... ». Le 18 floréal peu avant l'expiration des délais accordés pour le paiement de l'emprunt : « Pour fixer le patriotisme souvent chancelant Des citoyens plus attachés à leur intérêt qu'à la chose je t'invite à hâter les opérations relatives à la confection des rôles de dégrèvements. Il existe trois classes d'hommes dans l'état : les patriotes, les royalistes et les indécis. C'est par ces derniers qu'on Détermine le mouvement de l'opinion. Le grand art est de les attirer et De les décider. Les patriotes prononcés, agissent pour l'intérêt seul de la liberté. Les indécis pour leur intérêt particulier. Faisons les Dépendre de l'intérêt général, gagnons-les par des bienfaits et les royalistes seront réduits à l'impuissance... ». Mais les royalistes qui s'attendaient à être surtaxés faisaient courir le bruit que chacun le serait encore de nouveau en raison de l'augmentation qui venait d'être assignée par le ministre des finances dans l'emprunt forcé pour le Loir-et-Cher. Et Hésine d'écrire : « On n'a pas d'idée des bruits que ces individus ennemis déclarés du gouvernement font circuler chaque jour. Je suis presque seul luttant contre leurs efforts. Je ne néglige aucun des moyens de soutenir et de raviver l'esprit public, de démontrer aux patriotes la fausseté des bruits qui circulent à chaque instant et la perfidie de ceux qui les répandent ».

Une première application de la loi du trois brumaire relative aux prêtres sujets à la déportation ou à la réclusion qui pouvaient se trouver sur le territoire de la commune de Vendôme n'avait, on l'a vu, donné aucun résultat, le 9 de ce même mois. Lorsque la garde nationale pût être réorganisée, de nouvelles visites domiciliaires, sur réquisition d'Hésine, eurent lieu, le 19 pluviôse suivant, à l'effet de s'as-

surer des prêtres réfractaires ainsi d'ailleurs que des jeunes gens, réquisitionnaires et déserteurs, compris dans la loi du 4 frimaire. Ces perquisitions, entreprises sous la conduite des officiers municipaux s'avérèrent à l'instar des précédentes, parfaitement infructueuses. Et pourtant « l'opinion des patriotes était que ces prêtres réfractaires qui avaient fourmillé à Vendôme, avant le 13 vendémiaire, n'avaient pas quitté le territoire de la commune et qu'ils y demeuraient cachés par une poignée de royalistes et de chouans... ». Hésine n'ignorait pas que, « dans ces temps malheureux, F. Thoinier ex-curé de St-Martin et plusieurs autres réfractaires étaient reparus à Vendôme, qu'ils y avaient acquis un grand ascendant et paraissaient être sous la tutelle des autorités constituées, que par ailleurs, beaucoup de prêtres ci-devant constitutionnels abjurèrent alors leur serment. Ne disait-on pas publiquement dans Vendôme : nous allons à la messe chez M. ou chez Me parce qu'il y a une rétractation. On s'entretient encore actuellement des cérémonies qui accompagnaient ces actes prétendus religieux et des épreuves et des pénitences imposées aux prêtres qui voulaient se rétracter. Les principaux témoins de ces faits sont parmi les royalistes et les affidés des prêtres réfractaires qui ont grand soin de les taire mais néanmoins il existe à ce sujet dans le peuple un bruit trop général pour n'être pas fondé, indice dont des administrateurs zélés pour la chose publique pourraient se servir avec avantage... ». Le 22 nivôse Hésine communiqua au commissaire central une liste de 16 prêtres réfractaires « qui ont reparu à Vendôme depuis la réaction et qu'on présume y être cachés ou dans les environs » avec l'indication du lieu de leur dernier domicile ainsi que de ceux où ils sont supposés être cachés et où ils diraient la messe. Nous nous bornerons à indiquer le nom de ces 16 ecclésiastiques accompagné de celui du propriétaire de la maison où selon Hésine ils étaient présumés dire la messe. Les deux frères Thoisnier (Haugou, Trémault, la Chenaye, Hôtel-Dieu), Denis Habert (Hôtel-Dieu), Compont (Chedieu juge, Deschamps municipal), Adam (Hôtel-Dieu), Coutard (Chedieu, Deschamps, Henriou, Josse), Babault (Tuffé Pont St Bié, de la Chenaye), Bouton (Henriou), Boutault Russy (octogénaire, pas d'indication), Lecomte (Deschamps), Gallois (Hôtel-Dieu, sa sœur à Ste-Anne), Fourmi (pas d'indication), Besnard (pas d'indication), Simon (la Chappe), Jacquet dit la Haye (Ternay), Bonneau (Moquot de la Rouillère à Azé). A ce tableau Hésine avait ajouté : « que plusieurs prêtres ont rétracté leur serment entre les mains de Thoisnier dans les chambres où il disait la messe mais que cet acte connu de tous les citoyens

n'est pas authentique ». Un seul de ces réfractaires, Lecomte ex-chanoine du Mans, put être appréhendé, très vraisemblablement par hasard, par une patrouille de la garde nationale, le 17 ventôse au soir sortant de la maison du citoyen Cadot directeur du jury. Conduit devant l'administration municipale — Hésine était alors absent — Lecomte fut relaxé à 8 heures et demie parce qu'il figurait sur le registre d'inscription des citoyens au-dessus de 12 ans. Mais l'administration se ravisant, — Lecomte avait été porté par elle, le 18 nivôse précédent, sur le tableau des réfractaires communiqué au département —, requit, une demi-heure plus tard, la gendarmerie et un détachement de garde nationale de se rendre sur le champ au domicile de la citoyenne Barbe à l'effet de s'assurer dudit Lecomte et de le faire garder à vue. Hésine ne manqua pas, à son retour, d'informer Venaille de ces faits ainsi que des menaces de la patrouille de la garde qui avait arrêté Lecomte, de rendre ses armes, en raison de la mise en liberté de ce réfractaire. Dans une lettre au même Venaille, en date du 21 ventôse, il écrivait : « il paraîtrait naturel de demander pourquoi l'administration municipale de Vendôme ne réussit pas également à découvrir l'asile des autres réfractaires bien plus dangereux que ce vieillard qui vient d'être arrêté ». En ce qui le concernait, lui Hésine, il assurait Venaille que, « si par des renseignements certains il parvenait à savoir quelle est la maison qui sert d'asile à un de ces scélérats, ils n'hésiterait pas à la faire envelopper par 3 ou 4 compagnies de la garde nationale pour de suite être procédé à une visite générale dans tous les endroits ». Mais si Hésine ne réussit pas à saisir l'un quelconque de ces réfractaires, les sous-préfets vendomois, Chaban et Lefèvre, sous le Consulat et l'Empire, connurent, malgré tous leurs efforts, le même insuccès à l'égard de ces ecclésiastiques hostiles cette fois au Concordat et considérés par l'autorité civile et religieuse comme des fanatiques dissidents et dangereux. Hésine qui n'était pas sans posséder le sens de l'humour nota en germinal « que toutes les fois qu'il se fait des visites pour découvrir des prêtres réfractaires et autres gens de cette espèce, on dit en riant, on assure même que Thoissier, que Habert ont fui, par telle porte, par telle rue, déguisés en femmes, on en fait des sujets de plaisanterie, on s'en amuse ; chacun fait son histoire, on crie contre les royalistes, contre les chouans et la chose va son train ». Quant aux constitutionnels généralement accusés de rétraction, Cahier ex-cordelier, Loisel ex-curé de Ternay, Perrot ex-chapelain, La Lande ex-cordelier, Oury ex-curé de Ste-Anne, Hésine eut beau requérir l'administration municipale,

le 16 pluviôse, de les mander à son bureau pour avoir leur déclaration à ce sujet, celle-ci arrêta qu'il n'y avait pas lieu à délibérer attendu qu'il ne lui était pas possible de constater ces rétractations d'une manière authentique. L'administration ajoutait néanmoins prudemment que s'il lui était prouvé qu'ils eussent fait leur rétractation, elle se réservait à déployer contre eux toute la rigueur des lois de 1792 et 1793. Le 25 du même mois de pluviôse Hésine déposa sur le bureau de la municipalité un certificat de l'agent national provisoire de la commune de Ternay aux termes duquel « le ci-devant curé constitutionnel Loisel lui avait notifié à lui, alors officier municipal, pour en faire part à qui il voudrait, de la rétractation de son serment à la constitution civile du clergé ». L'administration vendomoise se borna à renvoyer l'affaire devant le juge de paix de Villé dieu lequel entendit plusieurs personnes à ce sujet puis transmit les pièces concernant cette affaire au président du jury d'accusation de Vendôme. Pour Hésine cette affaire devait prendre une toute autre marche et il pria Venaille d'examiner ces faits avec attention et d'en faire un rapport au ministre de la police générale. En ce qui concernait les sœurs de l'hospice de Vendôme, Hésine s'il reconnaissait leur dévouement pour les malades, la bonne tenue de l'établissement, le fait que « dans le principe, elles avaient été dans le sens de la Révolution, avec leur chapelain, un prêtre estimé, nommé Morin, bon patriote », ne pouvait passer sous silence de graves critiques à leur endroit. « Aujourd'hui (2 nivôse an IV) elles sont d'un fanatisme outré et d'une aristocratie dégoûtante. L'hospice en prairial dernier jusqu'en vendémiaire a été le réceptacle des prêtres insermentés qui se sont montrés à Vendôme, des Thoisièr, des Gallois, des Habert, etc. On assure que cet Habert qu'elles avaient pris pour aumônier y est encore caché. Les enfants sont élevés dans les principes du fanatisme. Cet établissement a besoin d'être entièrement régénéré. Les domestiques sont tous patriotes et seraient les premiers à débarrasser l'établissement du prêtre Habert si on y faisait une visite générale. On observe que les sœurs de l'hôpital portent encore leur ancien habit et sont vêtues uniformément, distinguant entre elles, supérieure et sœurs, comme si elles existaient en congrégation ». Hésine reprit ces arguments par la suite précisant que les hospitalières s'opposaient à ce que les enfants de la maison fussent conduits à la messe sous le prétexte qu'il n'y avait plus de prêtres, de bons prêtres ; il indiquait également que les malades ne pouvaient appeler auprès d'eux le ministre de leur choix, qu'un certain Burin était mort à l'hôpital sans ministre pour cette raison exprimée

par la sœur Marguerite Besnard « que les ministres actuels ne pensaient pas bien ». Et Hésine de conclure à l'égard des sœurs de l'hospice suspectées par ailleurs de recéler le réfractaire Habert : « Loin de moi toute idée de persécution ; nul n'est plus ami que moi du dogme de la tolérance en fait d'opinion religieuse. Mais un culte que les lois proscrivent, un culte qui tend à anéantir la république, dont les ministres sont les artisans de nos désordres ne doit avoir aucun partisan dans un établissement national ».

Les documents ne nous laissent aucun doute. Les municipaux, ces élus de brumaire an IV que nous connaissons bien, tentèrent, le plus souvent, d'éluder l'exécution des lois en vigueur dont, bon gré mal gré, ils avaient arrêté l'application, sur réquisition du commissaire du gouvernement. Pour Josse-Boutrais, en germinal, arrêter des individus sans passeport, c'était exercer des vexations, empêcher les étrangers d'aborder la ville. Nulle part on arrêtait les voyageurs pour examiner leurs passeports. L'exécution stricte de la loi du 10 vendémiaire sur la police intérieure apparaissait ainsi comme une tyrannie ou le résultat d'un patriotisme exagéré. Indépendamment du Loir-et-Cher, seul celui d'Indre-et-Loire délivrait les passeports revêtus des formes légales tandis qu'au Mans et à Orléans le numéro d'inscription du titulaire sur le tableau d'inscription des citoyens au-dessus de 12 ans n'y était pas « référé ». Mais le plus intolérable aux yeux de l'administration, c'était qu'on voulut plier les notables à ces exigences. C'est ce que l'on vit, en pluviôse, lorsqu'Hésine fit un réquisitoire pour mander à l'administration un certain Raguideau qui, depuis un mois, séjournait à Vendôme sans avoir présenté aucun papier. Or ce Raguideau ex-avocat vendomois, domicilié depuis la Révolution à Paris, et qui avait présidé la section de la Butte des Moulins au 13 vendémiaire n'était autre que le beau-frère du député Crénières, celui également de P.A. Méreaux, l'ex-membre du district de Vendôme. Raguideau se présenta bien à l'administration municipale mais en l'absence d'Hésine alors à Montoire avec un détachement de la garde nationale. Bien que son passeport ne fut pas conforme au modèle prescrit par la loi du 10 vendémiaire et que la date et le lieu de certains visas prêtassent à de graves suspicions, l'administration le lui rendit. Raguideau était connu, avait sa famille et ses propriétés à Vendôme et ne pouvait être réputé vagabond et homme sans aveu aux yeux des administrateurs, ses amis.

En ce qui concernait l'approvisionnement du marché, la situation était telle que les municipaux ne purent que suivre les réquisitoires du commissaire. Apporter une

entrave aux mesures de coercition qui s'imposaient à l'égard des cultivateurs « cotisés » et récalcitrants des cantons voisins, se dérober à la taxation des denrées, du pain en particulier, eussent exposé les municipaux aux violences des affamés. En brumaire des troubles avaient éclaté sur un marché quasi privé de grains et on dut faire appel à un détachement de dragons stationné à Blois, pour rétablir l'ordre. Mais le 10 germinal ainsi que le relatent les registres municipaux, le jour de la fête de la jeunesse Hésine proposa à l'administration de « faire une invitation aux citoyens de Vendôme les plus aisés d'offrir sur l'autel de la patrie des secours pour les indigents ; il ne fut pas suivi ».

La réorganisation de la garde nationale composée en majeure partie de patriotes ne fut certes pas du goût de la municipalité qui aurait préféré faire appel soit à la gendarmerie soit à la troupe pour réprimer les troubles survenus sur le marché ou dans le voisinage de la ville. Mais la municipalité, on l'a vu, ne put que suivre une fois encore son commissaire dont les habiles réquisitoires ne transgressaient en rien les lois en vigueur bien qu'il fût à cette époque déjà un sectateur des doctrines de l'abbé Mably. Il avait été convenu, par délibération, de faire garder toutes les issues de la commune ; une seule (la porte St-Georges) était occupée par un poste de la garde nationale ; de telle sorte qu'on pouvait entrer et sortir librement par les autres. Bien que le commandant de la garde nationale fût disposé à établir deux autres postes l'administration objectait les frais que cela entraînerait pour les administrés. « Si je propose des mesures, écrivait Hésine, j'entends dire qu'ailleurs on n'en prend point, que Vendôme est encore la seule ville où la garde nationale fasse le service, qu'il ne se fait point à Châteaurenault département d'I.-et-L., à Cloyes, à Châteaudun département d'E.-et-L. ». Jusqu'en germinal tant que l'armement de la garde resta dérisoire et que les armes ne furent pas remises individuellement aux patriotes le conflit qui opposait Hésine à la municipalité au sujet de la dite garde ne s'exaspéra point. Il en alla tout autrement à la fin de ce même mois.

Quant à la rédaction du « cahier des fortunes pour l'assiette de l'emprunt forcé » nous avons marqué l'opposition qui se manifesta entre classe aisée et classe mitoyenne. Dans un rapport d'Hésine en date du 27 germinal au commissaire central nous extrayons ces lignes : « Les administrateurs de Vendôme sont des citoyens qui ont de grosses fortunes et qui tiennent à des familles ou à des amis riches ; poussés par l'esprit de cupidité et dans le dessein de favoriser ce

qu'on appelle ici leur clique ils ont appelé auprès d'eux des commissaires de leur parti ou peu éclairés et faciles à subjuguer... Vous avez provoqué la nomination de commissaires patriotes et éclairés qui ont rectifié les premières évaluations ; ceux de Vendôme ont imposé le fardeau sur les riches et ont dégrévé les citoyens évidemment surtaxés. Le président Buscheron crie contre cette opération, a vomi en ma présence et en celle de plusieurs citoyens des injures contre les commissaires. Sa mauvaise humeur vient de ce qu'il est taxé à 3000 livres ».

Il serait superflu de revenir sur le fait que l'application de la loi du trois brumaire à l'endroit des prêtres réfractaires cachés à Vendôme même ou dans son voisinage immédiat resta lettre morte. Nous avons indiqué les liens de parenté qui existaient entre deux municipaux, Buscheron et Deschamps et certains réfractaires. Le préfet de Corbigny écrivit en l'an XII que « M. de Boisrichard (Buscheron) jouit d'une considération méritée, est sincèrement attaché au gouvernement, d'une trop saine philosophie pour soutenir des fanatiques (les ex-réfractaires devenus les tenants de la petite église). Mais les dissidents sont effectivement protégés par sa femme et par complaisance pour elle, il ne met pas à leur poursuite tout le zèle qu'il montrerait s'il était dégagé de cette influence ». M. de Corbigny observait que « toutes les familles riches de Vendôme et de Blois soutiennent les prêtres rebelles au Concordat » et il proposait « d'envoyer 100 hommes, de les distribuer dans ces deux villes, de les placer chez les principaux agents de ces perturbations et d'annoncer qu'ils y demeureraient jusqu'à ce que ceux signalés soient livrés ».

Tels furent, sur le plan vendomois, les principaux points qui opposèrent Hésine et les patriotes d'une part à la municipalité élue, en brumaire an IV, et à ses tenants acquis à la contre-révolution d'autre part.

Une partie importante de la correspondance d'Hésine au commissaire central est relative à la situation des cantons entourant Vendôme, plus particulièrement ceux limitrophes de la Sarthe. Cette correspondance révèle qu'Hésine fut l'informateur privilégié de son commissaire central, l'ex-conventionnel Venaille, ainsi que l'inspirateur de la politique de ce dernier dans le nord du département. Le Loir-et-Cher avait vécu, de mars 1793 jusqu'à la victoire du Mans en décembre de la même année, sous la hantise de la menace vendéenne et voici qu'à nouveau un foyer insurrectionnel, celui des chouans de la Sarthe, ravageait ce département qui

bordait le Loir-et-Cher, au nord nord-ouest, sur une cinquantaine de kilomètres environ, de Villedeieu au Plessis-Dorin. Hésine ne pouvait et ne devait manquer de se tenir au courant des progrès des chouans dans les cantons de la Sarthe voisins du Loir-et-Cher. Il le devait d'autant plus que la situation dans les cantons contigus du Loir-et-Cher et si proches de Vendôme était franchement mauvaise et pouvait à tout instant y favoriser la propagation des troubles de l'ouest. Il y a là un aspect important de l'activité extravendomoise d'Hésine que nous ne pourrions qu'esquisser à grands traits quoiqu'elle eut de profondes répercussions à Vendôme au sujet de l'armement de la garde nationale de cette ville tenté par le commissaire du directoire, contrecarré par l'administration municipale, et qui fut, avec l'inflexion de la politique gouvernementale, l'une des causes de la révocation d'Hésine, en prairial.

Les chouans, à l'instar des Vendéens, ne respectèrent pas plus le pacte de la Mabilais (15 germinal an III) que les seconds n'avaient suivi celui auquel ils avaient antérieurement souscrit à la Jaunaye. Profitant de l'inaction des troupes républicaines, les chouans, du moins leurs chefs, « étendirent leurs opérations dans des pays jusque là épargnés comme la Sarthe, l'Eure, la Manche, le Calvados ». Les campagnes indépendamment de la crise des subsistances connaissaient alors l'agitation la plus vive du fait de l'application de la loi du trois ventôse, relative au libre exercice des cultes. Le moment choisi par les chouans était donc favorable. La chouannerie apparut ainsi donc dans les districts sarthois de la Ferté-Bernard et de St-Calais, voisins du Loir-et-Cher, dans le courant de germinal an III. Voici à cet égard un extrait du rapport du commissaire Baudry Destouches envoyé de Blois par le représentant du peuple Laurenceot, dans le courant de la seconde décade de floréal, à la Ferté-Bernard et à St-Calais, pour s'informer de la réalité et de la gravité des troubles. « Dans presque toutes les communes du district de la Ferté, des rassemblements considérables de femmes vinrent demander, disaient-elles, la religion, les vases, les ornements de leurs églises et leurs cloches. Peu de temps après parurent dans les cantons de Nogent-le-Bernard et de Tuffé des prêtres insermentés qui d'abord disaient seulement la messe et qui ont fini par entraîner la presque totalité des habitants et les ont fanatisés au point de les faire porter dans les autres communes pour en chasser les prêtres dits constitutionnels ou les tondre, abattre l'arbre de la liberté, brûler les archives des municipalités, tondre aussi les citoyennes reconnues patriotes, crier et faire crier aux

citoyens « Vive la Religion, Vive le Roi ». Ces désordres ont eu lieu nuitamment dans plus de trente communes de ce district sans qu'il ait été possible à l'administration de les arrêter n'ayant ni armes ni munitions. Les fanatiques s'en procuraient en s'emparant de toutes celles qui se trouvaient alors dans les campagnes. Le 20 germinal un rassemblement formé des insurgés de la plupart des communes fanatisées se porta sur le chef-lieu de ce district pour y commettre les mêmes désordres, les mêmes brigandages que dans les autres communes fut repoussé par les citoyens secondés par 24 hommes de ligne et deux couleuvrines. Huit à neuf cents hommes furent mis en déroute poursuivis pendant une lieue, dix à douze restèrent sur le champ de bataille, trente grièvement blessés, trente-sept prisonniers... ».

Quant au district de St-Calais les chouans y pénétrèrent par la commune de Thorigné, le 18 germinal, au nombre de 300 environ, venant du district de la Ferté. Ils avaient pris, la nuit précédente, la petite ville de Conneré (canton de Montfort, district du Mans). Armés de fusils, pistolets et sabres, répartis en pelotons, ils parcoururent, le même jour, les communes du canton de Bouloire, à l'ouest du chef-lieu du district, y commettant leurs exactions habituelles. Pour les administrateurs du district de St-Calais, « les insurgés, tous des districts voisins, ont à leur tête des cy-devant nobles et prêtres réfractaires qui les dirigent ; ils ne marchent pas toujours, ils partent de chez eux pour quelques jours, commettent leurs brigandages et rentrent dans leur domicile, exceptés les hommes sans aveu, les déserteurs et autres coquins qui pendant le repos des chefs volent et pillent dans les communes où ils se répandent... ». Les administrateurs des districts de la Ferté et de St-Calais ne manquèrent pas d'alerter leurs collègues des districts voisins du Loir-et-Cher pour solliciter instamment l'envoi de leur gendarmerie, de leur garde nationale voire même de subsistances dont ils étaient démunis. Mais la situation de la partie occidentale des districts de Mondoubleau et de Vendôme sans être aussi grave que celle des districts sarthois voisins, parcourus par des bandes armées, n'était pas sans inspirer les plus vives inquiétudes.

Les arbres de la liberté des communes de St-Agil, Epuisay, Oigny et Sargé avaient, eux aussi, été abattus. Les administrateurs du district de Mondoubleau, dans leur délibération du 13 floréal, marquaient « qu'à St-Agil surtout l'on cherchait le même prétexte que celui qui a devancé les insurrections de la Ferté-Bernard ». Et de fait nous savons que le 30 ventôse un rassemblement se porta à la municipalité

de St-Agil pour y réclamer les ornements et les vases d'église dont ils (les attroupés) n'ignoraient pas la destination. Les administrateurs signalaient également dans cette délibération du 13 floréal, remise à Baudry Destouches, la disette affreuse qui régnait dans plusieurs communes qui ne pouvaient plus s'approvisionner comme par le passé dans le district de Châteaudun du fait de l'embargo mis sur les grains par le représentant Fleury chargé du ravitaillement de la capitale. Ils décrivaient « le brigandage de quelques maraudeurs, qui, sous le nom de chouans, vont voler et piller dans les fermes et rendent les communications difficiles. Beaucoup de monde sous le prétexte de grains s'attroupe (sic), s'emparent de tous les grains des cultivateurs, les payent au prix qu'ils veulent ; pour remédier à cet état de choses l'on fait faire de fréquentes patrouilles surtout les dimanches où la religion est particulièrement le prétexte des malveillants ». La municipalité de Montoire, le 28 germinal, s'adressait au district de Vendôme dont elle dépendait, de la manière suivante : « Nous sommes dans la plus grande consternation ; les chouans sont à la Chartre (district de Château-du-Loir) mettent le pays à contribution. On assure qu'ils vont parcourir les communes de Trehet, Sougé, Couture et Villedieu... Nous vous prions de nous envoyer des secours en hommes, armes et munitions. Par mesure provisoire nous vous faisons passer les deniers qui sont dans notre caisse et les papiers les plus utiles ». Les administrateurs vendomois dirigèrent immédiatement sur Montoire le peu de forces dont ils disposaient sous la conduite de l'administrateur Pothée pour y concerter les mesures répressives que le besoin des circonstances exigerait ».

Ce qu'il était advenu de la chouannerie sarthoise au lendemain de l'échec royaliste parisien des 13 et 14 vendémiaire an IV contre la Convention ainsi que de ses possibilités d'extension dans la partie septentrionale du Loir-et-Cher ne saurait être passé sous silence. Nous croyons avoir suffisamment montré qu'à Vendôme, autorités constituées et notables auraient réservé le meilleur accueil à Rochecotte et à ses lieutenants. Mais il reste aussi à montrer quelle était la situation dans les cantons circonvoisins, beaucoup plus mauvaise encore.

La chouannerie dans la Sarthe nous est connue par les Mémoires de son chef le comte Fortuné Guyon de Rochecotte et les renseignements concernant plus particulièrement les cantons de St-Calais, de Bessé, de la Chartre communiqués, par des patriotes de ces localités, à Hésine, lequel les transmettait immédiatement à son commissaire central, au minis-

tre de la police générale et aux généraux chargés de la lutte contre les chouans. De frimaire an IV (décembre 1795) aux derniers jours de floréal, Rochecotte nous retrace son action, de la prise du bourg de St-Mars d'Outillé jusqu'à sa vaine tentative de diversion « d'aller se jeter au lendemain de la mort de Charette dans la partie du Maine comprise entre la Sarthe et l'Huisne, de pénétrer jusque dans le Vendomois et d'insurger tout le pays qui est à l'est du Mans... ». Avec sa garde de chasseurs, composée de déserteurs et de jeunes gens du Mans au nombre de 50, de ses 300 à 400 chouans, de presque tous les jeunes gens échappés à la réquisition », bénéficiant, dans les campagnes surtout, du concours d'une grande partie de la population, il s'attaqua essentiellement aux cantonnements et aux convois républicains. Mais les colonnes mobiles républicaines ne lui laissaient aucun répit. Et lorsque Scépeaux qui commandait dans la Mayenne, le Maine-et-Loire et la Loire-Inférieure dut faire sa soumission aux troupes de Hoche, le 25 floréal an IV, Rochecotte, à son tour, dut, sinon se soumettre, du moins licencier sa troupe en lui recommandant de conserver ses armes et ses opinions pour un temps plus heureux. Pendant cette période de décembre 1795 à mai 1796, nous trouvons Rochecotte à deux reprises dans le Vendomois ; une première fois à Vendôme même pour attirer, nous dit-il, les prisonniers autrichiens dans son parti ; une seconde au moment même où il venait de licencier ses troupes et où accompagné de deux de ses officiers, il demanda l'hospitalité à M^e de Vernage, au château de Ranay, près de Montoire. En juillet 1796 il revint à Vendôme muni d'un passeport établi au nom de Joseph Lebrun artiste, après avoir parcouru les deux rives du Loir, en aval de cette ville. Ce fut à ce moment qu'il apprit que les royalistes remplaçaient la guerre ouverte par une guerre d'opinion. C'était en réalité le mot d'ordre royaliste en vue des élections de l'an V.

Des renseignements communiqués à Hésine par les patriotes Bossé, directeur de la poste aux lettres, Froger, commissaire près le tribunal correctionnel, l'un et l'autre de St-Calais, Sonné, chirurgien à Bessé, Torquat, prêtre marié à Ste-Cerotte, il résultait que les cantons de St-Calais et de Bessé avaient rejeté l'acte constitutionnel, que les présidents de leur administration municipale, Souin la Tibergerie, à St-Calais, Bordet, à Bessé, protégeaient les royalistes. Souin à St-Calais exerçait seul les fonctions de président de la municipalité, de commissaire du Directoire exécutif, d'agent et d'agent national de la commune, tous ceux nommés à ces places ayant refusé leurs fonctions respectives. Le réfractaire

Dugué, ex-curé de Sablé, appelé à St-Calais au temps de la réaction thermidorienne par la municipalité et une partie des habitants désignés et connus pour aristocrates, s'il avait cessé ses fonctions publiques les exerçait secrètement, errant et sans domicile fixe. A Bessé, Bordet donnait asile au chanoine Brisset qui avait abjuré, au lendemain du 9 thermidor, entre les mains de l'ex-grand vicaire général réfractaire Paillé, puis solennellement en chaire. Pas plus à St-Calais qu'à Bessé de sérieuses recherches n'avaient été entreprises pour y découvrir, selon les prescriptions de la loi du trois brumaire, les nombreux prêtres réfractaires qui se cachaient dans ces cantons. En ce qui concernait les réquisitionnaires, les déserteurs, qu'ils fussent ou non habitants des campagnes ou des villes, l'administration de Bessé accordait à tous le bénéfice de la proclamation du général Hoche portant qu'aucun habitant des campagnes ne serait enlevé à ses travaux pour servir dans les armées ce qui ne pouvait évidemment que contribuer à faire refluer la jeunesse par « vingtaine à Bessé ». Détail significatif, lorsqu'à la fin de pluviôse, la garde nationale de St-Calais si difficilement et si tardivement constituée du fait de l'opposition du président de la municipalité Souin de la Tibergerie, se porta vers Bessé, Lavenay, Poncé, la Chapelle-Gaugain, Cogners, pour repousser les chouans, les patriotes Sonné de Bessé, Froger de St-Calais furent l'objet de dénonciations de la part de la municipalité de Bessé pour avoir dit que les chouans nous menaçaient et étaient à nos portes et la garde nationale de St-Calais pour avoir marché sans les ordres du département.

On a vu quelle hostilité rencontraient dans les cantons, même à vocation céréalière, entourant Vendôme, les réquisitions en grains en faveur du marché de cette ville. Depuis l'abolition du maximum, les cultivateurs préféraient vendre hors marché, à leur prix et en numéraire, cependant que, ceux qui, dans ces cantons, ne possédaient que trop peu ou point de terres et qui constituaient la grosse majorité de la population, ne pensaient pas autrement que cet agent national de St-Hilaire-la-Gravelle qui pouvait écrire : « Je vois présentement le meunier, fermier, laboureur aussi mauvais que les cy-devant seigneurs du temps passé. Les pauvres qui n'ont rien à vendre vont devenir aussi misérables que par le temps passé ». Les contre-révolutionnaires avaient beau jeu, on en conviendra, pour canaliser ces craintes, ces hantises et montrer que c'était la Révolution qui avait amené tout cela. Si les assemblées primaires de la ville et canton de Vendôme, acceptèrent, le 20 fructidor an III, à une assez faible majorité, il est vrai, la constitution nouvelle et la

reconduction des deux tiers des conventionnels, il n'en fut aucunement de même dans les cantons voisins comme d'ailleurs dans tout le département de Loir-et-Cher où l'influence des contre-révolutionnaires, nobles, prêtres réfractaires et leurs alliés, s'avéra toute puissante. Aux élections municipales cantonales du 10 brumaire suivant, la tendance s'accrut plus nettement encore et l'on peut affirmer que les nouvelles municipalités, à l'instar de celle de Vendôme, appartenaient aux ennemis de la Révolution.

Dans le canton de St-Amand par exemple, Gilbert Sarrazin, de Nourray, cy-devant noble, présidait la municipalité. Il avait été élu par une assemblée primaire composée seulement de ses partisans car ces derniers seuls avaient été prévenus de sa tenue. Quant aux agents des communes de Nourray, Longpré, Villeporché, Villechauve, St-Amand, tous « sujets » de M. le Président, c'était par eux qu'il se faisait appuyer. L'élection de Sarrazin avait été précédée de celle de Jean Foucher, meunier et boulanger à Longpré, l'homme des royalistes du canton (Verthamon, Foucault d'Huisseau, Coillot et Sarrazin de Nourray) aux fonctions de juge de paix. Foucher qui mettait au temps de la réaction thermidorienne une grange à la disposition de l'ex-curé réfractaire de sa commune pour dire la messe, le cachait, sous le Directoire, en dépit des dispositions de la loi du trois brumaire, de même que son voisin Parrain, l'agent national de la commune. Il faut dire que Foucher qui ne savait pas lire s'en remettait en tout à son ami le curé Besnard. C'est avec ce curé que Foucher prononçait et décidait du sort et de la fortune des citoyens, pouvait écrire Hésine. Ce qui était plus grave c'est que les réfractaires et « rétractataires » qui, manifestement prêchaient la guerre civile, allaient jusqu'à trouver asile chez des fonctionnaires ce qui permettait d'en conclure que ces derniers la prêchaient également. Ainsi pensait Hésine qui avait le sens de la nuance. « Du moins depuis la loi du trois brumaire ils (ces fonctionnaires) leur (aux réfractaires) ont dit de ne pas se montrer de peur de les compromettre ; c'est de cette manière qu'ils exécutent et font exécuter les lois et si certaines reçoivent leur exécution c'est qu'ils ne peuvent l'empêcher ». Les réfractaires du canton ne se bornaient pas au seul Besnard. Il faut citer Fois Picheré, ex-curé de St-Amand, qui trouvait asile chez Delierre, agent national dudit St-Amand et fermier de Verthamon, Gagneux, ex-curé de Gombergean et Guillon ex-desservant de St-Claude. Froidmantel, qui se cachaient à Gombergean même, tandis que quatre autres (Thoisnier, ex-curé de St-Martin de Vendôme, Fourmy, ex-curé de Ste-Anne, « papa » Gallois, l'abbé Adam,

ex-desservant de la Madeleine de Vendôme), n'avaient pas de meilleur refuge momentané ou durable que chez la « mère Gallois », à Ste-Anne, à la porte de Vendôme. Trois rétractataires, les chapelains de Villethiou, Brou et l'Illegrain, parcouraient différentes communes cependant que Chauvin, ex-curé de Villechauve, s'était retiré on ne sait où. En ce qui concernait l'approvisionnement du marché de Vendôme, Sarrazin prétendait que son canton n'avait pas de quoi nourrir ses propres habitants et laissait clairement entendre « qu'il valait mieux pour les pauvres gens se révolter que de risquer à périr de faim ». S'il devait s'exécuter, c'est qu'il y était contraint. Quant à l'emprunt forcé, on imagine à quelle dissimulation de la fortune réelle des assujettis, tant de la part des intéressés que des agents municipaux, il pouvait donner lieu : de la moitié aux trois quarts, selon des renseignements communiqués à Hésine, par un patriote du canton de St-Amand. Sarrazin lui-même, pour une fortune estimée à 30.000 livres, se voyait imposer à 1.200 ce qu'il estimait beaucoup trop. Verthamon déclarait lui aussi qu'il était trop imposé et « qu'il faudrait faire sa vente ». Foucault d'Huisseau, de son côté, « que ce qui lui faisait de la peine c'était de voir qu'il ne payait que 1.200 livres, qu'il était bien plus en état de les payer que ses fermiers imposés à 1.000 et 1.100 livres » et il ajoutait « la Convention veut votre bien, et elle l'aura, serez-vous toujours républicains ». Réquisitionnaires et déserteurs que la loi du quatre frimaire contraignait à rejoindre leurs drapeaux, bénéficiaient non seulement de la mansuétude du président Sarrazin et du commissaire Coillot, mais de leurs encouragements ; allez dans les bois, cachez-vous, fuyez vos communes, n'hésitaient-ils pas à leur dire. Fois Coillot, commissaire du Directoire, chevalier de St-Louis, ami de Sarrazin, bon homme au demeurant, mais faible, était, on en conviendra, un singulier représentant du gouvernement.

Nous pourrions tracer le même tableau dans les autres cantons immédiatement voisins de Vendôme. Dans celui de Villiers, Godineau de l'Epau, ci-devant procureur du roi, qui passait pour contre-révolutionnaire, dominait les esprits. Et ce n'était pas le commissaire provisoire Bruère, plein de bonnes intentions certes, qu'il fallait opposer à Godineau. Dans le canton de la Ville-aux-Clercs c'était le même son de cloche. Le 28 nivose, Hésine signalait au commissaire central, la présence, dans le pays, des réfractaires Dumée, ex-curé de la Ville-aux-Clercs, Cayer, ex-vicaire de St-Honoré de Blois, Pasquier, également ex-vicaire de la même paroisse, Ménard, économe du ci-devant séminaire de Blois « qui font

des rassemblements et parcoururent les campagnes ». Parmi les lieux où ils exerçaient leur culte, il indiquait la Baucherie qui appartenait au citoyen Méreaux père, ci-devant procureur, beau-père de Crénières et de Raguideau dont nous avons précédemment parlé. Si Hésine ajoutait « qu'il n'avait pas appris qu'il se faisait dans le pays aucun recrutement pour les chouans, il exprimait cependant ce vœu qu'un commissaire énergique ferait fuir la horde des prêtres réfractaires et dissoudrait la coalition infernale des contre-révolutionnaires de ce canton ». En ce qui concernait celui de Morée « s'il ne paraissait pas également infecté par des prêtres réfractaires, il était impossible de tirer du grain de ce pays ». Presque tous les laboureurs refusaient de livrer et même d'obéir à la force armée, les opérations de l'emprunt forcé y traînaient en longueur. Son commissaire Bois ne montrait aucune énergie. Quant au canton beauceron de Selommes, à la fin de nivôse, ses laboureurs livraient difficilement. Son commissaire Ferrand était, lui aussi, un fort honnête homme et patriote, mais cela ne suffisait pas aux yeux d'Hésine pour ranimer l'esprit public dans ce canton et accélérer la marche des affaires. Plus à l'ouest, au contact du département de la Sarthe, Pesson, commissaire provisoire du canton de Villieu s'il n'était pas dans le sens de la contre-révolution fermait les yeux sur les manœuvres de ses tenants. Ses collègues, les commissaires provisoires des cantons de Savigny et de Droué, prêtaient, eux aussi, à critique, celui de Savigny pour sa faiblesse, celui de Droué, un certain Bourrelier, pour avoir été de tout temps la créature des ci-devant seigneurs ; le président de l'administration de ce canton de Droué n'était autre qu'un ex-chanoine de Châteaudun nommé Dumans au patriotisme équivoque. Deux patriotes seulement, Bordier à Montoire, l'ex-législateur Duval l'aîné, à Mondoubleau, exerçaient les fonctions de commissaires. Encore convient-il de faire remarquer que Duval n'avait pris possession de son poste qu'en pluviôse du fait du refus du citoyen Vié fils, primitivement nommé, d'en assumer les fonctions. Membres du ci-devant district de Mondoubleau, officiers municipaux des communes durent être maintenus dans leurs anciennes fonctions en raison également du refus des nouveaux élus d'accepter leurs mandats.

La conclusion s'impose d'elle-même : la situation dans les cantons circonscrivant Vendôme était, en tous points, lamentable et pouvait, à tout instant, favoriser l'extension au L.-et-Ch., du foyer insurrectionnel sarthois et constituer une Vendée vendomoise en liaison directe avec les insurgés de l'ouest et infiniment plus dangereuse que celles de Palluau

et de Sancerre, simples tentatives de diversion, en faveur de Stofflet et de Charette, défaits et traqués par les troupes de Hoche. Il était donc du devoir d'Hésine comme de son commissaire central de tout mettre en œuvre pour s'opposer à cette tentative que Rochecotte envisagea à plusieurs reprises et notamment au lendemain de la mort de Charette (3 germinal an IV) mais qu'il ne put réaliser. Si Rochecotte et ses chouans ne purent en définitive franchir les limites orientales du département de la Sarthe, le Loir-et-Cher se devait de se tenir au courant de leurs brusques et dangereuses pérégrinations ; et Hésine n'y manqua pas. Mais les réquisitionnaires, les déserteurs et autres insoumis dont les manifestations se confondaient trop souvent avec celles des chouans, quand ils ne combattaient pas avec eux, rendaient la tâche des patriotes particulièrement délicate, on le conçoit, dans les cantons jouxtant la Sarthe.

L'intervention de la garde nationale de Vendôme allait s'avérer nécessaire, mais il fallait l'armer, ce qui mit, en germinal, à Vendôme même, Hésine et son administration, une fois de plus aux prises. Il fallut aussi remplacer les commissaires provisoires cantonaux inconsistants par des « patriotes énergiques et purs ». Hésine ne se déroba à aucune de ces obligations ; mieux, il en prit la courageuse initiative.

Instruit par son correspondant de St-Calais le patriote Bossé que les chouans faisaient des progrès du côté de Bessé et de St-Calais « qui avait peu de forces pour les arrêter » Hésine en informa immédiatement et son commissaire central et le général Chalbos à Tours qui lui avait demandé des renseignements de la part de Hoche sur les rassemblements qu'on lui avait dit exister du côté de St-Calais et de Vendôme. Sur ces entrefaites un rassemblement de réquisitionnaires s'était formé dans le canton de Villedieu ; des germes de révolte se manifestaient également dans quelques communes du canton de Montoire. « Le mal allait en croissant, écrivait Hésine, au ministre de la police générale, Merlin de Douai. On abattait les arbres de liberté, on désarmait et on pillait les patriotes ». Par un arrêté en date du 18 pluviôse, l'administration départementale de L.-et-Ch. envoya 25 hommes d'infanterie et 5 chasseurs qui firent leur jonction avec 50 hommes de la garde nationale de Vendôme et 10 de celle de Montoire et se portèrent le 21 pluviôse, sur Ternay et Sougé où des troubles avaient été précédemment signalés. Mais il avait fallu préalablement armer Vendomois et Montoiriens de fusils envoyés de Blois. Cette troupe qu'Hésine accompagna ne put saisir, comme bien on pense, aucun des

réquisitionnaires tant sur la rive droite que sur la rive gauche du Loir. « Ils (les réquisitionnaires) se sont enfoncés au-delà de Bessé dans le département de la Sarthe ; comme ils ont derrière eux les chouans et que d'ailleurs la force armée de L.-et-Ch. ne pouvait sans ordre passer les limites de son département, on n'a pu les poursuivre ». Hésine glana seulement des renseignements ou à vrai dire il connaissait déjà sur les instigateurs secrets des troubles, le réfractaire Lahaye, ci-devant curé de Ternay entre autres, le nombre approximatif des réquisitionnaires, un peu plus d'une trentaine, la mollesse et la négligence du commissaire provisoire du canton de Villedieu. Trois jours plus tard la garde nationale de Vendôme rentra dans ses foyers après avoir laissé 70 fusils à Montoire en cas « d'événements ». Dans une lettre du 6 ventôse au ministre de la police, Hésine écrivait : « On assure que les chouans sont très actifs et préparent des hostilités. S'ils se réunissent en masse et qu'ils portent leurs forces sur le département de L.-et-Ch., je ne vois rien qui puisse leur servir de barrage. Montoire n'est qu'un point gardé par 25 hommes d'infanterie ; à la vérité cette commune est patriote ainsi que celle de Troô qui est en avant. Vendôme est dans les bons principes mais il n'y a ni armes, ni munitions ». Quelques jours après l'expédition vendomoise, une partie de la garnison de Château-du-Loir se porta sur Villedieu mais s'en retira à la demande de l'administration cantonale « qui a dit n'en avoir pas besoin, encourageant par là, selon Hésine, les projets des contre-révolutionnaires situés dans les cantons voisins ».

Pas un instant la vigilance et l'activité d'Hésine ne devaient se démentir au lendemain de l'expédition de Villedieu. Le 20 ventôse il informait son commissaire central d'un rassemblement de réquisitionnaires et de déserteurs dans la forêt de Fréteval, obtenait du général Bonnard que 18 hommes seraient mis à la disposition des commissaires de la Ville-aux-Clercs et de Morée, pour appréhender les insoumis qui rentreraient chez eux, la nuit, et fuyaient, le jour venu, dans les bois voisins ; il suggérerait d'établir des soldats chez leurs parents ainsi que chez les agents des communes et leurs adjoints qui laisseraient faire. Le 29 ventôse, il signalait que 4 hommes armés avaient désarmé, le 24 précédent, plusieurs particuliers, à Sargé, au cri de Vive Louis XVIII et que ces 4 individus qui s'étaient avancés jusqu'à Mazangé avaient été poursuivis par les habitants de cette localité jusqu'aux portes de Mondoubleau. Plusieurs communes du canton du Gault étaient parcourues, au même moment, par plusieurs bandes de 4, 5 et 6 « chouans ». Le 15 germinal, il écrivait :

« Je ne dirai pas que les cantons de Morée et de la Ville-aux-Clercs sont menacés de troubles prochains mais ils renferment tous les germes qui les produisent : réfractaires et réquisitionnaires » ; seul un petit nombre de patriotes épars luttant courageusement, constituaient la seule barrière aux projets des royalistes. A maintes reprises Hésine s'était plaint de l'apathie des commissaires cantonaux provisoires ; il obtint, dans le courant de ventôse, et au début de germinal, du commissaire central, de nouvelles commissions pour les patriotes Catherinet, à Villiers, Parrain, à Morée, Bruère, à la Ville-aux-Clercs, Lebas Javary, à Droué, Dubreuil, à Villedieu. Hésine pensait que la tranquillité du département dépendait du bon choix des commissaires ; eux seuls pouvaient réveiller l'apathie des autorités constituées. Sans doute l'administration vendomoise émit-elle le vœu, le 4 ventôse, sur réquisitoire d'Hésine et à l'occasion d'une lettre du ministre de la police que les 10 compagnies de la garde nationale recevraient la quantité de 200 fusils, 2 pièces de canon et 500 livres de poudre ; mais ce n'était là qu'un vœu dans l'esprit des administrateurs hostiles à l'armement d'une troupe qu'ils estimaient dans son ensemble par trop docile aux suggestions du commissaire du directoire.

Germinal ne devait pas se présenter sous de meilleurs auspices. On apprit, en effet, le 7 de ce mois, à Vendôme, que les chouans avaient désarmé la Chartre et fusillé le citoyen Grandguillot, ex-prêtre marié, au pied de l'arbre de la liberté, et, le lendemain, à Vancé, l'abbé la Loutière, prêtre conformiste, homme d'esprit, âgé de 75 ans, ainsi que son domestique. Or la Chartre et Vancé étaient et sont deux localités sarthoises voisines du Loir-et-Cher. L'administration départementale dirigea sur Vendôme 30 hommes d'infanterie, 15 de cavalerie d'autant que le commissaire civil de l'Indre avait signalé que plusieurs chefs de Palluau se réfugiaient dans le Bas-Vendomois pour y exciter une révolte fixée au 26 germinal (15 avril). Sans doute la présence d'un rassemblement de 10.000 hommes dans le Vendomois qui n'eut pas manqué d'attirer l'attention, fut-il démenti par l'administration et son commissaire mais l'idée qu'il pourrait se passer quelque chose le 26 germinal prochain s'imposa à l'esprit de beaucoup et d'Hésine en particulier. Le 8 germinal il envoyait à Blois deux caisses de fusils pour être réparés. Le 12 il accusait réception de 30 fusils et d'un baril de cartouches. Au courant des dispositions de la récente loi du 2, de ce même mois, relative à la réorganisation de la garde nationale portant que les administrations municipales étaient chargées de faire remettre dans un dépôt les armes qui avaient été précédem-

ment remises aux citoyens pour un service quelconque Hésine exposait qu'il devait être dérogé à cette disposition en ce qui concernait la commune de Vendôme. « Si les chouans qui ne sont éloignés que de six lieues de Vendôme faisaient à la faveur des ténèbres une incursion subite sur les faubourgs de cette commune, si même un attroupement venant de Morée ou d'ailleurs s'y portait, avant que les armes fussent tirées du dépôt, qu'on en eut trouvé les clefs pour les cartouches, les rebelles auraient fusillé 10 patriotes. Mes collègues de Droué, la Ville-aux-Clercs, Morée, me firent passer du 20 au 26 des avis alarmants sur la situation de leurs cantons, me marquant que deux chefs de rebelles prêchaient la révolte dans leurs contrées et promettaient une levée de boucliers pour le 26. Je transmis fidèlement ces avis à l'administration départementale et rendis, une fois, un compte sommaire de ces avis à l'administration municipale de Vendôme mais je n'y remarquai pas cette énergie, cette inquiétude qui devaient se peindre sur leurs figures ». Dans une lettre à Venaille, le 27 germinal, Hésine s'expliqua sans ambiguïté : « Je ne peux expliquer l'insouciance que témoigne l'administration de Vendôme au milieu des périls qui nous menacent de la part des chouans qu'en les supposant d'accord avec eux. Le 26, à 4 heures du matin, apprenant que le village de St-Hilaire-la-Gravelle avait été désarmé par les chouans de Fréteval, qu'ils menaçaient Morée et qu'il n'y avait plus de doute sur leurs intentions hostiles, je me décidai à délivrer, à 25 patriotes qui avaient montré du courage dans l'affaire de Villedieu, les 25 fusils de chasse qui m'avaient été adressés par mon collègue près l'administration municipale de Blois ». Dans la nuit du 26 au 27 germinal, époque présumée fixée par les chouans pour un coup à Vendôme, une douzaine de patriotes dont Ballyer père, Chevé de la poste, Berger, se mirent en surveillance pour prévenir toute attaque brusquée des chouans sur la personne ou les propriétés d'un patriote. Le lendemain, 27, l'administration municipale verbalisa sur l'armement des 25 patriotes opéré la veille, à son insu, par le commissaire du directoire et le dénonça à l'administration départementale. Elle verbalisa également sur le fait qu'une douzaine de patriotes eussent patrouillé pendant la nuit précédente, tâche réservée à la garde nationale. Sur ces entrefaites Hésine reçut de Blois, le 28 germinal, 35 autres fusils de chasse réparés et qui passèrent, comme les précédents, entre les mains des patriotes, toujours, de l'aveu d'Hésine, sans le concours de l'administration municipale. Le 29, le département rendit justice aux bonnes intentions d'Hésine et invita les administrateurs vendomois à se concerter loyalement avec lui. Mais l'atmosphère ne permettait pas ce

rapprochement des hommes. Le 30 germinal, on apprenait à Vendôme que, dans la nuit écoulée, des brigands avaient enfoncé la porte de l'agent national de la commune de Morée, le citoyen Chaillou, et que ce dernier avait blessé grièvement, d'un coup de fusil, son domestique que des scélérats avaient contraint de marcher à leur tête. L'administration dépêcha sur les lieux, comme commissaire civil, son secrétaire général, le citoyen Liger « très républicain mais honnête et plein de courage parce qu'il avait été commandant à Cambrai » dit de lui Dufort de Cheverny. Pendant une dizaine de jours environ, des bandes de 9 à 10 hommes, armés de fusils à deux coups, réquisitionnaires et déserteurs, manifestèrent plus particulièrement leur présence dans les cantons boisés de la Ville-aux-Clercs et de Morée au nord, nord-est de Vendôme, abattant les arbres de la liberté de Renay (canton de Morée), d'Azé (canton de Villiers), à deux lieues à peine de Vendôme et mettant les particuliers à contribution. Liger disposa d'abord d'un faible contingent de la garde soldée de Tours (une quarantaine d'hommes), de la gendarmerie vendomoise (quelques hommes seulement), de 3 contingents de la garde nationale sédentaire de Vendôme (85 hommes que l'on put armer avec les fusils envoyés de Blois). Le 6 floréal, la garde nationale de Vendôme fut relevée à la Ville-aux-Clercs et à Morée par 31 grenadiers du 49^e et un renfort de la garde soldée. Enfin le 9 suivant, les 40 hommes de la garde soldée de Tours, rappelés par le général Canuel, quittèrent la région, tandis que 68 hommes envoyés de Blois, occupèrent par moitié la Ville-aux-Clercs et Morée. Liger, malgré son expérience, éprouva beaucoup de difficultés pour rencontrer ces bandes de 9 à 10 hommes et moins qui fuyaient et s'éparpillaient à l'approche des troupes et trouvaient facilement refuge chez l'habitant. Un nombre infime de déserteurs pu seulement être appréhendé. Le 10 floréal, Hésine informait Venaille que le mouvement insurrectionnel de Morée et de la Ville-aux-Clercs était presque entièrement terminé, le lendemain 11 que « la horde de brigands qui avait terminé ses exploits à Renay avait fini dans le ci-devant district de Mer du côté d'Ecoman et Marchenoir ». Mais le plus difficile restait à faire, revivifier l'esprit public, et déraciner les germes de la chouannerie répandus dans ces contrées. Hésine suggérait d'y envoyer « un patriote vigilant, adroit qui ait le talent de ramener par une fermeté sagement tempérée, par la douceur, les esprits depuis longtemps égarés par des suggestions perfides. Vous avez parfaitement réussi en cela, en chargeant de ce soin, le citoyen Liger ; mais cette mesure n'est pas suffisante. Vous devez selon moi

profiter de sa présence dans les lieux où l'insurrection a eu des partisans pour vous procurer tous les renseignements dont vous avez besoin sur la conduite politique et la moralité des fonctionnaires qui ont laissé croître le désordre sans y porter remède. Vous devez ensuite couper la racine du mal en faisant remplacer les agents infidèles, prévaricateurs ou insoucians par des hommes probes, actifs, et zélés pour la chose publique ».

Peu après l'expédition de Morée, le 12 floréal, il fut procédé à la réorganisation de la garde nationale prévue par la loi du deux germinal précédent. « Les amis de la municipalité accaparèrent, nous dit Hésine, la pluralité des suffrages en faveur d'individus désignés sur des listes secrètement colportées entre eux ». Hésine songea, à ce moment, à démissionner. Mais devant les protestations des patriotes de Vendôme qui dénoncèrent les vices dans les formes, les suffrages captés par des voies illicites, l'opération du 12 fut annulée le 23 floréal par délibération de l'administration départementale. De nouvelles élections, le 3 prairial suivant, virent le succès des patriotes. Ceux-ci s'attendaient à ce que les fusils de calibre envoyés par l'administration centrale ne seraient confiés, selon le vœu d'ailleurs, de cette dernière qu'à des hommes dévoués à la chose publique et en état de s'en servir : « les vainqueurs de Villedieu, de Morée, de Fréteval et de la Ville-aux-Clercs ». Mais l'administration vendomoise ne l'entendit pas de la sorte et présenta, le 9 prairial, sa propre liste de distribution établie à l'insu du commissaire du directoire. Celui-ci demanda d'abord à être éclairé sur le civisme et la moralité des bénéficiaires par les officiers et l'état-major de la garde nationale attendu que la liste de distribution présentait des hommes qu'il ne connaissait pas. Il fit ensuite observer que parmi ceux qui allaient recevoir des armes figuraient « des individus notés d'incivisme dans l'opinion publique ou qui avaient recélé des prêtres réfractaires ou partageaient leurs doctrines tandis qu'il n'y voyait aucun de ceux qui dans tous les temps et toutes les occasions périlleuses ont montré du zèle et du dévouement à la chose publique ». Une nouvelle répartition des fusils de calibre et des 60 fusils de chasse déjà distribués, proposée par Hésine, sur des bases concertées entre l'administration et lui, fut repoussée par cette dernière. Sommé de nommer les individus qu'il accusait d'avoir recélé des prêtres réfractaires et qui figuraient sur la liste de distribution, Hésine nomma Asseau Lebas, Chalopin, cotonnadier, Tuffé, menuisier, Péquet, praticien, Bréon, marchand. Asseau et Tuffé avaient fait l'objet, le 8 brumaire précédent, sous l'ancienne municipalité

thermidorienne, de perquisitions à leur domicile, en application de la loi du 3 brumaire an IV. A ce moment, Hésine put constater que ces noms, à l'exception de celui de Tuffé, venaient d'être effacés. Sur la demande du commissaire que la liste fut paraphée, avec mention des radiations, Boisbercy, selon Hésine, lui arracha ladite liste des mains et la remplaça sur le champ par une autre. Au cours de cette réunion orageuse, Hésine reprocha à Deschamps d'avoir, comme Tuffé, logé, sous la convention thermidorienne, un réfractaire, le prêtre Compont. Mais ce ne fut pas tout. Sur la proposition de Deschamps, Hésine fut aussi sommé, de nommer les individus qu'il accusait d'incivisme. Il s'y refusa, arguant que l'administration ébruitait tout ce qu'il disait et que s'il s'exécutait ce serait armer les citoyens les uns contre les autres. Pour établir ses motifs d'une manière précise, il lui fallait le concours des officiers de la garde nationale. Quant « à l'armement des citoyens qui avaient reçu des fusils dans l'expédition de Morée », Hésine apprit, de la bouche des administrateurs, que par une lettre du ministre de la guerre tenue secrète jusqu'alors, le général Canuel était chargé « de faire rapporter lesdits fusils de chasse à la maison commune et de désarmer ceux qui les ont reçus comme étant des gens suspects et non étrangers à la conspiration du 22 floréal ». Hésine avait procédé, de son propre chef, et à l'insu de l'administration municipale, les 26 et 28 germinal, à la distribution de 60 fusils de chasse à des hommes qu'il considérait comme l'élite des patriotes ; le 9 prairial suivant, ainsi que nous venons de le voir, ce fut au tour de l'administration de se livrer malgré l'opposition d'Hésine, à une distribution de 102 fusils de calibre et de chasse, à des hommes, dans leur grande majorité, d'opinions radicalement opposées.

Le général Canuel chargé, le 4 prairial, par le ministre de la guerre de faire reporter à la maison commune les fusils distribués en germinal par Hésine s'acquitta de sa mission dans le courant de la dernière décade de prairial. Le 23, à Vendôme, il entendit contradictoirement l'administrateur Deschamps et Hésine. Ce dernier convint, en définitive, qu'il était sorti du cadre de ses attributions mais pour le salut de la patrie et parce qu'il se trouvait en face d'une administration apathique, insouciant et qui minimisait les dangers de propos délibéré. Son entreprise d'ailleurs, ajouta-t-il, avait été couronnée de succès et approuvée par l'administration centrale. Canuel dans son rapport du 30 prairial au ministre de la guerre blâma l'initiative d'Hésine et donna raison à la municipalité. Mais dans une lettre, en date du 27, il avait invité l'administration de Vendôme à faire rentrer, aussi

bien l'armement fait par Hésine, que celui opéré par la municipalité. C'était renvoyer dos à dos d'irréconciliables adversaires. Quant aux rapports que l'affaire pouvait avoir avec la conspiration de Babeuf, le prudent Canuel écrivit que « dans cet examen, il faudrait faire des rapprochements qu'il n'était pas à même de faire ». Il ne semble pas contrairement à ce qu'affirmèrent, dès le 23 floréal, à Vendôme, les adversaires d'Hésine que celui-ci fut au courant du complot parisien. Nous avons indiqué, il y a une dizaine d'années, que la liste des abonnés du *Tribun du Peuple*, le journal de Babeuf, ne mentionne indépendamment de Grégoire, Frécine et Brisson et à leur adresse parisienne qu'un seul abonné de ce département et encore nous n'avons pu l'identifier. Quoiqu'il en soit l'enquête de Canuel ne fut pas à l'origine de la révocation d'Hésine. Le Directoire avait, en effet, révoqué son commissaire vendomois, le 18 prairial, et nommé, le même jour, pour lui succéder P.A. Méreaux. A cette date, on le sait, Canuel était encore à Tours et n'avait pas commencé son enquête à Blois et à Vendôme. Hésine fut, en réalité, écarté parce que la politique du Directoire n'admettait plus qu'on ménageât les terroristes. Les deux arrêtés, de révocation d'Hésine et de nomination de P.A. Méreaux parvinrent à Vendôme, le 26 prairial, date à laquelle ils furent transcrits sur les registres municipaux.

La révocation d'Hésine loin de mettre un terme à cette activité qu'il manifestait depuis six mois à Vendôme, ne fit au contraire, que l'exaspérer. Le 28 thermidor, dans un avis aux patriotes, l'ex-commissaire annonça qu'il ferait paraître, à l'occasion du procès qui allait s'ouvrir, à Vendôme même, le *Journal de la Haute-Cour de Justice*. Nous avons publié en 1960 cet intéressant document qui est, en fait, le premier prospectus du journal d'Hésine. A cet égard nous nous devons de faire remarquer que le prospectus des Editions Edhis qui précède les 73 numéros de ce journal est un texte postérieur à notre document et qu'il ne se trouve pas inséré à sa place normale, soit immédiatement avant le N° 3, soit, avec plus de vraisemblance, avant le N° 7, dans lequel Hésine expose le nouveau plan de son journal. Le prospectus du 28 thermidor est essentiellement consacré au populaire maître de poste de Ste-Menehould : « Drouet va paraître devant la Haute-Cour de Justice, le procès de cet homme célèbre par son caractère, par sa conduite à Varenne, par ses malheurs doit intéresser tous les amis de la République. Je crois donc répondre à leurs vœux en faisant imprimer un journal des opérations du tribunal chargé de le juger... Je ne dissimule pas au public qu'autant certaines gens paraissent mettre

d'acharnement contre les accusés dans cette affaire autant je désire pour le salut de la patrie et en haine de la royauté les voir parés des couleurs de l'innocence et que je partage bien sincèrement l'opinion des généreux représentants du peuple qui ont parlé en faveur de Drouet à la tribune du corps législatif... ».

Le 22 thermidor, une semaine avant la rédaction de son prospectus, Hésine avait assigné l'administrateur Deschamps devant le tribunal de police du canton de Vendôme. L'ex-commissaire s'estimait mis en cause dans un imprimé de ce dernier, Avis à qui écrit trop, en réponse à un précédent, Avis à qui parle trop, du citoyen Catherinet, commissaire du Directoire exécutif près l'administration municipale du canton de Villiers, alors en bons termes avec Hésine. Selon Deschamps « Hésine aurait eu des relations avec les conspirateurs ou marchant sur leurs traces à Vendôme tenté d'exécuter un modèle de leur plan ». Hésine et Deschamps s'affrontèrent à la séance du tribunal de police le deux fructidor. « Si j'ai eu des relations avec les conspirateurs de Paris, ces liaisons doivent être prouvées par des pièces ou par des témoins. Il faut les produire », déclara Hésine. Pas plus que devant Canuel, en prairial, Deschamps ne put apporter ces précisions. Mais le commissaire du Directoire, le successeur d'Hésine, dans le but de faire rebondir l'affaire demanda que le plaidoyer d'Hésine fut déposé sur le bureau et l'ajournement de la cause à huitaine. Pressé par Hésine de motiver sa demande, le commissaire répondit qu'il croyait apercevoir dans le plaidoyer du demandeur des principes contraires au gouvernement et déposa de nouvelles conclusions tendant à ce que son prédécesseur fut arrêté comme l'injuriant dans ses fonctions. L'affaire revint à l'audience du 16 suivant. Rien de ce qui pouvait donner lieu à poursuite à l'encontre d'Hésine depuis l'acte d'accusation de l'an III jusqu'à l'Avis aux patriotes du 28 thermidor précédent ne fut laissé dans l'ombre tant par Deschamps que par le commissaire du Directoire. Ce dernier estima, en ce qui concernait l'intérêt privé, que Deschamps devait être renvoyé de la demande, en réparation à injures et dommages et intérêts, intentée contre lui par le citoyen Hésine. Du point de vue de l'intérêt public le commissaire du Directoire requit le juge de paix d'examiner scrupuleusement les faits qui venaient de lui être dénoncés et de leur donner la suite qu'il convenait « en raison des liaisons qu'ils pouvaient avoir avec les grands événements qui nous occupent ». Le 23 fructidor, le tribunal de police, estimant que le délit dénoncé devait, aux termes de l'article 2 de la loi du 27 germinal an IV, être

poursuivi par le directeur du jury faisant fonction d'officier de police, ordonna que les conclusions du commissaire et les pièces à l'appui seraient remises au greffe du directeur du jury de l'arrondissement ; ce qui fut exécuté le 26 fructidor. Mais Hésine à cette date avait quitté Vendôme depuis la veille et l'affaire fut abandonnée.

Les 13 et 15 fructidor (3 août et 1er septembre 1796), Hésine avait donc pu assister à l'arrivée de 24 puis de 17 des accusés de la Haute-Cour à 7 heures et 6 heures du soir « dans leurs chariots couverts et grillés fermant à clef, espèces de cages ambulantes ». On sait que la femme de Babeuf et son fils Emile devaient trouver l'hospitalité dans la maison même d'Hésine sur le Mail ou les Arrière-Fossés, près du pont Chartrain. Etant donné ce que nous savons d'Hésine, nous pensons que ce fut au moment de son arrivée à Vendôme qu'Hésine lui offrit spontanément un gîte.

Le 20 fructidor, peu avant 6 heures du soir, Hésine était bien encore à Vendôme contrairement à ce que nous avons cru devoir avancer en 1960 et 1967 dans les *Annales Historiques de la Révolution Française*. Notre erreur provenait, nous le verrons, d'une fausse interprétation de notre part quant à la mise en vigueur de la loi du 17 fructidor qui éloignait Hésine de Vendôme pendant la durée du procès de Babeuf et de ses coaccusés. Le 20 fructidor donc, peu avant six heures du soir, le fils adoptif du concierge de la maison de justice « porteur de différents paquets et correspondance fut surpris prêt à entrer dans la maison du citoyen Chevé occupée par les citoyens et citoyennes dont les noms suivent, Pierre Nicolas Hésine, femme Babeuf, femme Vadier, femme Laignelot ». Nous savons que la maison de Chevé, sise au faubourg Chartrain, était voisine de celle d'Hésine. Parmi les documents saisis figuraient une lettre de Buonarroti en italien, un extrait de procédure criminelle, une romance dite de Joseph le Bon. D'après l'interrogatoire du jeune homme, il résultait que « c'était la seconde fois qu'il portait ainsi des paquets de papier, à lui donnés, par Buonarroti, à son épouse ».

Les deux premiers numéros du journal d'Hésine ainsi que le supplément au n° premier parurent respectivement les 20 et 23 fructidor. Celui du 23 contient le texte du premier déclinatoire des accusés ce qui implique que les accusés avaient trouvé le moyen de communiquer avec l'extérieur et singulièrement avec le rédacteur du journal de la Haute-Cour de Justice. Dans son premier n° du 20 fructidor, Hésine signalait « qu'un projet d'arrêté qu'on attribuait à l'adminis-

tration municipale de Vendôme avait agité les esprits. Il tendait, disait-on, à expulser de la commune les désarmés, les destitués et en général tous les citoyens suspects de terrorisme. L'agitation s'était propagée lorsqu'on avait assuré que deux membres de l'administration centrale et le commissaire du Directoire (le citoyen Lefèvre qui remplaçait l'ex-conventionnel Venaille révoqué le 9 messidor) avaient adhéré à cette mesure et l'avaient proposée au Directoire comme l'objet d'un message au Corps législatif ; mais on n'a pas sur cet objet de données certaines ». L'information ne manquait pas de sérieux puisque, le lendemain 21, le texte de la loi du 17 fructidor contenant des mesures pour assurer la tranquillité à Vendôme parvenait à Blois, était immédiatement enregistré et transmis, le même jour, au commissaire du directoire vendomois par une ordonnance. L'article premier de la loi du 17 fructidor stipulait que « tout individu qui, ayant été condamné ou mis en état d'arrestation, n'aurait recouvré sa liberté que, par l'effet de l'amnistie, tout ex-fonctionnaire public destitué ou licencié dont le domicile n'était pas établi dans la commune de Vendôme avant la mise en activité de la constitution, seront tenus de sortir de ladite commune, dans trois fois 24 heures, du jour de la publicité de la présente, et de se tenir à 10 lieues au moins de distance de cette commune pendant la durée de la session de la Haute-Cour et les 10 jours qui la suivront ». La loi ayant été publiée le 21 au chef-lieu et le même jour à Vendôme « aussitôt que les 72 heures ont été expirées, j'ai requis, écrit le commissaire du Directoire vendomois, son exécution contre le citoyen Hésine nominativement mais, dès le matin, il était parti pour Blois. L'un des agents du commissaire envoyé par le ministre de la police générale en cette commune était à la piste du citoyen Hésine et je suis instruit qu'il l'a suivi jusqu'à Pontlevoy ».

Ainsi se terminait, le 25 fructidor au matin (11 septembre 1796), le premier séjour d'Hésine à Vendôme. On conviendra avec nous qu'il y manifesta une activité peu commune.

UN PRIEURÉ DE MARMOUTIER

SAINT-NICOLAS DE VILLEBERFOL

par l'abbé LECOQ

INTRODUCTION

Lorsque venant de Blois par la R.N. 824, vous prenez la R.D. 69, très vite vous arrivez au vallon de la Cisse et face à vous, sur l'autre rive, vous apercevez, se détachant sur un fond de ciel, le hameau de Villeberfol. Il est blotti dans un léger plissement de terrain, près d'une fontaine et groupé autour de la chapelle dont le toit se détache encore des autres et atteste ainsi que pendant de nombreux siècles, ce lieu fut un havre de paix et de prière.

Dépendant de la commune de Conan, ce petit village aux abords si nets compte actuellement environ 25 personnes réparties en six foyers, alors qu'au XIX^e siècle, on dénombrait plus de 80 habitants. Cet exode fut causé surtout par le phylloxéra qui, à la fin du siècle dernier, détruisit bien des vignobles. Il ne restait plus que les bois et les marais, mais aucun d'eux n'était d'un grand rapport. On essaya bien d'acclimater la truffe mais ce fut en vain. Alors on arracha le plus de bois possible que l'on remplaça par les céréales.

Dès l'époque préhistorique ce lieu, comme toute la vallée de la Cisse, fut très peuplé. L'attestent les outils en pierre taillée et polie trouvés à Bergeriou. Mais Villeberfol doit son nom à un riche propriétaire « Berfodius » qui probablement au III^e ou IV^e siècle, possédait une « villa » en cet endroit.

Au XIX^e siècle au lieu dit « Végniel » ou « Véniel », près de l'étang de Villeberfol, on a découvert des soubassements d'habitations qui pouvaient dater de cette lointaine époque. Quoiqu'il en soit Villeberfol ne sort de l'ombre que vers l'an 1000, époque à laquelle il devint propriété des moines de Marmoutier de Tours.

Dans les pages qui suivent nous allons parcourir rapidement l'histoire de ce prieuré bénédictin, entre 1045 et 1790; puis nous terminerons par une description sommaire du prieuré en son état actuel.

I
DES ORIGINES A LA COMMENDE
1045 ~ 1499

Les Comtes de Blois

- Guillaume † 834
- Eudes † 865
- Robert le Fort † 867
- Robert (Roi de France) † 923
- Thibault 1er le Tricheur. Ep. Leutgarde † 978
- Eudes 1er. Ep. Berthe de Bourgogne † 996
- Thibault II † 1004
- Eudes II † 1037
- Thibault III. Ep. Ermengarde † 1089
- Henri-Etienne. Ep. Adèle † 1102
- Thibault IV † 1151
- Thibault V. Ep. Alix † 1191
- Louis 1er † 1024
- Thibault VI † 1218
- Marguerite
- Marie d'Avesnes. Ep. Hugues 1er de Chatillon † 1241
- Jean 1er de Chatillon. Ep. Alix † 1280
- Jeanne Ep. Pierre de France (Fils de St-Louis)
- Hugues II de Chatillon † 1037
- Guy de Chatillon. Ep. Marguerite de Valois † 1342
- Louis 1er de Chatillon † 1346
- Louis II de Chatillon † 1372
- Jean II de Chatillon † 1381
- Guy II de Chatillon (vend le comté en 1391).

Prieurs réguliers de Villeberfol

1045 — Yves
— Eudes
1080 — Robert Pile-Vilain
1097 — Raoul
1097 — Garnier
1100 — Haton
1122 — Geoffroy

1262 — Jean
1324 — Pierre Berteau
1350 — Simon
1358 — Hugues de Bréhémont
1396 — Pierre Pollu
1405 — Mathieu Liger ou Ligier
1410 — Macé Ligier
1445 — Pierre Robin
1485 — Jacques de Marsenac
1494 — Antoine de Marsenac

LA FONDATION

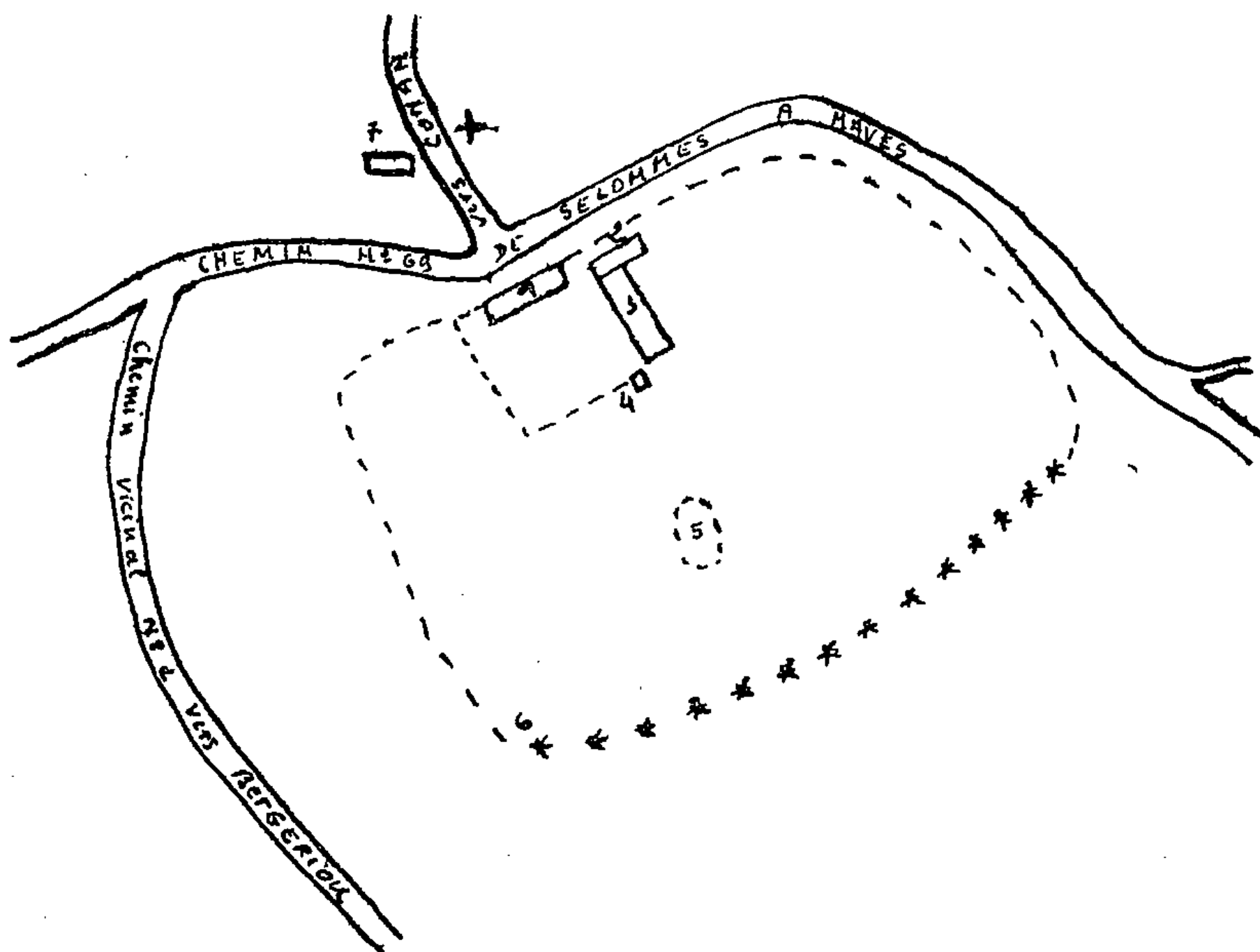
En ce temps de la féodalité cette région était sous la mouvance du comte Thibaut III de Blois (1037-1089). Celui-ci l'avait confiée à Ganelon II de Montigny (1050-1073), petit-fils de Ganelon « vicarius » de Tours avant l'an 1000. Ganelon II avait rétrocédé la terre à Yves de Courville et les droits de la dîme et de sépulture à Pierre de Montigny, fils de Gradulphe. (Pierre de Montigny et son frère Guy ne furent pas seigneurs de Montigny-le-Ganelon, près de Cloyes. On ne les trouve pas non plus parmi les seigneurs de Viévy-le-Rayé, ni de Fréteval. Ils furent très probablement seigneurs de Montigny-Couvert-de-Fer sur Saint-Léonard. « Ce château, dit Bordas, a été possédé depuis au moins le XII^e siècle par une branche de la maison de Montigny de Dunois et a été porté en 1508 dans celle de Beauxoncles par le mariage de Charlotte de Montigny avec Pierre de Beauxoncles).

Yves de Courville ne garda pas cette terre et la confia à Nivelon I (980-1050) de Fréteval, fils de Guérin-sans-barbe. Quant à Pierre de Montigny il donna son droit de sépulture à Fourcroi de Vendôme (1), fils de Goscelin le Bâtard et qui était gros propriétaire dans la région.

Voici rapidement présentés les personnages grâce auxquels va naître le prieuré Saint-Nicolas de Villeberfol. Pour comprendre leur attitude précisons que nous sommes à une époque où se développe considérablement le monachisme et plus particulièrement dans notre région l'abbaye bénédictine de Marmoutier, près de Tours, fondée par Saint-Martin, détruite par les barbares et rebâtie avec l'aide importante du Comte de Blois Eudes 1^{er} † 996. Cette abbaye aura dans le Blésois, le Dunois et le Vendomois (dans la partie de ceux-ci qui se trouve actuellement dans le Loir-et-Cher) treize prieurés fondés entre le XI^e et le XIII^e siècle. En voici le détail : en Blésois : Chambon, Chouzy, Orchaise, Mesland et Villeberfol. En Dunois : Morée, Fréteval et Chauvigny. En Vendomois : Lavardin, Saint-Mars-les-Vendôme, Trôo, Lancé, Pray. Ces prieurés formaient de petites filiales des abbayes mères. Ils étaient d'abord des centres d'exploitation économique qui, parfois, devenaient des petites communautés monastiques organisées.

Ils furent fondés soit par suite d'une importante donation surtout de forêts à défricher (Fréteval et Orchaise) ou de

(1) Ou Fulcrade de Vendôme, fils de Goscelin le Bâtard. Cf. Mabilie 115 et 174. — De Tremault Cart. de Marmoutier 29-33.69.90.



1. — Le logis
2. — La chapelle
3. — La grange aux Dîmes
4. — La fontaine
5. — Le vivier
6. — Le mur de clôture
7. — Métairie de la Croix

Fondations retrouvées x x x x x

Fondations supposées - - - - -

marais et de taillis (Villeberfol) ; soit par suite de petites donations dont le groupement suffisait à l'entretien d'un prieur et de quelques moines (Lancé, Chambon) ; soit sur le désir d'un seigneur (ce fut le cas de Morée, fondé à la demande d'Eudes II Comte de Blois) ; soit enfin par la transformation d'une collégiale ou d'un autre établissement en prieuré (Fontaine Géliard, Château-du-Loir).

Mais revenons à Villeberfol : Nivelon de Fréteval vers 1045 donne ses terres « sises au pagus de Vendôme » aux moines de Marmoutier avec l'accord de trois suzerains : Yves de Courville, Ganelon II de Montigny et Thibaut III de Blois. « Il le fait, dit-il, pour le repos de son âme et celui de l'âme de ses parents ». (Au temps de Charles le Chauve, Villeberfol était du « pagus » de Vendôme mais au XI^e siècle cet endroit avait pour suzerain le Comte de Blois. Villeberfol est aussi placé par Bordas en Dunois. Etant situé à la frontière de ces trois comtés il a appartenu tantôt à l'un, tantôt à l'autre. Nous en reparlerons plus loin. Il est probable que Villeberfol fut du Vendomois avec les villages voisins de Rhodon et de Champigny mais Conan, paroisse sur lequel il se trouvait resta du Dunois et du Blésois). La donation faite, l'Abbé de Marmoutier envoie un moine ayant la charge de prévôt, c'est-à-dire d'administrateur, du nom de Yves. (Souvent au XI^e siècle prévôt et prieur expriment la même réalité). Cependant un gros souci subsistait : c'était celui d'acquérir les droits que possédaient Fourcroi de Vendôme et Pierre de Montigny sous peine d'avoir un prieuré peu rentable.

Vers 1050 avec l'accord de Pierre de Montigny et de Ganelon II (1032-1064) Fourcroi donne son droit de sépulture. L'abbé de Marmoutier, Albert, par reconnaissance lui fait alors donner 55 sous (le sou était la vingtième partie de la livre tournois ; à la Révolution le sou deviendra la vingtième partie du franc), à condition qu'il serait permis à ses religieux de bâtir une église à Villeberfol, ce qu'il accorda avec le consentement de Pierre de Montigny. Réserve fut faite cependant que les habitants de Villeberfol reçoivent le baptême en l'église de Conan et qu'ils s'y rendent avec les offrandes (c'est-à-dire un pain et un cierge) aux fêtes de Noël, Pâques, les Rogations, du saint patron de l'église, mais ce dernier jour sans offrande. Enfin qu'après leur décès ils soient transportés à l'église de Conan pour être ensevelis par le prêtre et par un religieux.

Eudes succède à Yves pour gérer le prieuré. Peut-être est-ce lui qui, grâce à la concession accordée vers 1058 par Pierre de Montigny, fit construire la chapelle en bois pour

recevoir les habitants et bientôt les moines. Vers 1080 ceux-ci seront trois avec à leur tête un prieur : Robert Pile-Vilain. Le prieur était nommé par le Père Abbé de Marmoutier. Il était à la fois le chef religieux et le régisseur du prieuré. En tant que chef religieux il veillait à ce que les moines ne sortent pas du prieuré, à ce qu'ils se confessent régulièrement à lui, qu'ils célèbrent les offices et notamment la sainte messe (que chaque moine disait tous les quatre jours au moins). Quant à lui il devait se confesser à un autre prieur et devait dire la messe au moins tous les sept jours.

En tant que régisseur il exerçait les fonctions d'un seigneur foncier. Il devait faire en sorte de tirer le plus de profit possible des terres qui lui étaient confiées. Certaines étaient éloignées et une charte du prieuré de Villeberfol, dit Mlle Gantier, permet de penser que le prieur se rendait de temps en temps dans les diverses dépendances de son obédience. Il agrandissait le domaine du prieuré, défendait les droits de son abbaye et rendait la justice selon les pouvoirs reçus du suzerain du lieu. Tous les ans il se rendait à l'abbaye-mère pour rendre compte de sa gestion temporelle et spirituelle.

Vers 1066 le prévôt Eudes reçut la dîme qu'avait à Villeberfol Pierre de Montigny. Celui-ci le fit en considération des services que Albert religieux de Marmoutier et excellent médecin avait rendus à son frère Guy de Montigny. Quant à Robert Pile-Vilain c'est lui qui, très probablement, reçut la plus grosse part des terres de Rhodon (Yves restant prévôt) entre 1073 et 1084.

Voici l'origine de ces terres : Agnès de la Tour, femme de Gilduin de Maillé, avait donné à l'occasion de la mort de son fils Gausbert, tout ce qu'elle possédait sur Rhodon sauf un fief appelé « le fief des chevaliers ». Cette donation fut remise en cause par Jérémie de la Tour, fils de Foucher de la Tour et seigneur de Lisle, mais les moines le firent renoncer à ses prétentions et, pour cela il reçut 20 sous et sa femme Helvise 10 sous. Vers 1050 Mathieu, fils de Grippon, donnait le quart des revenus de l'église de Rhodon mais ce quart avait été engagé par le frère du donateur à un chevalier appelé Mord-Lamproie. Le prieur de Villeberfol racheta ce gage pour 50 sous. Ce même Mathieu vendait aux moines sa terre de Villegrimont moyennant un beau palefroi. Vers 1080 Hugues, vicomte de Châteaudun et Geoffroy, son frère, firent don de la part de l'église de Rhodon qu'ils possédaient. Dons de terres aussi de Renaud et de Robert de Saint-Denis et d'Haimeri le poitevin. Enfin Hugues III de Châteaudun et Sulpice de Chaumont abandonnaient leurs droits de suzeraineté.

Au cours de toutes ces années les moines recevront encore beaucoup de dons : soit que les donateurs veuillent assurer leur repos éternel, soit par reconnaissance. En voici quelques-uns :

Robert de Villeneuve vers 1060 donne une terre considérable sur Bergeriou. Il le fait avec l'assentiment de Thibaut III de Blois. L'acte fut signé à Mont-Folet (sur Viévy-le-Rayé).

Geoffroy de Conan à la même époque donna 8 arpents de terre situés à Bergeriou. (L'arpent = 60 ares, mesure de Blois).

Robert de Moncontour et Foucher de la Tour, son neveu, en 1061, font cession de leurs droits sur la terre de Villeberfol (2).

Chrétien de la Cité vend sa terre de Bergeriou aux moines et Gausbert de Langey renonce à ses droits sur ladite terre.

Hilgot de Villeberfol abandonne sa dîme de Villeberfol.

Girard de Beaugency vers 1064 donne le moulin de « Buxeto » très probablement de Bergeriou. (En 1133 Aremburge dame de Conan et Martin vendront aux moines l'étang situé près de ce moulin).

Entre 1032 et 1064 Rothon, fils de Roger le Riche donne une partie de ses alleux (biens héréditaires) sur Villemalard (Marolles). Une autre partie sera donnée par Eudes le Roux et par son frère Raynaud entre 1050 et 1084.

A la même époque Girbert, chevalier donne ses terres à Villetard. En 1100 ce même Girbert donnera ses terres de Marolles.

Eudes Betuin vers 1080 donne ses terres de « Molons » (Haut et Bas-Moron actuel) et des terres sur Rhodon.

Ebrard du Puiset avant son départ pour Jérusalem donne une maison sise à Blois, une vigne à Saint-Victor et des terres à Marolles et à Périgny vers 1095.

Hugues Guernonat, ancien prévôt de Blois, en 1096, lui aussi, avant de partir pour Jérusalem, abandonne ses droits sur Rhodon, Bergeriou, et Villetroche sur Maves. (Le prévôt était un fonctionnaire placé par le roi ou par un seigneur à la tête d'une circonscription pour défendre leur domaine,

(2) Robert de Montcontour, seigneur de Coulommiers, venait du Poitou. Il eut un fils : Bertan. Il amena avec lui son frère Roger de la Tour qui épousa Adèle, fille de Foucher le Riche et eut pour fils Foucher de la Tour. Les uns comme les autres firent de nombreux dons aux abbayes. Quant à Foucher de la Tour il comptait à l'époque parmi les principaux personnages du Vendomois.

pour rendre la justice et investi d'attributions administratives, militaires et financières).

1097 — Aucher, maire de Villetard (3), donne la mairie et ses tenures (dépendances). Il se reconnaît serf de Marmoutier.

1098 — Ode, femme de Guérin donne une part de ses biens et vend l'autre, qu'elle possède à Villetard, aux moines de Villeberfol.

Garnier abandonne ses droits en 1097 bien que contestant la donation faite par son père.

Bouchard en 1098 consent à la donation faite par Mathieu, son père, au prieuré de Villeberfol.

Le prieuré est constitué dans son ensemble. Les moines peuvent travailler en paix et avec profit. A Villeberfol ils cultivent surtout la vigne, comme dans bien des prieurés. Mlle Gantier explique que c'est pour trois raisons : à cette époque et jusqu'au XIII^e siècle on communiait sous les deux espèces, le vin servait facilement de monnaie d'échange et enfin on offrait du vin aux hôtes. L'hospitalité était l'une des grandes activités des moines et la plus onéreuse.

QUERELLES ET PROCES

Les jaloux, les querelleurs ne manqueront pas et ainsi les moines vont se trouver affrontés à des difficultés de tous ordres : grandes perturbations pour leur vie monacale.

Vers 1105 un certain Martin Tirol, homme très pauvre entreprit de faire aux religieux tout le mal qu'il pourrait dans le seul but de nuire au couvent contre lequel il estimait avoir des droits de vengeance. Un jour que le prieur Haton revenait de la campagne Tirol se présenta devant lui, le jeta à bas de sa monture lui prit ses chevaux, l'obligea à marcher à pied et le traîna jusqu'au prieuré. Là ce forcené mit le feu à une partie des lieux réguliers qui furent anéantis. Mais par la suite le remords le saisit et pour montrer la sincérité de son repentir il alla à Marmoutier et s'y présenta pieds nus. On le reçut avec la plus grande charité. Il fit amende honorable devant l'abbé Bernard lui-même et se réconcilia avec les religieux qu'il avait molestés tant qu'il avait pu.

A la même époque, 1104, mais d'une façon plus courtoise, il y eut plaidoyer devant la comtesse de Blois, Adèle et aussi devant Raoul de Beaugency, à propos de la terre de « Jamba »

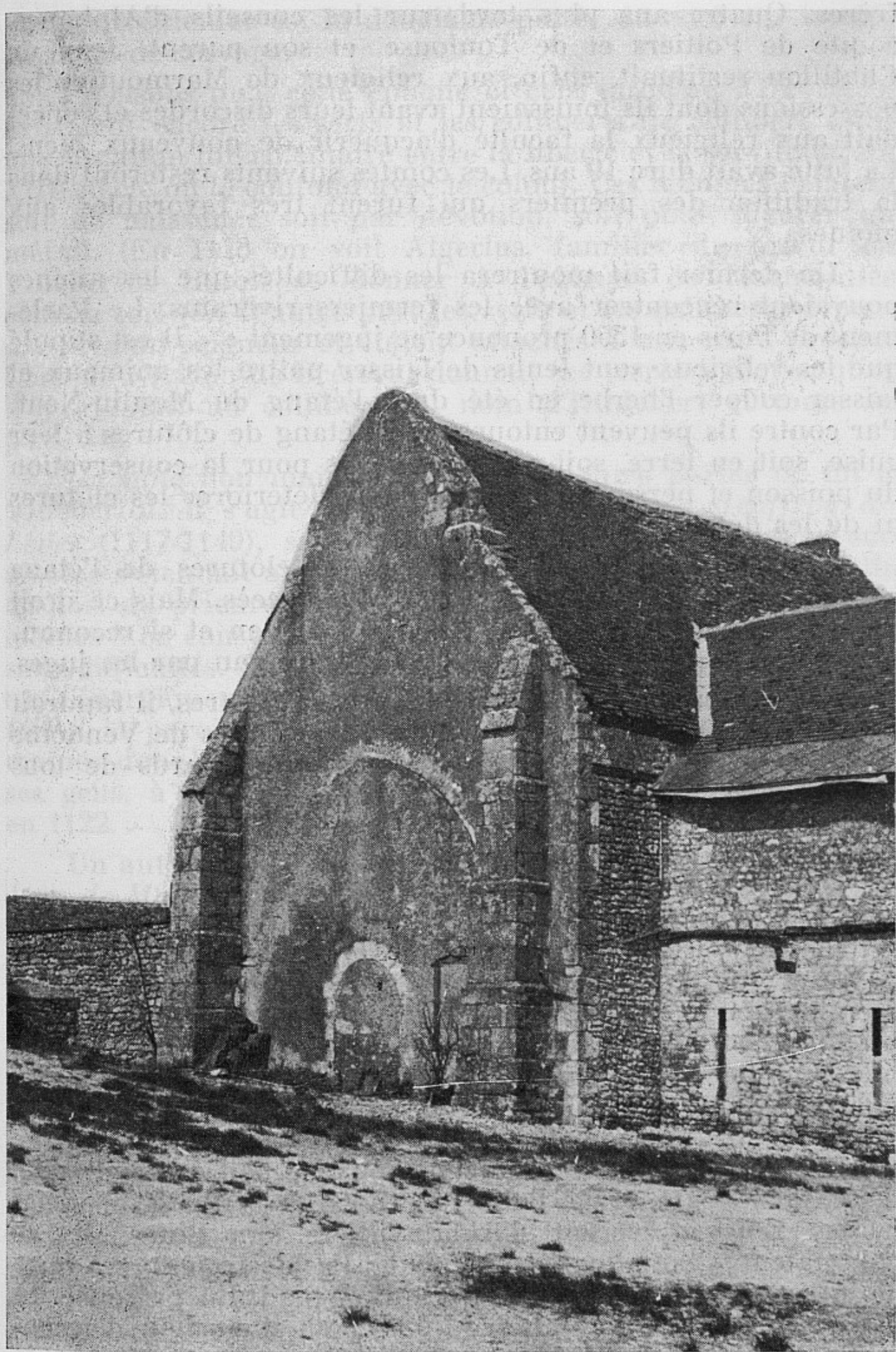
(3) Une mairie : fief de basse justice.

(Ville-jambon sur Villerbon). Girard de Conan et Borel, son frère, l'avaient fait saisir. Le prieur Hilgot mit tant d'ardeur à défendre sa cause qu'il finit par obtenir justice mais, dit l'abbé Grignon, après plusieurs succès marqués.

Plus tard en 1181, probablement sous le prieur Geoffroy, une contestation s'éleva entre les moines et Payen de Frouville (Frouville : ancien château sur Oucques. Cette famille était unie à celle de Fréteval). C'était au sujet des terres de Villeberfol, de Sermaises et de Pontijou sur Maves. Payen abandonna ses droits mais le comte Thibault IV de Blois obligea les moines à payer 10 sous à Payen, 20 sous à son frère Robert et 10 à un autre frère.

Les comtes de Blois avaient un droit de gîte et de procuration sur tout leur territoire. Par ce droit le suzerain pouvait venir avec sa suite et exiger gîte et nourriture pour les hommes et pour les bêtes. Ce droit comme on le devine était très onéreux. Aussi en 1202 Louis 1er Comte de Blois, avant de partir pour Jérusalem, l'avait aboli. En 1218 Thibault VI, son successeur y avait également renoncé, ainsi que Marguerite en 1220 ; mais lorsque les « Chatillon » arrivèrent au comté de Blois ils voulurent remettre en vigueur ce droit. En 1237 Hugues 1er de Chatillon vint à Marmoutier avec toute son armée pour obliger les moines à le recevoir. Ceux-ci ayant refusé énergiquement on brisa les portes du couvent et l'on commit quantité de dégâts. Une garnison resta dans le monastère en représailles. L'abbé de Marmoutier qui était alors Geoffroy de Conan fut fait prisonnier et incarcéré au château de Guise en Champagne. (Geoffroy de Conan naquit près de Villeberfol, probablement à Végniel (4), sur les bords de la Cisse à la fin du XII^e siècle et fut abbé de Marmoutier de 1236 à 1262). Les représailles atteignirent également les prieurés dans le Blésois. Les moines en furent expulsés et ne pouvaient plus recevoir de legs, ni acquérir de nouveaux biens. Aussi le 5 mars 1252, l'évêque de Meaux fut-il chargé par le Cardinal Pierre de Bar (moine cistercien né à Soissons, prieur de Clairvaux, abbé de Mores, près de Langres et d'Igny près de Paris, cardinal en 1244 et évêque de Sabine, Italie, en 1251) d'avertir le comte de Blois Jean de Chatillon, fils de Hugues 1er mort en 1241, de payer aux religieux de Marmoutier 20 livres tournois en réparation des violences et injures commises entre lesdits religieux par le dit comte et par son père, d'excommunier ses frères Guy et Gaucher et de citer devant le cardinal le comte de Blois et ses deux

(4) Ou les Végnelles.



Façade de la chapelle (XII^e siècle)

frères. Quatre ans plus tard, sur les conseils d'Alphonse, comte de Poitiers et de Toulouse, et son parent, Jean de Chatillon restituait, enfin, aux religieux de Marmoutier les possessions dont ils jouissaient avant leurs discordes et concédait aux religieux la faculté d'acquérir de nouveaux biens. La lutte avait duré 19 ans. Les comtes suivants resteront dans la tradition des premiers qui furent très favorables aux moines.

Un dernier fait montrera les difficultés que les moines pouvaient rencontrer avec les fermiers riverains. Le Parlement de Paris en 1350 prononce ce jugement : « Il est stipulé que les religieux sont tenus de laisser paître les animaux et laisser couper l'herbe en été dans l'étang du Moulin-Neuf. Par contre ils peuvent entourer ledit étang de clôtures à leur guise, soit en terre, soit en broussailles pour la conservation du poisson et personne n'a le droit de détériorer les clôtures ni de les détruire ».

Certains avaient dû détériorer les clôtures de l'étang aussi les moines en avaient-ils interdit l'accès. Mais ce droit de « pâture » et de « glane » était si ancien et si reconnu, (il l'est encore de nos jours) qu'il fut maintenu par les juges.

A ces procès, à ces querelles, à ces séquestres, il faudrait ajouter les déprédations des troupes des comtes de Vendôme et de Blois, ainsi que des Anglais et des pillards de tous genres qui sillonnaient nos campagnes.

LES FAITS MEMORABLES

Mais pour toujours mieux connaître la vie des moines à Villeberfol, ouvrons le dossier des faits que l'on pourrait qualifier un peu pompeusement de « mémorables ». Le premier que nous trouvons relate le *passage de l'abbé de Marmoutier* Bernard (5) vers 1099. Était-ce pour une inspection détaillée, c'est probable. Notons que c'est la première fois, depuis plus de 40 ans qu'existait ce prieuré, que mention est faite du passage d'un abbé de Marmoutier. Cela ne signifie pas cependant qu'aucun d'eux ne soit jamais passé. Pendant le séjour de l'abbé Bernard à Villeberfol deux jeunes gens arrivèrent d'Ablainvilliers sur Binas. Ils se nommaient Clamalioc et Isembar. Ils désiraient se faire moines et étaient venus de chez eux à pied. En présence du prieur Garnier, l'abbé Bernard les accepta et en signe d'acceptation les fit mettre à genoux devant lui et leur mit quatre

(5) Abbé de Marmoutier de 1084 à 1100.

deniers (le denier est la douzième partie du sou) sur la tête en signe de servage.

Précisons qu'à cette époque et cela jusqu'au XIII^e siècle existaient encore les serfs et les colliberts (le collibert avait une situation intermédiaire entre la liberté et la servitude. Au XIII^e siècle on le confond avec le colon). Ces hommes l'étaient soit de naissance soit par dévotion, soit pour réparer un méfait. (En 1113 on voit Algerius, familier du prieur de Villeberfol Haton se donner à l'abbaye de Marmoutier comme serf (6). D'autre part les serfs et les colliberts dépendaient d'un seigneur et étaient attachés à une terre précise. Lorsque Nivelon de Fréteval donnait ses terres à Marmoutier il y ajoutait un collibert du nom d'Hildebert et toute sa postérité.

Un hôte non moins illustre allait faire parler de lui à Villeberfol. Il s'agit de *l'évêque de Chartres, Geoffroy de Lèves* (1117-1149), sans doute en visite canonique car son diocèse s'étendait alors jusqu'à la Loire. Il trouva la chapelle de bois du prieuré en si misérable état qu'il encouragea les moines à en construire une autre en pierre. Cela ne se fit pas sans difficultés. En effet le chevalier Joscelin de Conan protesta énergiquement alléguant que cette chapelle causerait du tort à la paroisse de Conan. On arriva à un accord et les moines donnèrent 13 livres à Joscelin ce qui l'amena, lui et ses gens, à cesser toutes tracasseries contre eux. On était en 1122.

Un autre abbé de Marmoutier allait venir à Villeberfol : *Jean de Mauléon, abbé de Marmoutier de 1312 à 1330* année où il démissionna, avait décidé de visiter toutes les possessions de sa vaste abbaye. Il passa deux jours au prieuré de Villeberfol les 19 et 20 mai 1325. A ce moment il y avait encore à Villeberfol trois moines : le prieur Pierre Berteau et ses compagnons Pierre Lion et Pierre Regnard. Les terres et les vignes furent trouvées bien entretenues. Le prieuré fut jugé en paix et ayant de quoi se suffire jusqu'à la prochaine récolte. (On ne gardait un prieuré que s'il pouvait se suffire. On attendait aussi de lui une aide précise, chaque année, pour l'abbaye-mère. De plus il fallait prévoir les biens nécessaires à l'hospitalité, activité très grande dans les monastères). Dans les années 1520-1556-1626 les redevances du prieuré de Villeberfol s'établissaient comme suit : « Le prieuré devait avoir deux moines. Il ne devait rien à l'abbé de Marmoutier pour la mense mais il était tenu à fournir

(6) Et Aucher de Villetard en 1097.

l'hospitalité à ceux qui venaient au Chapitre Général (rencontre de tous les supérieurs de l'ordre (7)).

On peut alors se demander de quels revenus pouvait bénéficier un prieuré ? Il y avait le rapport de la culture faite (la vigne à Villeberfol) puis des droits de justice, des banalités (moulin de Bergeriou), des dîmes, des droits seigneuriaux et des revenus divers par exemple de prévôté (prevôté de Rhodon).

Enfin le 13 août 1352 le frère Simon (prieur de Villeberfol) d'une part et le comte de Vendôme Bouchard VI (1315-1353) d'autre part signaient un accord au sujet du droit de justice. Ce droit relevait du suzerain, en l'occurrence, du comte de Blois et souvent les seigneurs accordaient aux moines ce droit sur le territoire qu'ils occupaient. En 1293 Hugues II de Chatillon avait consenti le droit de justice de 7 sols 6 deniers et au-dessous dans l'étendue des prieurés de Marmoutier en Blésois. Or à la suite des accords intervenus entre les comtes de Vendôme et de Blois en 1329, Villeberfol tout en restant du Blésois allait au point de vue de la justice relever du bailliage de Vendôme. (Sans doute à cause des nombreuses terres que le prieuré possédait sur Rhodon). Aussi les religieux se préoccupèrent-ils de garder et défendre les droits reçus des comtes de Blois. Voici la teneur de cet accord : « Bouchard VI s'engage à respecter les privilèges octroyés précédemment aux religieux et à leurs sujets par le Roi de France et par les Comtes de Blois. Il établira un siège de justice dans la seigneurie de la rue du cimetière à Coulommiers et les sujets des religieux, dans les territoires nouvellement baillés au dit comte, seront justiciez, rollez et gouvernez en ce lieu et siège de la rue du cimetière. Le comte de Vendôme sera tenu à mettre en la dite justice un avoué qui y résidera, sans avoir la connaissance des causes et qui devra signifier au juge du comte de Vendôme de se rendre à Coulommiers et toutes fois que mestier sera pour ouïr les requêtes des sujets de Marmoutier. Il y aura au dit lieu un sergent commun nommé par les religieux et par le comte de Vendôme. Le dit comte devra faire juger les sujets de Marmoutier en la rue du cimetière, selon les usages et coutumes du Blésois et les appels se feront au bailliage d'Orléans. Pour le moment le comte de Vendôme ne pourra exiger des dits religieux et de leurs familiers aucune taille ou imposition sans leur consentement et leur volonté ».

(7) Il devait 28 sous aux officiers monastiques (moines chargés d'une mission spéciale), 6 septiers de seigle pour l'aumône (6 septiers : quantité suffisante pour semer 6 arpents) et 10 livres pour la dîme.

Notons qu'au point de vue religieux Villeberfol restait attaché à la paroisse de Conan — doyenné de Champigny — archidiaconé de Vendôme. En 1698 du diocèse de Chartres il passera au diocèse de Blois. En 1801 la paroisse de Conan était rattachée au doyenné de Marchenoir, archidiaconé de Blois.

Au plan civil, en 1801, Rhodon était au canton de Selommes et Conan au canton de Marchenoir.

GESTION DU PRIEURÉ de 1262 à 1499

Nous ne pouvons clôturer cette rapide rétrospective sans mentionner quelques actes administratifs (accords, baux, rentes etc...) établis par les prieurs successifs. Ces actes nous permettent de connaître au moins le nom de quelques prieurs et de nous initier aux coutumes de ce temps-là.

En 1262 *Jean* est prieur. Cette année-là l'évêque de Chartres, Pierre de Muicy (1260-1275) et l'archidiacre de Vendôme confirmèrent une transaction par laquelle Jean, prieur de Villeberfol, permettait au recteur de l'église de Rhodon de tenir en main-morte des terres sises au lieu Rhodon en la censive du prieuré de Villeberfol à la charge de payer à chaque mutation de curé 40 sols tournois (8).

En 1268 le même prieur recevait du prévôt de Rhodon les droits de cette prévôté. Il réunissait toutes les terres appartenant aux moines en une seule métairie appelée « Le Prieuré ».

Il rachetait la dîme du Champ Noir, sur Villeneuve-Frouville, due par le prieur de Villeberfol, et reconnaissait la rente de 6 muids de blé, dus pour la Vacherie aux religieux de Bourgmoyen de Blois (9). Vers 1324 lui succède *Pierre Berteau*. Il reçut en bail, de l'Abbé de Marmoutier, le manoir de Sermaizes, sur Maves, avec ses dépendances. Il était stipulé que le prieur n'était tenu à aucune réparation de la maison, laquelle était située entre les greniers et la chapelle et que s'il arrivait que le comte de Blois vint à ce manoir pour y dîner ou autrement, ledit prieur, ne serait pas tenu de le recevoir à ses dépens, mais au compte de Marmoutier.

En 1325 Berteau recevait l'envoyé de l'évêque de Chartres, Jean de Mauléon (10). En 1328 il recevait de Gilet Daudin

(8) Main-morte : droit dont jouissaient les seigneurs et en vertu duquel les serfs étaient privés du droit de disposer par testament des immeubles ou héritages qu'ils avaient reçus de leur seigneur et obligés de les lui laisser à leur décès.

(9) Le muid d'Oucques faisait 793 litres.

(10) Nous en avons déjà parlé.

de Boisseau la sixième partie d'un pré sis à Rhodon pour 4 livres 10 sols.

En 1339 il reconnaissait, avec ses supérieurs, la juridiction du Comte de Blois pour les prieurés du Blésois.

Avant 1350 le prieur de Villeberfol est *Simon*. Nous en avons parlé au sujet des procès qu'il engagea et de l'accord de juridiction qu'il signa avec le Comte de Vendôme en 1352. Nous avons de lui une transaction faite avec Jean Thierry au sujet des estagers de Villeberfol. (Estagers : gens qui allaient à la ville pour y étaler et vendre leurs marchandises). Ceux-ci devaient payer une rente à Thierry mais en compensation il était tenu de les défendre des péages aux jours de marchés et de foires tenus dans le comté de Vendôme.

Hugues de Bréhémont (1358-1392 ?) est d'abord connu comme prieur d'Orchaise. Puis il passe à Villeberfol. Il ne semble pas qu'en venant ici il ait gardé Orchaise mais cela se produira plusieurs fois au XVI^e siècle. En 1358 il est témoin d'un acte par lequel il appert que les religieux de Saint-Laumer de Blois ayant saisi trois pains cuits dans le four de la Graineterie de Blois les rendirent et reconnurent leur faute et confessèrent que sans droit et injustement ils avaient agi ainsi. Tel est pris qui croyait prendre !

La Graineterie de Marmoutier était située entre le pont et Saint-Laumer au bord de la Loire. Tous les grains des prieurés de Mesland, Chouzy, Chambon, Orchaise et Villeberfol étaient rassemblés là et expédiés par bateau sur Marmoutier. La proche abbaye de Saint-Laumer ne pouvait que porter un regard d'envie sur cette graineterie, d'où les petits différends que nous connaissons.

Pierre Pollu, prieur de Villeberfol, fut probablement signataire de la transaction renouvelée de 1339 entre le comte de Blois Guy II de Chatillon et les prieurs des prieurés du Blésois pour Marmoutier, en 1393. Il était stipulé que les religieux, leurs familiers, domestiques et commensaux pourront prendre la garde du Roy ou celle de Monsieur le Comte de Blois à leur option (N'oublions pas que le Comté de Blois fut vendu et rattaché à la couronne en 1391) et quant aux estagiers et sujets sur l'étendue de leurs prieurés ils prendront la garde du dit Comte seul quand besoin sera.

Dès 1405 le nouveau prieur est *Mathieu Liger* ou Ligier. (Ligier est un nom connu dans la région. Deux autres prieurs

porteront ce nom : Macé Ligier 1410, et François Ligier ou Léger 1499. On trouve aussi Pierre Ligier, escuyer à Cour-Cheverny XV^e siècle, René Ligier notaire en la cour de Villedieu XVI^e siècle). Mathieu Liger fait bail en 1409 de la métairie du Mesnil à Averdon et conclut un accord avec les habitants de Villetard (Maves) au sujet de la banalité du moulin à eau de Bergeriou (Conan). Ceux-là s'obligeaient à payer pour ce droit de banalité trois deniers seulement de cens chaque année. (A un moulin banal tous les paysans de la contrée étaient tenus de venir faire moudre leur grain).

Macé Ligier, prieur de Villeberfol en 1410 acquiert une maison sise près de l'Eglise de Rhodon et une pièce de « fraîches » à Conan pour y « mettre bonne vigne ». C'est lui qui fut témoin de l'acquisition des terres et des revenus de la prévôté de Rhodon par Pierre Fromaget et autres paroissiens de Rhodon et de Conan. « Les acquéreurs promettaient de faire tous les exploits de justice et de sergenterie de la dite prévôté, d'aller quérir les dîmes de Marmoutier dans la paroisse, d'ajourner ceux qui doivent aux moines des corvées, des oublies (droit pour un seigneur de se faire donner par ses vassaux des sortes de pains ronds et plats appelés « oublies »), et des terrages (droit pour un seigneur de prélever du blé ou des légumes sur les produits de la terre), et de recevoir les offrandes des paroissiens aux cinq grandes fêtes, par contre les religieux de Marmoutier seraient tenus d'assurer aux acquéreurs une rente annuelle d'avoine et de froment, de leur payer en chaque saison une corvée et chaque année une oublie de deux setiers d'avoine et de leur abandonner sur les dîmes recueillies une toison, un agneau et un cochon ». Cet accord prouve l'importance des biens des moines dans cette contrée.

En 1445 *Pierre Robin*, prieur de Villeberfol, louait trois arpents de friche à Villebarou, au village de Francillon, Clos Saint-Martin. Les Robin viennent de Touraine. (A noter Etienne Robin, secrétaire de la Duchesse d'Orléans en 1482).

Les « de Marsenac » qui suivent sont issus d'une famille du Languedoc sans que l'on puisse en dire davantage sur leurs liens de parenté. *Jacques de Marsenac* en 1485 loue un arpent de terre à Rhodon. *Antoine de Marsenac* paraît dès 1493. En 1494 il assiste à la transaction entre Louis abbé de la Trinité de Vendôme et les moines de Marmoutier, au sujet des terres de Boisseau appartenant à la Trinité et de Sermaizes appartenant à Marmoutier. Par endroits elles se confondaient, aussi était-il nécessaire de poser des bornes bien visibles. Il fut décidé « que la moitié qui est vers le vent de galerne dans le voisinage du chemin de Vendôme

nous restera (à la Trinité) et sera de notre paroisse de Boisseau, l'autre part qui est vers le vent de sollaire (sud) du côté de Villeberfol et Pontijou restera à Marmoutier ».

En 1495 Antoine de Marcenac fait bail d'une terre à Jean le Huart, dit Phelippeau, prêtre, chapelain de la chapelle Saint-Louis fondée à Chambon. Le même prieur acheta en 1499 une maison à Blois pour le compte des prieurs de Villeberfol en la rue allant des Halles à la porte Clouseaux. Il est le dernier prieur régulier de Villeberfol. Avec lui prenait fin la période la plus florissante de ce prieuré bénédictin.

Les possessions des moines s'étendaient dans la vallée de la Cisse de Pontijou à Averdon. Sur le plateau de Beauce elles se situaient dans les paroisses de Conan, Rhodon, Ville-neuve-Frouville, Boisseau, Maves, la Chapelle-Vendomoise, Averdon, Marolles et Villebarou... (11). Apparemment toutes les conditions étaient remplies pour que dans une pleine harmonie s'unissent le travail et la prière de ces moines défricheurs mais depuis un certain temps déjà un mal très grave se trouvait à la racine : les vocations diminuaient, la vie monastique n'étant plus comprise, et ces richesses allaient être confiées à certains personnages pour les flatter ou pour les récompenser de leurs services. Le régime de la Commende allait retirer tout rayonnement à ces milliers de foyers spirituels répartis ainsi sur tout le sol de notre pays.

(11) Saint-Sulpice et Mer.

II

LES PRIEURS COMMENDATAIRES

1499~1790

Liste des Prieurs Commendataires

I. — NOMMÉS PAR MARMOUTIER

| | |
|-------------|------------------------------|
| 1499 - 1499 | Philibert de Marafin |
| 1499 - 1512 | François Ligier |
| 1512 - ? | Thomas Gabilleau |
| ? - 1548 | Adrien Gauthier |
| 1548 - 1593 | François de Moullins |
| 1593 - 1603 | François de la Rochefoucauld |
| 1603 - 1631 | Jean Roustin |
| 1631 - 1671 | Jean Lemaitre |
| 1671 - 1682 | François Coisnard |
| 1682 - 1727 | Gabriel Bernadet |

II. — NOMMÉS PAR LE ROI

| | |
|-------------|--------------------------|
| 1727 - 1761 | Claude Antoine Bernadet |
| 1761 - 1782 | Michel Dauphin |
| 1782 - 1790 | Jean-Charles de Malartic |

Avec le prieur *Philibert de Marafin* en 1499 notre prieuré de Villeberfol passait sous le régime de la Commende.

« La Commende, dit Daniel Rops, était très ancienne. On peut en retrouver les traces jusque dans Saint Ambroise et Saint Grégoire le Grand. Selon l'intention première, donner un monastère en commende c'était en confier provisoirement l'administration à un séculier, en l'absence du titulaire, avec dispense de régularité. Mais avec la constitution progressive du régime des bénéfices ecclésiastiques, la commende était devenue une fructueuse opération pour le titulaire autorisé à percevoir les revenus afférents à la fonction qu'il exerçait temporairement. La commende de temporaire était devenue définitive. Le commendataire encaissait les bénéfices tout le long de sa vie en faisant exercer les pouvoirs ecclésiastiques par un prieur ou un substitut qui y était habilité ». Cette coutume existera jusqu'à la Révolution.

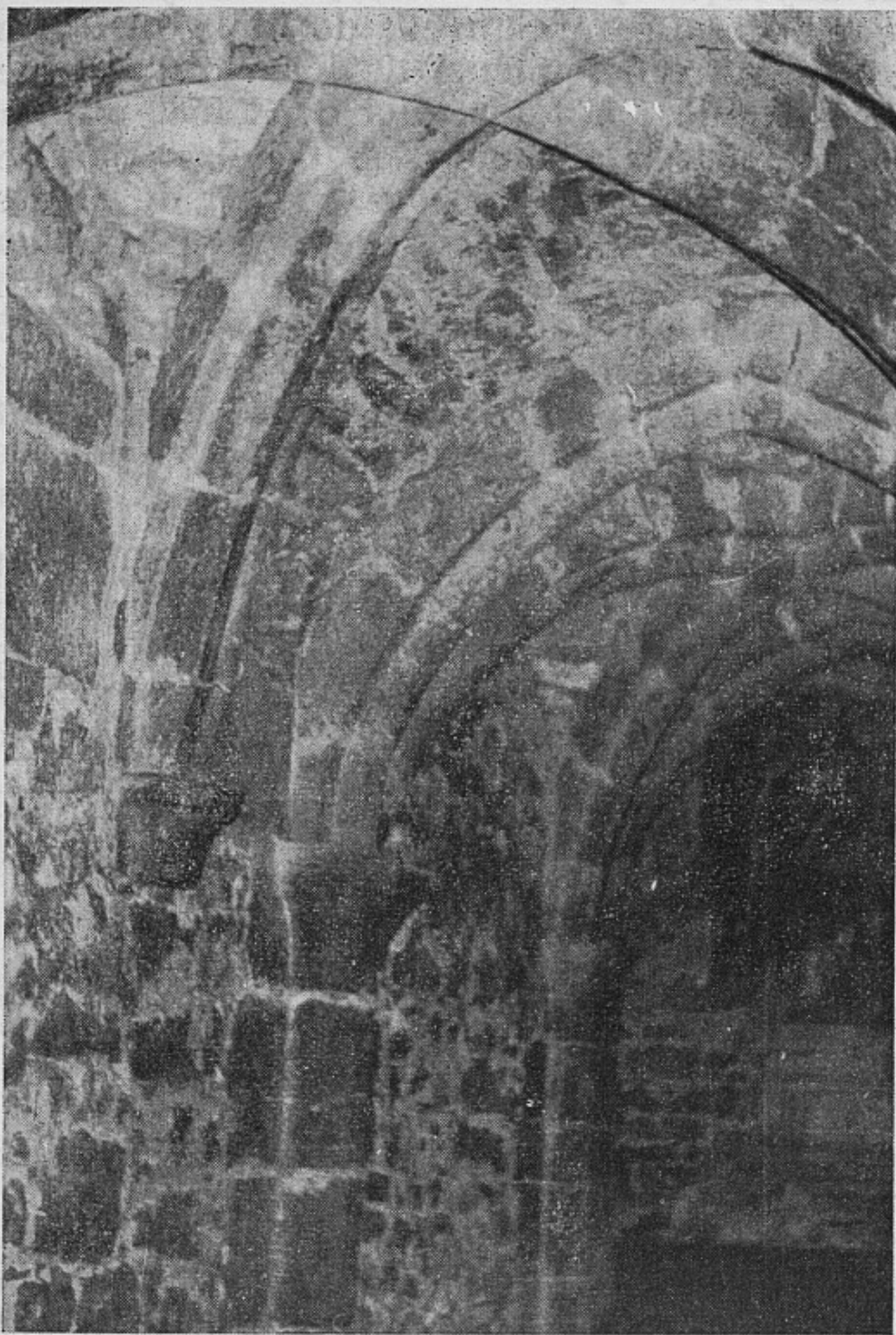
En ce qui concerne le prieuré de Villeberfol, on peut dénombrer dix prieurs commendataires nommés par Marmoutier et trois nommés par le Roi. Notons encore que tous ces prieurs, parfois de grandes familles de France, seront dans les ordres.

Au long de ces quelques pages nous allons présenter rapidement ces hommes qui ont bénéficié des revenus de ce prieuré florissant.

Un peu avant 1499, Philibert de Marafin était prieur de Villeberfol. Les chartes l'appelaient « frère », ce qui signifie qu'il était moine. Il est déclaré Abbé de Myobec ? et le Père Anselme le dit conseiller au Parlement et prieur de la Charité-sur-Loire, dans la Nièvre, en 1474. La famille de Marafin était originaire de Touraine. Elle a donné un Evêque de Noyon, Pair de France en 1473 : Guillaume. En 1582 un François de Marafin est maître d'hôtel du Roi Henri III. Plus près d'ici, de Saint-Venant signale François de Marafin à la Fontenelle en 1576 et Antoine de Coningham, seigneur de Cangé, Marafin et Rhodon en 1592.

A Philibert de Marafin succède en 1499 *François Ligier* ou Léger. De lui on possède deux baux : l'un accordé à la métairie de la Pitancerie sur Mesland et l'autre à celle du Mesnil sur Averdon.

Il a dû rester prieur de Villeberfol jusque vers 1512, date à laquelle il est devenu prieur d'Orchaise. *Thomas Gabillean*, lui, faisait le contraire dans le même temps. D'Orchaise, il passait à Villeberfol. On ne sait combien de temps il assura cette charge. De son successeur, en effet, je ne connais que



Entrée du cellier (XIII^e siècle)

la date de décès. *Adrien Gauthier* se fit enterrer dans le prieuré de Villeberfol le 16 septembre 1548. Il était bailli et sacristain du couvent de Marmoutier. (Bailli religieux : moine qui rendait la justice au nom de son abbaye). Il est probable qu'il fut de la famille de Mathieu Gautier, abbé de Marmoutier du 1^{er} mars 1512 jusqu'en 1537.

François de Moullins qui suit (1548-1593), était issu de la famille de Moullins, établie à Villelouet, paroisse de Chailles, et qui venait de « Moullins de Rochefort » en Poitou. Il était probablement fils de Jean III de Moullins et de Jeanne Hurault, fille du gouverneur et bailli de Blois. En

1548 il est doyen d'Autun et avant 1560 doyen et chanoine de l'église collégiale Saint-Sauveur de Blois. Le 23 novembre 1560 il est parrain au baptême de François Ménager en la paroisse Saint-Honoré et le premier avril 1580 on le retrouve dans une même circonstance en l'église Saint-Sauveur, parrain d'Horace Sergent. Pour ce qui est de la gestion de Villeberfol on le voit tenu de payer une pension annuelle de 60 livres au frère Jacques d'Huisseau, moine de Marmoutier, pour lui permettre de poursuivre ses études (1584). En 1592 il donne à la marelle de Saint-Honoré de Blois (marelle : conseil municipal et paroissial à la fois avant 1789) une closerie (petite métairie) de Villeberfol.

François de la Rochefoucauld, sans nul doute, fut le prieur de Villeberfol le plus célèbre. En 1583 il est prieur de Chouzy en Blésois. Il fait à cette date un bail général du prieuré à Gabriel de Launay. A partir de 1593 on le trouve prieur de Villeberfol. En 1595 il est tenu de payer 576 livres pour l'imposition extraordinaire du clergé de France autorisée par le pape Sixte-Quint pour subvenir aux besoins pressants du Royaume. Pour cela il aliéna sur Bergeriou à Barthélémy Maréchal, notaire apostolique à Blois, 16 setiers de froment.

(On peut noter ici que le notariat de Villeberfol fut aliéné en 1597 par Claude Mondoucet à Sébastien Yvonneau. Par la suite on trouve Joachim Dezair vers 1754 et Riffault vers 1771 notaires à Villeberfol).

Qui était donc ce François de la Rochefoucauld ? Il était issu du mariage de Charles de la Rochefoucauld, comte de Randan avec Fulvie Pic de la Mirandole. Il n'avait que quatre ans lorsque mourut son père, des suites d'une blessure reçue au siège de Rouen. Confié aux soins de son oncle Jean de la Rochefoucauld, Abbé de Marmoutier de 1563 à 1583, il fit ses études chez les Jésuites de Clermont. Il avait quinze ans lorsque le cardinal de Guise lui résigna la riche abbaye de Tournus. Puis il remplaça son oncle dans la charge de maître de chapelle du Roi. Après un voyage à Rome et en Italie où il fit connaissance avec Robert Bellarmin (12), il devint évêque

(12) Saint Robert Bellarmin (1542-1621) était à l'époque professeur au Collège Romain (il y sera de 1576 à 1592) et il venait de composer ses fameuses « controverses », énorme traité latin, où point par point il réfutait les thèses hérétiques protestantes parues dans un ouvrage aussi imposant : « Les Centurie de Magdebourg ». Saint Bellarmin travailla beaucoup à la réforme de l'Eglise Catholique et il est probable que la rencontre qu'il fit avec François de la Rochefoucauld aida beaucoup celui-ci dans sa fidélité à l'Eglise, et par la suite dans son œuvre de rénovation des ordres religieux en France.

de Clermont. Il n'avait que 26 ans. Il prit possession de son siège le 7 septembre 1585. D'abord ligueur, il se rallia ensuite à Henri IV qui ne lui en tint pas rigueur mais demanda au pape pour lui le chapeau de cardinal. Paul V dans la promotion du 10 septembre 1607 le lui accorda. De Clermont il devint évêque de Senlis, puis fut nommé ambassadeur à Rome pendant quatre ans. En 1618 il succéda au cardinal Du Perron comme grand aumônier de France. En 1619 il fut nommé Abbé de Sainte-Geneviève et en 1622 devint président du Conseil du Roi. Deux ans après il se démettait de ce poste, ainsi que de l'Evêché de Senlis pour ne plus s'occuper que de la réformation des ordres religieux (de Saint-Bernard, Saint-Benoit et Saint-Augustin) dont Grégoire XV et Louis XIII l'avaient chargé. On lui doit l'établissement de la congrégation de Sainte-Geneviève connue sous le nom de congrégation de France. Il mourut à Sainte-Geneviève, sous-doyen du Sacré-Collège, le 14 février 1645. Ses relations de parenté avec l'abbé de Marmoutier et les parents de celui-ci (car François de la Rochefoucauld, père de Jean, avait épousé Anne de Polignac en 1518, et elle était dame d'Onzain) expliquent pourquoi il devint prieur commendataire de Villeberfol.

Son successeur *Jean Roustin* ou *Aoustin* (1603-1631) fit un bail avec maître Jacques de Saccardy, gouverneur pour la ville de Bonneval, demeurant en son château de Nottonville (Eure-et-Loir). En cette même année 1623, il loue des terres à Barthélémy de Savorny, seigneur de Chevigny (Boisseleau actuel, situé paroisse de Rhodon) pour cinq livres de rentes.

En 1616 il avait aussi fait bail à Jean Geslin, fermier général de Marmoutier. En 1623 il fit une aliénation à Maître Mathurin Isoré, pour la somme de 85 livres, d'un arpent de blé situé en la paroisse de Rhodon. Il mourut le 8 septembre 1631 et fut enterré dans la chapelle du Prieuré de Villeberfol.

Le prieur suivant *Jean Lemaître* (1631-1671) passa sans faire parler de lui. Il était chanoine de Notre-Dame de Paris.

Maître François, Edmond Coisnard (1671-1682) est dit conseiller et aumônier du Roi. Il loua Villeberfol à René Brisacier, écuyer maître des requêtes de la Reine, moyennant « 127 livres pour le curé de Conan, 6 septiers de seigle et autant de froment, mesure de Tours, pour les religieux de Marmoutier, 300 livres dans un but déterminé et 1200 livres comme prix principal pour chaque année ». En 1682 il fit bail à Louis de Rateau, sieur de Loursendière, d'une petite closerie située à Francillon, paroisse de Villebarou, pour 30 livres par an.

De 1682 à 1727 fut prieur *Gabriel Bernardet*, chanoine de l'église de Beauvais. Il habitait Blois, paroisse Saint-Honoré. D'après l'abbé Develle, ce prêtre lutta beaucoup contre l'hérésie janséniste dans nos contrées. C'est de son temps, en 1697, que Villeberfol passa au diocèse de Blois.

Comme nous l'avons signalé plus haut les trois derniers prieurs furent nommés par le roi. Le premier a un nom très approchant du précédent *Claude, Antoine Bernadet* (1727-1761). On le trouve parrain de la cloche de Rhodon en 1736. En 1754 il vendit à François Berger, quincailler à Blois, paroisse Saint-Martin, l'une des Métairies du Haut-Moron, paroisse de Conan. Il habitait Blois, paroisse Saint-Honoré.

Le passage de *Michel, Jacques, Nicolas Dauphin* (1775-1782) fut marqué par deux procès dont l'un traîna de 1775 à 1781.

Avec d'autres prieurs, il refusait de payer à l'abbaye de Marmoutier une rente de 16 septiers, alléguant qu'il n'avait pu obtenir le titre de constitution et que de plus les moines n'avaient plus rien à y voir du fait que depuis 1739 le Roi nommait les prieurs et que la mense abbatiale de Marmoutier était rattachée à l'Evêché de Tours. L'affaire fut portée au bailliage de Blois, puis passa au Palais des Requêtes et au Conseil du Roi à Paris. Le 19 mars 1781 le Parlement déboutait les mécontents.

L'autre procès eut lieu avec le marquis de Marigny de Ménard. La censive de Ménars (13) relevait du prieuré de Villeberfol. Or le marquis n'avait rendu ni foy ni hommage, ni payé les droits : aussi le prieur Dauphin le fit assigner devant le Parlement. L'affaire fut étouffée et n'eut aucune suite.

Le prieur Dauphin était chanoine de Saint-Martin de Tours, seigneur de Rhodon, Marolles, Averdon, et Villetard. Il demeurait à Blois, faubourg Saint-Jean, paroisse Saint-Solenne.

On a un bail qu'il fit en 1778 à Louis Coudray, maître des petites écoles de Rhodon. En 1782, probablement, il se retira à Cheverny, à la Pichonnière. C'est là, en effet, que les officiers municipaux de Cheverny l'arrêtèrent en 1793. Comme il était vieux et impotent et qu'il n'avait aucune allure inquiétante, ils le remirent en liberté. Il dut mourir paisiblement en cette demeure.

(13) Censive : territoire soumis au cens qui était un impôt invariable sur la terre, envers un Seigneur.

Dès 1782 le prieuré de Villeberfol avait été attribué à un autre prêtre *Jean, Charles de Malartic* (1782-1790). Ses titres sont nombreux : Seigneur de Rhodon, Marolles, Ville-tard, Conan, Abbé Commendataire de la Garde-de-Dieu (Abbaye cistercienne près de Montauban) nommé par le Roi à la Prévôté du Chapitre de Montauban, vicaire général du dit diocèse. Ce grand personnage qui habitait Paris paroisse de la Madeleine, était issu d'une très ancienne famille d'Armagnac. Il était né le 1er septembre 1731 et avait pour frère, Anne, Joseph, Hippolyte de Malartic, Brigadier des Armées du Roi, Colonel du Régiment de Vermandois et Commandant en chef de la Guadeloupe en 1769. C'est ce qui explique l'attitude généreuse du Roi envers lui.

1789 : La Révolution éclate, tous les privilèges sont supprimés, tous les biens monastiques sont spoliés et vendus comme biens nationaux. La commune de Rhodon achète la ferme du prieuré, paroisse de Rhodon le 10 octobre 1790 (14) et celle de Conan achète également en 1790 le prieuré de Villeberfol.

Après avoir appartenu pendant plus de sept siècles à l'Eglise, cette terre revenait à un propriétaire séculier. Ainsi dépouillée de ces richesses inutiles, l'Eglise allait pouvoir se ressaisir et s'orienter vers de nouvelles formes de présence au monde et à Dieu.

(14) Les terres forment la ferme de Bury.

III

ÉTAT ACTUEL DU PRIEURÉ

Dans le hameau de Villeberfol quelques vestiges nous rappellent ce glorieux passé. Nous pouvons nous arrêter d'abord à la ferme appelée « Métairie de la Croix » (maison Gosseume en 1967) du fait de la croix située en face de cette ferme sur la route de Conan. La croix est de 1876, mais en remplace une qui datait de 1783. Cette ferme peut être celle qui portait avant la Révolution de nom de « Métairie de la Basse-Cour de Villeberfol » (15) vu sa position toute proche du prieuré.

De l'autre côté de la route de Conan à Maves nous trouvons les restes des bâtiments du prieuré lui-même. (Maison Boulard). Depuis la Révolution ils ont vu bien des propriétaires dont les noms suivent : En 1790 la commune achète, puis en 1820 c'est Péant. En 1863 Brinon et Pierre Rouballay, 1901 Noé Rouballay, 1955 Lucien Rouballay et François Boulard et en 1964 Pierre Boulard.

On retrouve ici la fontaine, la grange aux dîmes, le cellier et le couvent. La chapelle appartient à un autre propriétaire (René Duloy, de la commune de Villebarou en 1967).

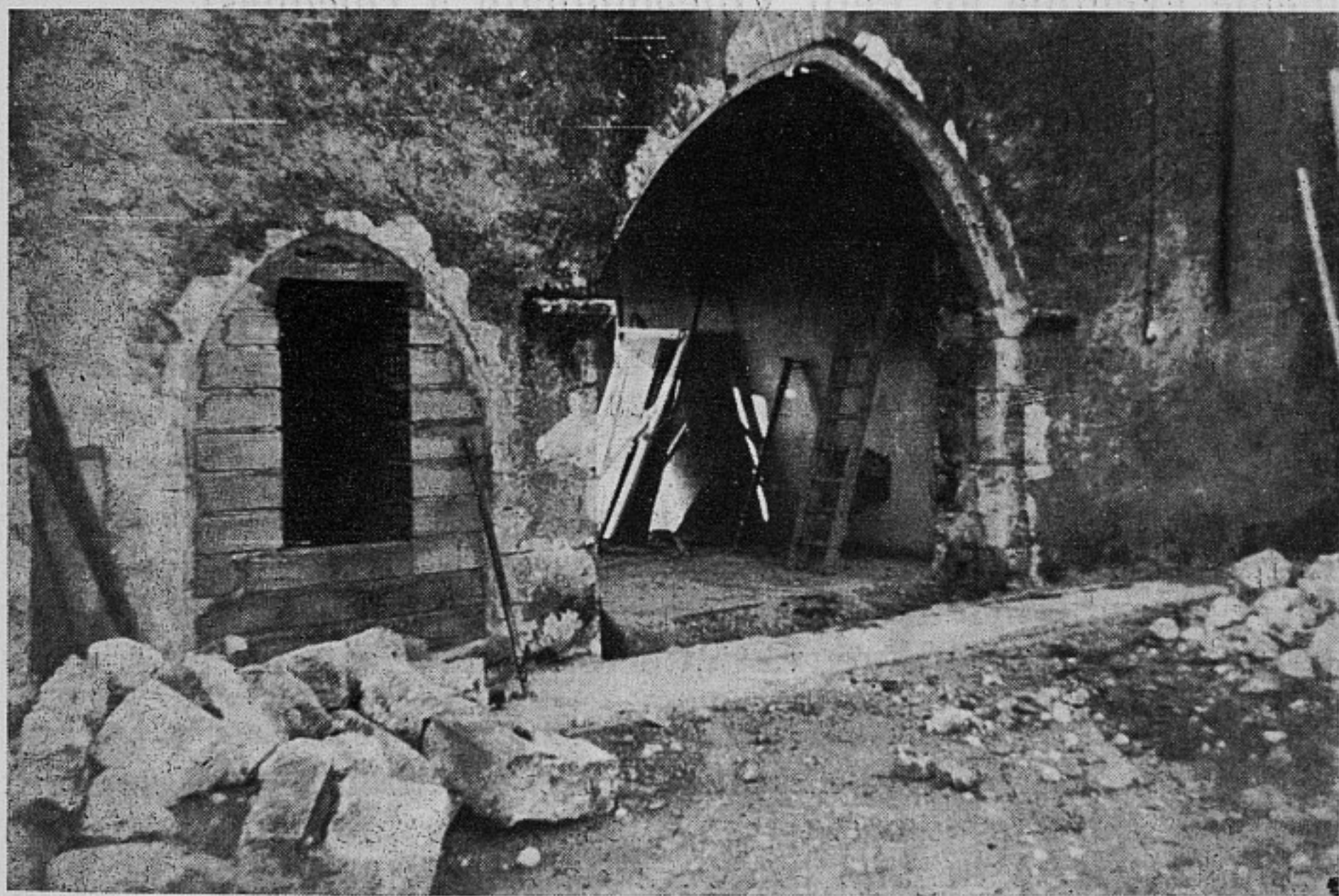
Le plan du prieuré est carré comme dans les abbayes. Au nord se trouvent situés : le couvent, c'est-à-dire l'habitation proprement dite des moines et en-dessous un magnifique cellier.

A l'est subsistent la chapelle et la grange aux dîmes. Au sud nous voyons la fontaine du prieuré. A l'ouest rien ne subsiste, mais c'est là que devaient se trouver les dépen-

(15) Elle sera achetée par la commune en 1791.

dances nécessaires pour abriter le matériel utile à la culture de la vigne. Enfin un mur de clôture délimitait bien le potager, le vivier et peut-être le verger, du reste de la propriété. Il mettait aussi celui-ci à l'abri des indiscrets et des voleurs.

Du couvent il ne reste que le rez-de-chaussée, le premier étage ayant été renversé en 1783 par un terrible ouragan qui, d'après l'abbé Grignon, renversa une vingtaine de clochers dans la région. Au Moyen-Age, le rez-de-chaussée comprenait l'entrée du prieuré, la cuisine, le réfectoire et quelques dépendances. Au premier se trouvaient les cellules des moines et la salle commune.



Les entrées du Prieuré (XIII^e siècle) au cours des travaux en 1966

Aujourd'hui ce rez-de-chaussée se divise en deux parties : l'une du XIII^e siècle (au cours de travaux effectués en 1966 on a retrouvé les entrées du prieuré. Il s'agissait d'une petite et d'une grande porte en arc brisé). A droite de cette entrée, il y avait une salle : peut-être la salle d'accueil des hôtes avec une grande cheminée. L'autre partie date du XVIII^e siècle, l'encadrement des deux fenêtres du côté sud l'atteste.

A l'est se trouve la chapelle construite sous le prier Geoffroy vers 1122. Cette chapelle à fond plat est de plan

rectangulaire. Deux fenêtres en plein cintre, plus récentes, et percées dans le mur nord rappellent au passant que pendant plusieurs siècles cette maison fut un lieu de silence et de prière. La voûte de bois sur entrails remonte au XVI^e siècle. La façade ouest est percée d'une porte en plein cintre encadrée de deux imposants contreforts. C'est par celle-ci que les moines accédaient à la chapelle. Au-dessus de la porte on voit un arc en plein cintre allant d'un pilier à l'autre et qui apporte un certain relief à cette façade austère. Sur le pignon de celle-ci se trouvait un clocher de pierre en arcade. Le mur sud de la chapelle est sans ouverture parce que donnant sur la grange des dîmes qui se dresse imposante. Suivant la coutume la toiture et sa charpente ne reposent pas sur les murs, mais sur de gros piliers de bois. (On a le même exemple au Petit Villegomblain à Oucques).

Entre la maison d'habitation et la chapelle on peut descendre au cellier, très beau témoin de l'importance du vignoble de ce prieuré. Voûté en ogives, comme une crypte d'église, ce cellier date du XIII^e. Ces ogives reposent sur des piliers encastrés dans le mur. Elles recouvrent une partie qui a la forme d'un Y dont l'extrémité des branches se terminent par des caves creusées dans le tuffeau. Partout nous voyons des alvéoles où les moines conservaient leur précieuse récolte.

La fontaine très bien conservée donne toujours une eau limpide et fraîche. Elle ne sert plus qu'à alimenter les restes du vivier du prieuré. Au siècle dernier on y venait encore pour les maladies d'yeux. Cette fontaine était placée sous le patronage de la Sainte Vierge.

Bien que les nombreux bouleversements qui se sont produits au cours des siècles n'aient laissé que peu de vestiges du passé, il se dégage toujours de ce petit coin de Beauce une certaine poésie et un grand recueillement. Harmonie sans doute assez austère pour celui qui ne fait que passer mais combien profonde et riche pour qui accepte d'écouter le message des éléments et des choses et qui nous permet de dire : « Le prieuré Saint-Nicolas de Villeberfol est toujours porteur de vie ! ».

Ouvrages consultés

- Archives Départementales : Séries F - G - H.
Le domaine de Villeberfol - Lemarignier.
Archives de l'Evêché : Notes manuscrites de l'abbé Grignon.
Dictionnaire Larousse du XX^e siècle.
Dictionnaire Géographique d'Indre-et-Loire.
Dictionnaire du Vendomois de M. de Saint-Venant.
Dictionnaire de la Noblesse : De la Chesnaye-des-Bois.
Cartulaire de Marmoutier en Blésois - Abbé Métais.
Cartulaire de Marmoutier en Dunois - Mabilie.
Histoire du Dunois : Bordas.
Histoire de Blois : Bergevin et Dupré.
Histoire généalogique et chronologique de la maison de France : P. Anselme.
Les cultes sous la Terreur : Chanoine Gallerand.
L'Eglise de la Renaissance et de la Réforme : Rops.
Recherches sur les possessions et les Prieurés de l'abbaye de Marmoutier du X^e au XIII^e siècle. Odile Gantier. (revue Mabillon)
Registres paroissiaux de Saint-Sauveur et de Saint-Honoré de Blois.

Un Curé Constitutionnel

Jean-Louis QUESNOT (1738-1804)

Par M. Jean ARNOULD

Vous connaissez l'abbé Quesnot... Nous l'avons rencontré, vous et moi, lieutenant-colonel de la milice citoyenne de Sargé-sur-Braye dès 1789 puis premier maire de cette commune au printemps suivant. (1)

Ce n'est pas un très grand homme, cet abbé. Il est seulement de ces curés distingués dont on découvre le nom et parfois l'esquisse d'un caractère ou la marque d'un tempérament dans les archives paroissiales du XVIII^e siècle.

De ce prêtre, le nom apparaît trop souvent pour que ce soit un personnage médiocre.

Trop d'historiens locaux ou régionaux l'ont cité... et si souvent malmené qu'il y a quelque justice à s'élever contre les partisans du XIX^e siècle et les polémistes des premières années du XX^e.

L'accusation...

C'est Beauvais de Saint-Paul, auteur d'une « Histoire du canton de Mondoubleau » fort connue en Vendomois qui écrit vers 1835, trente et quelques années après les événements : « Monsieur Quesnot, ancien curé de Sargé, ancien président du district et ancien juge, fut déporté à l'île d'Oléron (2) d'où il revint pour réparer autant que possible,

(1) La garde nationale à Sargé sous la Révolution. Bull. de la Soc. Archéologique, année 1965, p. 19.

(2) Erreur, il s'agit de l'île de Ré.

par une conduite plus régulière et plus exemplaire, les désordres et le long scandale de sa vie passée ».

Que voilà une âme noire, mais aussi une exécution péremptoire !

C'est Dom Piolin, qui, dans son monumental ouvrage : « L'Eglise du Mans durant la Révolution », déclare : « Quesnot eut la faiblesse de céder aux excès de la Révolution et d'accepter les fonctions d'électeur et de juge, ce qui lui fit perdre la confiance de sa paroisse ; mais, ajoute-t-il, son repentir après sa rétractation, datée du 13 juillet 1795, lui mérita l'estime de ses supérieurs ».

Le jugement est plus nuancé ; la condamnation reste ferme : le temps n'est pas encore venu où les torts peuvent être partagés.

C'est enfin, monsieur Alexandre, lequel, vers 1905, pimente ses jugements d'une ironie facile tout au long de son opuscule « Sargé sous la Révolution ». Ce juge de paix en poste à Mondoubleau n'a pas compris quelle chance il avait de vivre à la Belle Epoque même au temps de ce que certains appellent la Seconde Séparation.

... et la défense.

Par contre, l'abbé Charles Girault dans une étude sur : « Le clergé sarthois face au serment constitutionnel », s'attachant au problème des prêtres jureurs jusqu'alors haineusement gratifiés de tous les vices, cherche à comprendre leur réaction à l'événement :

« Jadis, il paraissait normal de condamner en bloc et de ne voir (dans ces prêtres) que la lie du clergé français. Aujourd'hui les meilleurs historiens, prêtres et laïcs, s'élèvent contre cette condamnation sommaire et partisane. Il nous est trop facile de juger après coup, avec l'expérience que donne la succession des faits et avec une mentalité fortement romaine. Les témoins, eux, agissaient selon leur formation gallicane et les espoirs qu'ils mettaient dans la révolution naissante... Peut-être ont-ils cru à leur mission patriotique. La carence des évêques insermentés allait laisser l'église de France sans chefs et chose plus grave l'opposer à l'Etat au détriment de la religion. Ils n'ont pas voulu ce divorce et se sont donné la tâche de réconcilier l'Eglise et l'Etat, grâce à l'essai loyal du nouveau statut qui, malgré de dangereuses innovations, constituait le seul moyen de conserver les églises, le culte public, la subsistance du clergé... Ne méprisons pas ceux qui ont eu peur... Qu'aurions-nous fait à leur place ? »...

Les Quesnot.

Jean-Louis Quesnot a reçu le baptême en l'église de la paroisse Notre-Dame de Mamers (Sarthe) en novembre 1738.

« Le neuvième du présent mois a été baptisé par nous, prêtre soussigné, Jean-Louis, fils légitime de l'honorable homme Jean-Mathurin Quesnot, marchand orfeuvre de cette ville et de demoiselle Louise Lores. Il a eu pour parrain Jean Quesnot, maître-chirurgien et pour marraine demoiselle Louise Robbé, épouse de Pierre Denis Lores, bourgeois de la ville de Nogent-le-Rotrou, soussignés » (3).

Suivent les signatures des parrain, marraine, du père et du prêtre desservant nommé Vaudron. Contrairement à l'usage il n'est pas fait état du jour de la naissance. La lecture de l'acte est délicate. Cependant il semble bien que les professions lues soient exactes et le père réellement « honorable » expression qui, semble-t-il, est une exception dans le registre compulsé.

Jean-Louis eut deux sœurs : Louise-Françoise, née en 1744, ne se maria pas ; Marie-Louise-Victoire, née en 1756, épousa François Delacroix, médecin à Sargé. Toutes deux vécurent toujours dans l'ombre de leur frère.

Celui-ci fit ses études théologiques au séminaire du Mans. Ordonné prêtre, il devint curé de Saint-Etienne à Sillé-le-Guillaume (Sarthe). Démissionnaire en 1780, il fut nommé la même année curé de Saint-Cyr de Sargé (Loir-et-Cher) en remplacement de messire Jean-François Desvault, docteur en Sorbonne, ancien principal du Collège du Mans, décédé à Sargé le 18 août 1780.

Au presbytère de Saint-Cyr.

L'été, puis l'automne passent avant que le vicaire Henry Granguillot accueille son nouveau curé. Quesnot n'arrive dans sa paroisse que début décembre et sa première signature sur les registres paroissiaux est du 25 décembre 1780, un beau jour !

Le presbytère qu'il va occuper, nous l'avons toujours et il n'a pas été très modifié, surtout extérieurement. Bâti en 1729, c'est alors une construction moderne et de noble apparence. Sous ses importantes et pesantes toitures aux petites tuiles plates, il étale, y compris dans ses deux pavillons

(3) Registre paroissial de N.-D. de Mamers. 1731-38.

à mansardes, la longue enfilade de ses pièces en un unique rez-de-chaussée. C'est une copie agréable de la demeure du seigneur de la paroisse, le château de Montmarin.

Mesdemoiselles Quesnot et leur frère font le tour du propriétaire. Voici la cuisine, agrandie de deux cabinets, trois chambres dont une qualifiée petite, un salon et une grande salle, sans oublier le corridor et encore un petit cabinet.

En réalité, tout cela n'est pas très vaste et n'est relativement confortable que durant les beaux jours lorsque le soleil viendra dorer le roussard des murs et par les larges portes-fenêtres ouvertes, d'un côté sur la cour, de l'autre sur le jardin, réchauffera l'épais dallage des sols.

Ce qui est vaste, ce sont les dépendances ; fournil, granges, étable, écurie, cour, jardin, verger... Car nous sommes dans une ferme. Des volailles s'ébattent autour d'un tas de fumier. Un domestique sort un cheval de l'écurie. Même si le desservant est de bonnes manières, s'il se pique de littérature, s'il s'intéresse au bouillonnement des idées, s'il est reçu au château et pas seulement par obligation, il doit d'abord s'occuper de la gestion des biens qui lui sont échus avec sa paroisse.

En arrivant à Sargé, l'abbé Quesnot a trouvé, outre son vicaire pour ce qui est du spirituel, trois domestiques et un train de culture avec deux chevaux pour s'occuper du temporel.

C'est un propriétaire qui fait valoir. A ses revenus agricoles, ajoutez la dîme, quelques rentes en argent, diverses autres minimales sources de recettes : voilà notre curé à la tête de plus de 800 livres, tous frais déduits. Cela semble un revenu assez bas pour un curé manseau dont les deux tiers recevaient de 1200 à parfois plus de 4000 livres de revenu net. Mais un tisserand du village, à la même époque ne reçoit que 144 livres nourri ou 216 non nourri par an. Et, curé concordataire, l'abbé Quesnot n'aura pas plus qu'en 1780. On peut donc conclure que la situation de ce prêtre est, matériellement, assez confortable.

Jean-Louis Quesnot, qui êtes-vous ?

L'abbé Quesnot a 42 ans lorsqu'il est nommé à la cure de Saint-Cyr de Sargé. Mais, pourquoi, déjà âgé, quitte-t-il sa paroisse de Sillé-le-Guillaume ? « On » le dit « démissionnaire » ce qui ne nous instruit nullement sur les motifs et les circonstances de cette décision. Quelles considérations ont

amené cet homme à Sargé, petite paroisse éloignée du Mans, à la « frontière » de l'évêché ? Certes, il y remplace un prêtre de valeur, d'une personnalité affirmée, mais ce ne nous est pas suffisant. Devons-nous penser, ainsi que certains que « ce seraient ses idées avancées qui auraient poussé ses supérieurs à l'éloigner ? »

On peut se demander si le changement de titulaire à l'évêché du Mans a une relation quelconque avec la translation opérée par l'abbé Quesnot à travers le diocèse sensiblement à la même époque.

L'épiscopat de Louis André de Grimaldi (1767-1777) vient de prendre fin. Le prélat a été fort discuté et ses grands vicaires n'ont pas toujours été dignes de leurs hautes fonctions.

Il est nécessaire de relever la discipline dans un clergé frondeur qui a perdu le respect dû à la hiérarchie. C'est une des tâches qui attend François Gaspard de Jouffroy-Gonssans (1777-1799), qu'il va s'efforcer d'entreprendre mais avec d'inégales réussites.

Ces événements manceaux ont-ils leur part dans ce qui nous occupe ? Nous ne pouvons que souhaiter être éclairés quelque jour, car nous ne connaissons rien des pensées, des idées, des opinions de l'abbé Quesnot avant la Révolution, rien des influences qui, en tous domaines, ont pu agir sur lui ; rien de ses amitiés ni de ses antipathies ; rien de ses relations avec les puissants comme d'ailleurs avec les humbles ; rien sur ses rapports avec ses pairs, les curés, ses inférieurs, les vicaires, son supérieur, l'évêque ; rien sur l'estime ou l'affection que peuvent lui porter ses paroissiens... Oui, quel homme êtes-vous, Jean-Louis Quesnot ?

Dix ans de paix : 1780-1789.

Les menus faits de l'existence de notre curé entre 1780 et 1789 pourraient nous instruire. Mais que peut-il rester de la vie quotidienne d'un Français du bas-clergé au terme de presque deux siècles ? Les registres paroissiaux ? Quesnot y signe moins fréquemment que ses vicaires successifs. Il n'a pas non plus la prévoyante manie de son vieux collègue et voisin Housseau lequel ne clôt pas un registre sans nous donner un aperçu en quelques lignes de ce qui a marqué l'année dans sa paroisse de Saint-Martin de Sargé.

C'est, coulée dans le bronze, que l'abbé Quesnot va pouvoir nous laisser une première trace de son ministère. On refond les deux cloches de Saint-Cyr et celle qui trouvera grâce en 1793 porte l'inscription suivante :

« J'ai été bénite par Maître Jean-Louis Quesnot, curé de céans, en l'année 1781 et nommée Anne, par haut et puissant seigneur Messire Pierre Palamède Marin, chevalier, seigneur de Montmarin, des paroisses de St-Cyr et de St-Martin de Sargé et aultres lieux, ancien capitaine de cavalerie et chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis et Dame Anne Racine, des Radrets »... (4)

De nouveau mis à contribution trois ans plus tard, Pierre Chauchard, maître fondeur, donne quittance de « soixante-dix livres pour une cloche pour le cholaige de la paroisse de Charges, de la part de M. le Churé Queusenot. D'huit quite. Au Mans, ce trante octobre 1784 ». (4) Ce saintier semble parler auvergnat avec aisance. Monsieur le curé aurait pu le prendre dans son « cholaige » pour l'initier au français et à l'orthographe. Cette nouvelle inauguration tintinnabulante nous remémore le rôle important que jouait alors le curé dans la bonne marche des Petites Ecoles à Saint-Cyr de Sargé comme ailleurs.

Personnage éminent de la communauté de paroisse, le curé réunit les notables pour les choses les plus diverses. Peu avant son décès, messire Desvault a eu, pour répondre à un arrêt du Conseil d'Etat du Roi et à des lettres pressantes de l'Intendant et de l'évêque du Mans à rechercher parmi ses paroissiennes une éventuelle élève sage-femme. Les campagnes étant démunies de ces personnes d'expérience, des cours auront lieu, les pensionnaires étant désignées par les habitants lesquels devront subvenir à leur subsistance puis plus tard à leur établissement dans leur village.

Que pensez-vous qu'il arriva ? « Les présents applaudirent unanimement à l'établissement d'une sage-femme mais eurent bien soin de ne rien voter tout en présentant une élève, Marguerite Foussereau, veuve Jean Binet ». (5)

C'est l'abbé Quesnot, n'en doutons pas, qui s'employa à trouver les huit sols quotidiens nécessaires à l'élève et qui décida les notables économes. Dame Marguerite passa ses examens avec l'aide de maître Bizieux, médecin à Mondoubleau. On la retrouve en 1788, à Sargé, « maîtresse sage-femme jurée » et en 1792 « sage-femme reçue au Mans pour cette fonction ».

Rappelons au passage un événement familial heureux, déjà noté. C'est en 1782 que Marie-Louise-Victoire épouse

(4) Abbé Blanchard : Perche et Percherons.

(5) Abbé Duchesne, ancien curé de Sargé : notes manuscrites.

François Delacroix, ce docteur en médecine que les hasards de l'existence ont amené de Montpellier dans ce village ignoré.

La même année on rencontre sur les registres paroissiaux un Jean-Pierre-Louis Quesnot, curé de Charbonnière au diocèse de Chartres. Qui se cache sous cette homonymie ? Un jour peut-être quelqu'un le dira.

1784 est marqué par un grand événement local. Une mission a lieu à Saint-Cyr de janvier à mars. Trois prêtres « de la Congrégation de la Mission », de temps à autre, apposent leur signature au bas d'actes d'état-civil.

C'est à cette époque que le curé Quesnot voit partir son vicaire Henry Grandguillot fixé au village depuis 1772. Il devient en 1783 curé de Rorthe et prieur de Saint Léonard du Coudray.

Ne hasardons pas de vagues cogitations. Quesnot et Grandguillot ont chacun suivi leur route. Disons seulement que, marié en 1793 ou 94, le malheureux Grandguillot périra fusillé par les chouans en mars 1796.

Dès septembre 1784 un nouveau vicaire nommé Chevrie (ou Cheverie) s'installe au presbytère de Saint-Cyr qu'il ne quittera que pour la cure de Fontaine-Raoul comme prêtre constitutionnel. Le curé et son vicaire semblent très liés. On les verra suivre les mêmes voies à la Révolution et c'est à Sargé que viendra se réfugier Chevrie après abandon de ses fonctions.

Une lettre de Pierre Jacques Vié, conseiller du Roy, procureur au bailliage de Mondoubleau, lettre relative à un fait-divers arrivé en 1787 nous donne l'impression que la quiétude et l'entente règnent au presbytère. Voyons ce texte bien qu'un peu long relevé dans les registres paroissiaux :

« Inhumation le 31 mars ou le 1er avril 1787 de Françoise Niveau, décédée de la veille à cinq ans, laquelle a été trouvée noyée, et inhumée par nous comme dit et par ordre de M. le Procureur du Roy, ci-joint au présent acte ».

Voici cet ordre :

Monsieur,

« Vous pouvez sans courir les risques de vous compromettre inhumer la pauvre enfant qui a été trouvée noyée dans la circonstance d'aujourd'hui. L'on ne peut que reprocher au père et à la mère de n'avoir pas surveillé avec assez de soin leur enfant mais il n'est pas possible de conjecturer

que cette mort ait été occasionnée par quelque cause violente. Lorsque ces sortes d'événements arrivent à de grandes personnes, nous y faisons une plus sérieuse attention.

J'ay l'honneur d'estre avec un respectueux attachement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur ».

Vié.

Le post-scriptum nous intéresse davantage par l'éclairage qu'il projette sur l'entourage de l'abbé Quesnot :

« Mademoiselle Vié vous assure de ses civilités ainsi que mademoiselle Quesnot à laquelle je vous prie de présenter mes respectueux hommages. Je vous prie de faire mille compliments à monsieur l'abbé. Je lui souhaite une bonne santé ».

Mondoubleau, ce 31 mars 1787.

La quiétude, la paix... Tout cela finit en 1789.

D'abord, maintenir l'ordre...

Le vénérable curé Joachim Housseau, de Saint-Martin de Sargé semble saisir que longue sera la marche vers un nouvel ordre social quand il écrit à la fin du registre paroissial de 89, un certain 7 février 1790 :

« En cette année, les Etats Généraux du royaume qui n'avoient pas été tenus depuis 1614 ont été convoqués à Versailles par Louis seize *et durent encore* quoique assemblés dès le mois de may ».

On pourrait dire qu'ils ont duré dix ans ces « Etats » jusqu'à ce qu'un général balayant à la fois les institutions d'ancien régime et les décrets révolutionnaires établisse un ordre nouveau. Pendant ces dix ans, heureux ceux qui n'eurent pas à opter ! Jean-Louis Quesnot de par ses fonctions et avec son tempérament vigoureux va choisir. Son existence commence, historiquement s'entend.

Nous connaissons sa participation à la constitution de la « milice citoyenne » de Sargé (6). Le 30 août 1789 il en est nommé lieutenant-colonel, grade qu'il conserve jusqu'au 7 février suivant, jour de son élection à la mairie.

Ne nous étonnons pas de galons si vite conquis. Ils sont plus imposés que recherchés. Quesnot est de la cohorte des

(6) Bull. 1965. Voir la note 1.

curés dévoués au bien public. Les réformes nécessaires ne peuvent s'obtenir que dans l'ordre et la légalité. Aux notables libéraux de prendre la tête, d'aider à la sécurité de leurs concitoyens, de contenir les excès. Ils étaient hier les premiers dans les assemblées des communautés de paroisse ; ils ne peuvent qu'être les premiers dans ce qui les prolonge.

... *ensuite administrer.*

C'est pourquoi, le 7 février 1790, « l'assemblée générale des habitants, tenue en l'église paroissiale de Saint-Cyr sous la présidence de monsieur le curé Quesnot constitue, en vertu du décret de l'Assemblée Nationale du 14 décembre 1789, une nouvelle municipalité et à la pluralité des voix, monsieur le curé Quesnot est élu maire ».

En conséquence, il abandonne sa fonction de lieutenant-colonel de la milice.

Le premier maire de Sargé se trouve amené par les circonstances à établir dès le 21 février l'état de ses revenus, les biens du clergé étant à la disposition de la Nation. N'y voyons pas avec les méchants un châtiment, sorte de justice immanente, mais seulement l'acte d'un citoyen, lequel « en exécution du décret de l'Assemblée Nationale du 13 novembre 1789 sanctionné par le Roi le 18, se soumet à la loi avec autant d'exactitude qu'il la fait exécuter lui-même, et pour qu'il soit appert de sa régularité et de sa soumission aux ordres de l'Assemblée Nationale », il déclare que les biens suivants dépendent de la cure de Saint-Cyr de Sargé, diocèse du Mans, généralité de Tours, élection de Château-du-Loir :

Revenus

| | |
|--|--------|
| Bâtiments servant de maison curiale, grange, écuries, toits, hangars, étables, colombier, cour, jardin, verger, le tout d'environ un arpent | 60 L |
| 10 arpents de terres labourables, de moyenne valeur, estimés, avec 22 quartiers de pré dont 3, paroisse de Saint-Martin et 2 dans celle de Rahay, un taillis de 6 boisselées | 300 L |
| Rentes sur particuliers | 10 L |
| Les 2/3 des grosses, menues et vertes dîmes, celles des agneaux, estimées | 2000 L |
| savoir : en gros bleds | 1200 L |
| orge, mélard, chanvre, agneaux .. | 500 L |
| paille | 300 L |

2370 L

Ce qui compose un revenu annuel de 2370 L en ne comptant point les honoraires des fondations qui sont plus à charge qu'utiles, puisque le dit curé pour la somme de 120 L est obligé d'acquitter dans son église 97 grandes messes et 15 messes basses, ainsi que plusieurs autres prières et obligations.

| Dépenses | |
|---|--------|
| Honoraires et nourriture du vicaire | 500 L |
| Dîmes à verser | 190 L |
| Nourriture et gages de 3 domestiques | 250 L |
| Nourriture de 2 chevaux nécessaires pour la culture et pour aller administrer les sacrements dans la paroisse qui a près de trois lieues de largeur | 250 L |
| Frais de récolte et de battage | 300 L |
| Entretien et réparation des bâtiments | 40 L |
| | <hr/> |
| | 1530 L |

Ce qui fait un revenu net, dépenses nécessaires prélevées, de 840 L (7).

Laissons, pour en avoir déjà parlé (8) les vertes querelles de mai 1790 opposant le premier magistrat à sa garde nationale. Disons seulement que notre curé montre dans l'exercice de ses fonctions, et il en sera toujours ainsi, « zèle et dévouement » (9).

Jusqu'où s'élèvera-t-il ?

Le 20 juin 1790 Quesnot est nommé administrateur du district de Mondoubleau. Le notaire, Buisson, lui succède à la mairie et prête aussitôt le serment civique. Les notables s'installent. Pas pour longtemps.

« Le 13 juillet, le district est constitué. Il se compose de modérés : Quesnot, président, curé ; Derest, secrétaire ; Martin Destouches père, avocat ; Hervet, notaire, Labouvrie, Trécul, Martin Destouches jeune. Ghéerbrant, l'ancien bailli, devient procureur syndic, Martin Destouches est substitut et Boulay, receveur » (10).

C'est ainsi que Jean-Louis Quesnot a la fierté de présider en qualité de chef de l'administration du district la mémo-

(7) Le chapitre... « ensuite administrer », doit sa substance aux travaux de J. Alexandre et de l'abbé Duchesne.

(8) Bull. de la Société, 1965.

(9) Dom Piolin.

(10) D'après Beauvais de Saint-Paul.

rable journée de la Fédération et de prêter le serment civique. Précisons que ce serment n'a aucune note religieuse. Sans ambiguïté aucune, il est le seul qui puisse être qualifié de « civique ».

En novembre 1791, le district est composé de nouveaux personnages : Courtin, Fouchard, Bourlier, Vérité, Toutin, Lorieux. Plus de Quesnot ! Depuis quand ? En voici peut-être la raison. Le premier octobre 1791, la Législative succède à la Constituante. Couthon fait prendre un décret le 21 octobre déclarant les prêtres inaptes à toute charge publique. On se méfie déjà, même des constitutionnels !

Les 18, 19, 20 novembre 1792, l'Assemblée électorale du district réunie au palais de justice de Mondoubleau procède au renouvellement de toute son administration civile et judiciaire.

Le tribunal du district se compose des citoyens Martin Destouches père, président ; Quesnot, curé ; Courtin, Lorieux, Duval aîné, juges ; Vié père, commissaire national et Leroy, greffier.

Président du district, juge, électeur... Avoir aspiré aux fonctions publiques, avoir occupé des places administratives, avoir assisté et participé à des fêtes profanes, voilà les fautes, voilà les « crimes » ! Et pourtant combien tout cela était périlleux. Il n'est que de relire les chroniques révolutionnaires de Beauvais de Saint-Paul pour sa bonne ville de Mondoubleau.

Heureusement le bilieux fils de « ci-devant » ne pouvait plus rien lorsqu'il écrivit contre le malheureux curé. Bien autrement dangereuse pour ce dernier était, en mars 1794, l'arrivée tumultueuse du représentant Garnier de Saintes. Les modérés, même les patriotes locaux ont donné leur confiance au citoyen Quesnot. Mais un prêtre ne peut plus remplir aucune charge et le juge Quesnot est déchu sur l'heure. C'est notre échottier qui rapporte : « M. Beaussier père fut préposé à sa place ; mais ce nouveau candidat fut immédiatement rejeté, parce que, observa-t-on, il s'était permis de dire, en apprenant la mort de Marat, que c'était un grand scélérat de moins. Le citoyen Bossion, procureur de la commune, ... fut accepté ».

Accusé, levez-vous !

Revenons en arrière et voyons un censeur plus sérieux, des motifs combien plus graves. L'abbé Gallerand, dans son magistral ouvrage « Les cultes sous la Terreur en Loir-et-

Cher », dresse en quelques lignes l'acte d'accusation de Jean-Louis Quesnot, prêtre et poursuivi comme tel :

« Quesnot Jean-Louis, curé de Saint-Cyr de Sargé en 1791. Prête le serment le 23 janvier 1791. Abdicataire le 7 ventôse an II (25 février 1794) ; traditeur le 11 germinal an II (31 mars 1794). Rétracté le 13 juillet 1795. Déporté à l'île de Ré, en vertu d'un arrêté du Directoire du 28 nivôse an VII et où il arrive le 25 février 1799 ».

Suivons donc pas à pas l'accusateur public, écoutons l'exposé des faits établi par l'instruction, mais que ce soit avec des oreilles d'avocat.

Le serment constitutionnel.

Après le vote de la Constitution civile du clergé (12 juillet 1790), l'Assemblée a institué le serment constitutionnel (27 novembre 1790). En voici l'article premier :

« Les évêques et ci-devant archevêques, et les curés conservés en fonctions, seront tenus, s'ils ne l'ont pas fait, de prêter le serment réglé par les articles 21 et 38 du décret du 12 juillet dernier, concernant la constitution civile du clergé. En conséquence, ils jureront, ... de veiller avec soin sur les fidèles du diocèse ou de la paroisse qui leur est confié, d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi ; savoir, ceux qui sont actuellement dans leur diocèse ou leur cure, dans la huitaine... etc. ».

« Au mois de janvier 1791, 430 prêtres séculiers (curés, vicaires, professeurs, aumôniers) exerçaient des fonctions officielles dans le département donc étaient astreints au serment. On peut estimer à près des deux tiers ceux qui se résolurent à le prêter ». (11).

« Maintenu » dans ses fonctions, l'abbé Quesnot, selon l'article 38 de la constitution civile du clergé, « prête serment dans son église, un jour de dimanche, avant la messe paroissiale, en présence des officiers municipaux, du peuple et du clergé ». Le 23 janvier 1791, en l'église Saint-Cyr, il s'exprime en ces termes :

Messieurs,

« L'homme injuste ou peu intelligent pourra seul avoir des doutes sur mon patriotisme. Honoré de la confiance publique, la Constitution était à peine commencée que la voix du peuple m'a élevé aux premières places.

(11) Abbé Gallerand.

« A peine encore l'auguste Sénat a-t-il anéanti l'ancienne administration, et nous a-t-il donné des lois pour un nouveau régime, que le public a encore prononcé en ma faveur et que MM. les électeurs qui sont ses organes, m'ont mis au nombre et même le chef de district, cette compagnie respectable, qui n'a d'autre occupation que de veiller à vos intérêts, prêter l'oreille aux cris des opprimés et repousser les traits que l'injustice ose encore décocher.

« C'est donc pour confirmer et anéantir tous les doutes sur mes sentiments que j'ai cru qu'il ne suffisait pas de les renfermer dans le secret de ma conscience et qu'il était de mon devoir comme curé, comme chef d'un corps administratif, de prêter le serment ordonné par le décret du 27 novembre dernier.

« Oui, Messieurs, certain que l'Assemblée Nationale n'a jamais eu l'intention de toucher en rien au spirituel en réglant la constitution civile du clergé, ce qu'elle a plusieurs fois répété, attaché au dogme de la religion catholique, apostolique et romaine, dans laquelle je veux vivre et mourir, convaincu que l'Assemblée Nationale s'est renfermée dans les justes bornes du pouvoir temporel, *je jure de veiller avec soin sur les fidèles de cette paroisse* que la Providence m'a confiés, d'y veiller avec d'autant plus d'exactitude que, vous le savez, Messieurs, je n'ai cessé de vous voir tous comme mes brebis d'adoption et que mon cœur a toujours été votre patrimoine. Je jure enfin *d'être fidèle à la Nation, à la Loi et au Roi et de maintenir de tout mon pouvoir à la Constitution décrétée par l'Assemblée Nationale et acceptée par le Roi* » (12).

Le même jour, 23 janvier, le vicaire Cheverie prête également le serment :

« Messieurs, dit-il, j'ai déjà prêté devant la commune de cette paroisse en votre présence le serment civique le 14 juillet dernier, jour de fédération et de fraternité universelle par tout le royaume ; vous y avez applaudi et vous avez loué mon patriotisme.

« L'Assemblée Nationale exige encore de moi dans ce moment-ci le même serment ; pourquoi ne le ferais-je pas ? Dois-je rougir d'être citoyen et promettre d'en pratiquer les vertus ? Penserai-je différemment aujourd'hui, pendant ce beau jour de paix et d'union ?

« Non, Messieurs, invariable dans mes sentiments, je viens le confirmer de nouveau, persuadé que l'intention de

(12) La formule du serment est en italique.

l'Assemblée Nationale comme elle l'a tant de fois manifesté, n'a jamais été et ne sera jamais de toucher en rien au spirituel, en réglant la constitution civile du clergé. Intimement convaincu qu'elle s'est, jusqu'à présent, renfermée dans les bornes exactes du pouvoir qui lui appartient, je viens jurer et je jure de remplir avec soin et exactitude les fonctions de mon ministère, d'être fidèle à la Nation, à la Loi et au Roi, de maintenir de tout mon pouvoir la Constitution décrétée par l'Assemblée Nationale et acceptée par le Roi » (13).

Le même jour encore, 23 janvier 1791, leur collègue Housseau prête également serment à Saint-Martin, sans phrases ni commentaires ; c'est du moins ce que prétend M. Alexandre. Nous en reparlerons plus loin.

On se pose la question : à quoi obéissent ceux qui se soumettent à la constitution civile du clergé et qui en conséquence prêtèrent le serment ?

Dom Piolin, en deux lignes exécute les coupables : « La faiblesse et les mauvaises passions de la nature humaine suffisent pour expliquer ces chutes ». Seuls des esprits prévenus peuvent accepter un tel jugement ! La charité et l'équité demandent avis à la raison et qu'on n'oublie pas le « climat » du moment.

La loi prévoit que ceux qui n'auront pas prêté le serment « seront réputés avoir renoncé à leur office ». Ils seront donc chassés de leur paroisse, — pensez aux angoisses qui les étreignent à cette idée —, et matériellement ils se trouveront sans traitement. Quelle activité pourront-ils exercer, car il faut vivre. L'un d'eux ira jusqu'à s'écrier : « La Nation donne du pain, le Pape n'en donne pas » (14).

Ne peut-on être faible quand on est isolé dans une paroisse perdue, alors que l'évêque d'où tout procède vous abandonne ? Nous entendons bien : libelles, pamphlets, avertissements et ordonnances foisonnent. Les uns dévoilent la vraie Conspiration, d'autres font l'apologie du serment, d'autres encore, prétentieux, se déclarent simplement être les guides de la conduite des curés dans les circonstances présentes. Il n'est donc que de lire et de se déterminer. Comme c'est facile !

Et puis, il y a le milieu. N'est-il pas donné à certains d'être lâches devant la montée des passions, devant les menaces, les contraintes, les coups ?

(13) Les deux « professions de foi » de Quesnot et Cheverie sont rapportées d'après les textes de M. Alexandre et de l'abbé Duchesne.

(14) Cité dans l'ouvrage de Dom Piolin.

Il y a aussi les curés « philosophes » dont la foi est éteinte, les jansénistes qui croient retrouver l'Eglise de Jésus-Christ dans sa pureté, les Gallicans pour qui le pape n'est que l'évêque de Rome...

N'y a-t-il pas enfin des prêtres dont le patriotisme exige l'essai loyal d'une église nationale ? Sans rien renier ne peut-on tout à la fois être citoyen, catholique et prêtre ?

Dom Piolin, sévère dans ses condamnations, reconnaît que « Jean-Louis Quesnot n'avait prêté le serment qu'en l'accompagnant d'explications verbales entièrement orthodoxes ».

C'est admettre qu'il y a eu chez certains, dans leur combat intérieur, d'autres sentiments que la peur, la faiblesse, la complaisance...

Patriote, dévoué au bien public, investi de la confiance « du peuple » qui l'a désigné plusieurs fois à des fonctions de direction civiles, Quesnot ne veut pas se dérober.

Mais le fait même qu'il assortit la formule officielle du serment d'une longue profession de foi et qu'il prend appui sur ses paroissiens pour justifier sa position prouve ses hésitations.

Ces hésitations, qui les a levées ? N'y a-t-il pas dans, disons son plaidoyer et celui de son vicaire, des formules toutes faites, indice d'une concertation, d'un mot d'ordre, telle l'expression : « l'Assemblée Nationale n'a jamais eu l'intention de toucher en rien au spirituel ». Et que dire du souci du vicaire de feindre croire que le serment demandé n'est que le renouvellement du serment civique et n'impose rien de plus ?

Il est impossible de trancher, ne pouvant sonder plus avant et l'esprit et le cœur de ces hommes. Mais il semble permis de ne leur prêter aucune des « mauvaises passions » qu'insinue Dom Piolin.

Une énigme

L'Assemblée Nationale par décret du 26 janvier 1791 décide le remplacement des évêques et des curés privés de leurs fonctions pour refus de serment. Le 13 février, Henri Grégoire est élu à la fois au Mans et à Blois. Il opte pour le Loir-et-Cher.

Dom Piolin ajoute : « un prêtre de l'église du Mans, Jean-Louis Quesnot, curé de Saint-Cyr de Sargé, fut élu évêque de Loir-et-Cher ; Et ce ne fut que sur son refus formel que l'on songea à choisir le curé d'Emberménil ».

M. Alexandre, dans son petit livre déjà cité, remarque : « Le procès-verbal de l'élection (de Grégoire) aux archives départementales ne parle en aucune façon de Quesnot. S'il eût obtenu des voix, s'il se fût présenté comme candidat, s'il eût été patronné par un groupe d'électeurs plus ou moins important, il en eût été fait mention au procès-verbal... D'un autre côté, s'il eût été évêque, même constitutionnel, je doute que sa modestie l'eût arrêté, qu'on en juge par ses multiples fonctions... »

Laissons là notre censeur et, dernier venu, consultons le dictionnaire de M. de Saint-Venant. Cela tient en une phrase : « Quesnot fut nommé évêque de Loir-et-Cher, poste qu'il eut la sagesse de refuser ».

Qu'y a-t-il de vrai dans tout cela ? Pour l'instant le mystère reste entier.

Le serment de « Liberté-Egalité ».

Plusieurs serments ont été exigés des prêtres. Celui de soumission à la Constitution civile du clergé fut le premier. Le décret du 15 août 1792 prescrivit aux fonctionnaires le serment de Liberté-Egalité encore appelé « petit serment » ou « second serment civique ».

« Je jure de maintenir de tout mon pouvoir la liberté et l'égalité ou de mourir en les défendant et de veiller avec soin sur les fidèles qui me sont confiés ».

Nous sommes sous le coup de l'émotion provoquée par les événements du 10 août. En janvier 1791, les prêtres n'avaient à renoncer qu'à leurs fonctions et à leurs revenus. La loi de 92 ajoute à la perte d'intérêts matériels la menace de la déportation et la crainte de prêter un serment schismatique se renforce.

Or, beaucoup le prêtèrent, même parmi ceux qui n'étaient pas des constitutionnels et qui se soumirent tel M. Emery, supérieur de Saint-Sulpice. Quesnot, Housseau s'exécutent le 4 novembre 1792. Remarquons que ce serment ne leur fut pas reproché sans doute parce que, quoique tardivement, le pape avait condamné la constitution civile, alors qu'il ne condamnera jamais clairement le serment de Liberté-Egalité.

Aujourd'hui, nous considérons qu'il a existé alors des serments « religieux » et d'autres dit « politiques ». Qu'en était-il pour Quesnot et ses collègues ? Et pour conclure ne pourrait-on penser que si le problème des serments intéresse au premier chef les ecclésiastiques, il intéresse autant leurs paroissiens lesquels se passionnent non pour l'option de leur

curé mais bien pour l'homme qu'il demeure à leurs yeux. Et n'est-ce pas l'important ?

Des serments, oui, ... à s'y perdre.

Si l'on en croit l'abbé Gallerand, certains ministres du culte assujettis au serment de 1791 ne l'avaient pas prêté en temps utile mais se rattrapèrent, si on peut ainsi s'exprimer, au dernier moment en septembre 1792. « Ainsi, Jean de la Boissière, ancien curé de Bouffry, qui prêta le serment à Sargé, le 9 septembre et eut la liberté de conserver ses fonctions de chapelain du château des Radrets ; ainsi Housseau, curé de Saint-Martin, âgé de 71 ans qui jura le 11 septembre, quelques jours avant que la loi d'exil fut promulguée dans le district de Mondoubleau et qui put continuer à jouir en paix de son presbytère et de ses fonctions ».

« Le Directoire du département délibérant le 24 octobre 1792 arrête que La Boissière et Housseau seront maintenus dans leurs places et exercice de leurs fonctions ; il ajoute qu'on rendra à Housseau les ornements et vases sacrés qui auraient pu être enlevés à tort de son église ainsi que les meubles et clef de son presbytère ».

Ce serment tardif de Housseau est en contradiction avec ce que dit M. Alexandre lequel nous a fait écrire que le curé Housseau a prêté le serment constitutionnel le 23 janvier 1791 comme ses collègues Quesnot et Cheverie. Qui croire ?

La Boissière, chapelain, n'est astreint au serment que depuis la mi-avril 1791, ce qui peut être une explication à son manque d'empressement. Housseau, lui, du fait de la fusion des deux paroisses de Sargé en une seule commune (1790) n'aurait-il pas été considéré, un certain temps du moins, comme en dehors des « fonctionnaires publics ecclésiastiques ? » Mais tout ceci n'est pas convaincant.

Les derniers mois de 1792.

Les derniers mois de 1792 ne sont pas trop pénibles pour nos curés. Les autorités départementales, si nous en croyons le chapitre précédent, sont accommodantes avec le « fanatisme ». Les modérés sont encore au pouvoir et la crise des subsistances est autrement préoccupante. Partie du Perche, la révolte a gagné de ville en ville, de marché en marché en novembre et décembre. Il faudra sabrer les séditeux.

A Sargé, les citoyens s'activent en plus à satisfaire aux dispositions des décrets qui pleuvent en cette période chaotique.

En exécution du décret du 5 juillet 1792, chacun déclare à la municipalité les armes qu'il possède. L'arsenal du citoyen Quesnot est assez bien pourvu. Il comprend :

un grand fusil, nommé « canardier »,
deux fusils simples,
un fusil double,
deux pistolets de poche, doubles,
deux pistolets d'arçon, doubles,
deux mauvaises cannes contenant chacune une lame,
un couteau de chasse,
un bâton armé d'une pique.

Le deuxième déclarant, J.N. Housseau, ne possède qu'un fusil simple et deux pistolets d'arçon. Suivent 115 autres déclarations. Certains n'ont qu'un bâton armé d'une pique ou une « fourchette ».

Le décret du 10 septembre 1792, concernant l'enlèvement des meubles et objets précieux non indispensables au culte pour les envoyer à l'hôtel des monnaies est suivi d'effet le 29 octobre 1792. Voici le certificat établi par le district pour la bonne conscience de la municipalité de Sargé :

« Nous, administrateurs du district de Mondoubleau, certifions que les officiers municipaux de Sargé ont déposé aujourd'hui au Directoire l'argenterie des paroisses de Saint-Martin et de Saint-Cyr de Sargé consistant :

1. de la paroisse de Saint-Martin :

une croix pesant 4 marcs 2 onces 2 gros ; un encensoir et sa navette pesant 4 marcs 3 onces 5 gros.

2. de la paroisse de Saint-Cyr :

une croix pesant 3 marcs 7 onces ; un encensoir et sa navette pesant 4 marcs 6 onces 4 gros ; deux burettes pesant 5 onces.

Toutes lesquelles pièces pèsent au total 18 marcs 6 onces 3 gros et demi, conformément à l'inventaire dressé par lesdits officiers municipaux lesquelles pièces seront de suite envoyées à l'Hôtel des Monnaies d'Orléans, conformément à la loi.

Au Directoire, le 29 octobre 1792, l'An Premier de la République.

Trécul, Crépin, Hervet ».

Ajoutons pour bien marquer le civisme des Sergettiers que au 5 août 1793 plusieurs communes du district n'auront encore rien livré.

Le 2 décembre 1792, l'abbé Quesnot préside l'assemblée électorale de Sargé.

Le 9 décembre les curés Quesnot et Housseau remettent aux maire et officiers municipaux les registres paroissiaux. Le dernier acte signé Quesnot est du 8 décembre. Il est suivi de la déclaration suivante :

« Le présent registre aresté par nous, maire et officiers municipaux aux termes de la loi du 20 septembre 1792 pour estre déposé es mains du citoyen Le Cerf, officier public. A Sargé, le 9 décembre 1792. « Met, maire ; J. Lucas, procureur de la commune ; Lecerf » (15).

L'année 1793.

L'église constitutionnelle s'organise vaille que vaille. L'abbé Quesnot perd son vicaire, Cheverie, probablement vers mai 1791 : Fontaine-Raoul a besoin d'un prêtre assermenté. Un nouveau vicaire arrive mais fait si peu parler de lui qu'à peine découvre-t-on quelques signatures de sa main, Barra (t) en août et septembre 1791.

C'est seulement le 2 avril 1793 que « devant les maire et officiers municipaux est comparu le citoyen Denis René Drouin, prêtre, lequel assisté du citoyen J.L. Quesnot, curé de Sargé, nous a déclaré qu'il était envoyé par le citoyen Henri Grégoire, évêque du département de Loir-et-Cher pour remplir dans la paroisse de Sargé les fonctions de vicaire et voulant « exhiber » son patriotisme et sa soumission à la loi, nous a dit, qu'en conformité du décret du 15 août 1792 il se présentait pour prêter le serment d'être fidèle à la Nation et à la Loi et de maintenir de son pouvoir la Liberté et l'Egalité, de remplir les fonctions de son ministère avec l'équité que dicte le plus pur patriotisme » (16).

Dans le vocabulaire révolutionnaire le mot « suspect » revient souvent, et on n'a jamais autant craint les mauvaises langues. Pour en protéger les patriotes la Convention a imaginé le certificat de civisme. Et chacun de prêter serment

(15) La matière du chapitre « Les derniers mois de 1792 » provient en grande partie du livret de M. Alexandre.

(16 et 17) D'après M. Alexandre.

pour s'en voir muni, à commencer par les notables que la malignité publique tendrait à confondre facilement avec les dit « suspects ».

Le 5 mai 1793, les autorités de Sargé délivrent cette sauvegarde tant souhaitée à Raphaël Buisson, notaire ; J.L. Quesnot, curé ; René Drouin, vicaire ; J.N. Housseau, curé ; Jean-Baptiste Lecerf, maître en chirurgie ; René-François Met, maire.

Le 9 mai, la municipalité constate que ces certificats ont été affichés pendant trois jours à la porte de « Lautelle commun » et qu'aucun citoyen n'a réclamé ; de même qu'aussi ils ont été publiés cejourd'hui à la porte de notre église, issue de messe paroissiale, sans qu'il se soit produit de réclamation (17).

Nos curés en ont bien besoin quoique vivant dans une région relativement calme, l'abbé Housseau excepté puisqu'il décède le 21 du même mois. Ainsi leur collègue Cheverie (écrit Chevrier par l'abbé Gallerand) a des ennuis dans sa paroisse :

« Le 18 septembre 1793, il est incarcéré pour le motif qu'il ne lit point en chaire ni n'explique les lois et qu'il a fait procession pour la fête de Saint-Louis.

« Le 26 et le 30 novembre 1793, la municipalité de Fontaine-Raoul, au nom de la population entière, défend le curé de la paroisse, alors détenu à Blois :

« Nous attestons à la face du ciel et de la terre, que notre curé nous a donné en toutes les circonstances, dès le moment où il est entré dans notre commune, les preuves d'un patriotisme certain... Si des accusateurs le calomnient, nous nous présentons et nous offrons de répondre pour lui » (18).

Notre constitutionnel, élargi, reviendra à Sargé où il sera un temps percepteur après abandon de ses fonctions.

A Paris et dans les villes, la Montagne tonne. Dans nos campagnes isolées, le roulement parvient retardé et assourdi. La crise des subsistances sert de toile de fond et de motif à un état permanent d'agitation et de mauvaise humeur. Dans les auberges, on ne se gêne pas toujours de traiter les conventionnels de « gueux » ou de « scélérats ». Et les royalistes ne sont pas loin. Rappelons seulement la manifestation fomentée par eux lors du recrutement de la cavalerie à Mondoubleau le 12 septembre 1793.

(18) D'après l'abbé Gallerand.

La volonté révolutionnaire ne se répercute pas avec toute la vigueur voulue et les décrets ne sont souvent appliqués qu'avec un certain retard.

A Sargé, on brûle par petits paquets les titres de noblesse et de féodalité en août, en septembre, en octobre. Pour l'enlèvement des cloches les choses s'éternisent malgré le besoin urgent de métal.

Le décret du 23 juillet 1793 portait qu'il ne serait laissé qu'une cloche par paroisse. Celui du 3 août, relatif à l'emploi du métal, destiné à la fabrication des canons, édictait que les cloches des grandes villes devaient être les premières employées. La mesure ne sera étendue à la totalité du territoire que par circulaire ministérielle du 22 septembre 1793.

Aussi, les mois passent. En Loir-et-Cher, pour ménager les paysans on prescrivit le 24 septembre l'exécution des décrets dans les seuls cantons. Le 12 novembre seulement on généralisa la besogne plus ou moins commencée.

A Sargé, les deux cloches de Saint-Martin et une de Saint-Cyr furent descendues le 24 novembre. Comme pour les objets précieux non indispensables au culte, Sargé obéissait correctement. Peut-on ajouter que la municipalité bénéficia de la vente des trois cordes !

La fin des illusions.

La Révolution a adopté trois attitudes successives à l'égard du catholicisme. Elle a tenté de vivre avec lui, sans lui et contre lui.

La Constituante a créé une Eglise d'Etat. L'épiscopat français puis Rome l'ont condamnée. Malgré des efforts loyaux tout s'effondrera. Le pouvoir civil devra successivement lutter contre le clergé insermenté, puis contre tout clergé, enfin contre le christianisme lui-même.

Décembre 1793 voit en Loir-et-Cher les églises se fermer. L'abbé Gallerand va nous aider à débrouiller l'écheveau compliqué des événements :

« Quelques églises avaient été fermées dès la fin de novembre 1793 : celles de Montoire, de Vendôme et de la Cathédrale de Blois.

« Plusieurs autres le furent en réponse immédiate à l'arrêté du comité central, au cours de la première quinzaine de décembre. Telles Saint-Nicolas et Saint-Saturnin de Blois.

« A Mondoubleau, le 10, on procéda en grande solennité. Les administrateurs du district et les membres du tribunal,

(Quesnot devait en être), tous coiffés du bonnet rouge, selon le rite prescrit, organisèrent une « procession », de l'église aux bureaux du directoire, afin de transporter les trophées conquis sur le « fanatisme », — les calices et les ornements sacrés ; ils apposèrent au-dessus de la porte de l'église cette inscription en gros caractères : Temple de la Raison. Dans ces mêmes jours, nous sommes au 20 frimaire an II (10 décembre 1793), l'opération eut lieu à Saint-Dyé, à Saint-Georges, à Mer, à Autainville, à Sargé...

« Un arrêté du comité de surveillance de Mondoubleau, en date du 10 décembre chargeait en effet un groupe de patriotes éprouvés de parcourir, dès le lendemain, toutes les communes, pour fermer les églises et accrocher au fronton l'écriteau : Temple de la Raison.

« Mais, si les églises, un peu partout se fermaient, un peu partout aussi, l'opinion se montrait nettement défavorable à cette mesure... Si le peuple était assez indifférent pour ce qui était de l'orthodoxie des curés, il était par contre très attaché à ses traditions religieuses. Il n'ignorait pas que la Convention venait, le 18 frimaire (8 décembre 1793) de proscrire à nouveau toute violence ou menace contraire au libre exercice de la religion...

« Les rapports administratifs se plaignaient de cette fermentation « fanatique ». « La religion paraît animer la majeure partie des campagnes », notait, à la fin de janvier, le comité de surveillance de Mondoubleau et par « animer », il voulait dire « surexciter ».

Aussi, pétitions de fleurir, propagande de courir sans oublier que les prêtres constitutionnels se voient en butte à l'animosité des autorités quand ce n'est pas à celle des fidèles.

« A Mondoubleau, où l'église avait été désaffectée le 10 décembre, le peuple s'empara des clefs, et, malgré les autorités constituées, y « rétablit le fanatisme » durant deux mois.

« S'il y eut des manifestations violentes, il y eut aussi des manifestations pacifiques du sentiment religieux. Les populations du Loir-et-Cher n'étaient pas de tempérament à susciter une Vendée. Du moins, au début, avant d'être par la peur, réduites au silence, voulurent-elles essayer, par des moyens légaux, de conserver ou de reconquérir la libre pratique de leur culte.

« Ainsi, à Sargé, l'église avait été fermée et les vases sacrés confisqués ; le dimanche 15 décembre, il n'y avait pas eu de messe ; le 18, une grande foule d'hommes et de femmes « se disant pénétrés de douleur d'avoir été privés

du service divin », vinrent pétitionner pour la reprise du culte ; et, le 21, la municipalité communiquait leur vœu au district de Mondoubleau. (lettre du 1er nivôse an II. — 21 décembre 1793).

« Donc dans nombre de communes rurales le culte continue. Bien que le comité de surveillance de Mondoubleau eut décidé et prescrit dès le 10 décembre 1793, la fermeture de toutes les églises le culte n'en persista pas moins dans le district. Des 33 communes que renfermait ce territoire, sept seulement, au milieu de février étaient sans prêtre et sans offices : Mondoubleau, Beauchêne, Epuisay, Fortan, La Ville-aux-Clercs, Saint-Marc-du-Cor et Villebout ; et encore n'était-ce pas le fait du directoire, mais sauf peut-être à Mondoubleau, la faute en était aux curés eux-mêmes qui d'eux-mêmes avaient abdiqué leurs fonctions ou déserté leur paroisse. Le directoire, lui, n'entravait pas le service religieux ».

Abdicataire, le 7 ventôse an II.

Arrive Garnier de Saintes. Partout où il était passé, dans ses précédentes missions, il avait donné des preuves d'une profonde aversion contre le catholicisme.

Il est à Blois le 27 janvier 1794. Après quelques jours consacrés à recruter son conseil et à recueillir un dossier, il entre en campagne. Pour frapper à mort l'église constitutionnelle, il faut, après l'avoir chassée des églises, obtenir la défection de son clergé. Après la circulaire de Garnier du 18 pluviôse (6 février 1794) et la manifestation du 20 pluviôse à la cathédrale de Blois, beaucoup de curés apportèrent à leur municipalité, envoyèrent au district soit leurs lettres de prêtrise, soit l'assurance de leur abdication.

Que fit l'abbé Quesnot ? Le chapitre précédent nous a appris qu'il avait obéi à la fermeture de son église. Et bien que soutenu au moins par une partie de la population il s'incline et cesse toute fonction ecclésiastique.

« Aujourd'hui 7 ventôse de l'an second de la République (25 février 1794), à huit heures du matin, devant, nous, maire et officiers municipaux réunis en notre chambre commune est comparu le citoyen Jean-Louis Quesnot curé de notre commune, lequel nous a déclaré que, vu la déclaration du citoyen Garnier de Saintes, représentant du peuple dans le département de Loir-et-Cher, l'arrêté du Directoire dudit département en date du 18 pluviôse dernier (6 février), il n'exerçait aucune fonction ecclésiastique, ayant et voulant

avoir toujours pour guide la paix et la tranquillité qui font le bonheur d'un vrai citoyen et constituent l'harmonie sociale. Et avons requis ledit citoyen Quesnot de signer la présente déclaration, ce qu'il a fait ».

Traditeur, le 11 germinal an II.

C'est un peu le jeu du Chat et de la Souris. Viendra bientôt le temps où après des sursauts de plus en plus désespérés et de plus en plus désordonnés la souris sera dévorée.

Ainsi, des prêtres, une centaine, n'ont pas été ébranlés par les démonstrations de Garnier du début février. Alors le représentant visite les districts. Il est à Vendôme le 16, à Mondoubleau le 18 mars. Relisons Beauvais de Saint-Paul :

« Garnier convoqua une assemblée dans le nouveau temple de la Raison, et voulut que tous les prêtres constitutionnels... du district s'y trouvassent. Il prononça un discours sur le fanatisme et la superstition. L'orateur n'épargna aux ecclésiastiques présents... (ni) le sarcasme, ni l'injure. Il les engagea avec une amère dérision à venir déposer entre ses mains leurs lettres de prêtrise qui, disait-il, n'étaient plus bonnes à rien.

... « Un conseil, désigné par ses ordres, était tenu de lui adresser les diverses propositions qui devaient lui être soumises, et de lui présenter les candidats en remplacement des fonctionnaires destitués, ou dont les places étaient restées vacantes.

... « Partout où il trouvait un prêtre remplissant quelque fonction administrative, il l'en expulsait « à cause de sa qualité de prêtre ».

C'est ainsi que Quesnot fut destitué de sa place de juge.

Hurler avec les loups et venir au secours de la victoire, les directoires de district vont s'y employer d'autant plus qu'ils ont eu auparavant bien des faiblesses. Garnier, le 18 mars (28 ventôse) a critiqué fortement « l'apathie » des habitants du district percheron, « leur insouciance sur la Révolution et leurs opinions fanatisées ».

Aussi, le 24 mars le Directoire de Mondoubleau écrit à la Convention : « Punissez vos ennemis avant qu'ils ne se vengent ; chassez du sein de la Patrie cette secte scélérate ; n'épargnez que ceux qui, rentrés dans le sein de la société, comme pères de famille, doivent mériter des égards et vos sentiments généreux. Que la mort ou le bannissement perpétuel soit le partage des autres ».

Les « déserteurs » des années 90 à l'abri à l'étranger puis leurs défenseurs du XIX^e ont beau jeu contre les « traîtres ». L'abbé Quesnot, traditeur le 11 germinal an II (31 mars 1794) n'a pas l'héroïsme d'un martyr de la foi. Qui lui jettera aujourd'hui la première pierre ? Peut-on rejeter sur un seul la faute d'une paroisse apeurée et sans idéal entraînée à tous les excès et versatile comme toutes les foules.

Servir, reste sa devise

Que peut un homme contre la marée des passions sinon un geste dérisoire ! Que peut le clergé constitutionnel ayant perdu tout soutien populaire ! Chaque prêtre ne peut plus réagir qu'en tant qu'individu selon son cœur, son courage, la fermeté de ses convictions.

Il semble que l'abbé Quesnot ne désespère pas. Replié sur lui-même après sa déclaration du 25 février il attend un renouveau de « l'harmonie sociale ». Sa confiance en la bonté de l'homme le soutient dans l'épreuve qui se poursuit.

Le 14 germinal an II (3 avril 1794) des réfugiés vendéens sont installés dans son presbytère. Le citoyen Quesnot serait mis à la rue ? Peut-être. Cependant le 14 mai (25 floréal) les deux presbytères sont loués. Moyennant 12 livres 5 sols par mois, il se rend adjudicataire de la majeure partie de celui de « Cyr », les saints étant supprimés.

On loue l'herbe des cimetières après avoir fait descendre les croix extérieures des deux églises et enlevé de l'intérieur tous les objets du fanatisme qui s'y trouvaient encore. La déchristianisation se poursuit à Sargé comme ailleurs.

Devenu simple citoyen, Quesnot reste l'homme utile à la communauté. Il devient chef d'atelier chargé de veiller à la récolte des salpêtres. Soyez persuadés qu'il a promis d'en remplir les obligations avec exactitude, zèle et patriotisme. Et par tout le territoire, on exploite vieilles constructions, écuries, étables, pigeonniers...

« Le 20 fructidor an II (6 septembre 1794) le citoyen Paris, agent des salpêtres de Mondoubleau autorise le citoyen Quesnot chef d'atelier de Sargé à payer 20 livres au citoyen François Pichot, nouveau propriétaire de la Trousserie (bien national) pour la destruction d'une vieille fuie ».

La disette menace-t-elle ? On a recours à Quesnot. Le 20 pluviôse an III (8 février 1795) il est l'un des deux commissaires chargés de l'approvisionnement et du transport des grains destinés au grenier d'abondance communal. Et le 28 février, il est de ceux qui font un don patriotique pour alimenter la trésorerie de ce même grenier.

Disons qu'il est un temps percepteur après le 4 juin 1795 et terminons par ce relevé du 20 ventôse an V (10 mars 1797) transcrit des registres d'état civil lesquels nous signalent un certain « Jean-Louis Quesnot, 58 ans, cultivateur, demeurant en cette commune ».

Que n'a-t-il toujours appartenu en ces temps troublés à cette honorable corporation !

Rétracté le 13 juillet 1795.

La Convention passa durant ses trois années de pouvoir par des résolutions très différentes en matière religieuse. Après la période dure de la Montagne, l'Assemblée en arriva à la conviction que la question religieuse ne regardait pas l'Etat.

Le gouvernement ne devant garantir que la liberté de conscience, ce fut la loi de séparation du 18 septembre 1794 bientôt suivie du décret du 21 février 1795 (3 ventôse an III) garantissant la liberté des cultes :

« Conformément à l'article 7 de la Déclaration des Droits de l'Homme, et à l'article 122 de la Constitution, l'exercice d'aucun culte ne peut être troublé (article 1).

En conséquence, « la République ne salarie aucun culte et elle ne fournit aucun local ni pour l'exercice du culte ni pour le logement des ministres ».

Enfin la loi du 11 prairial an III (30 mai 95) parachève la nouvelle politique en rendant les églises au culte.

L'évêque de Loir-et-Cher, l'abbé Grégoire, champion de la constitution civile du clergé a, devant la Convention refusé d'abjurer : « Catholique par conviction, proclame-t-il, prêtre par choix, j'ai été désigné par le peuple pour être évêque, mais ce n'est ni de lui, ni de vous que je tiens ma mission. On m'a tourmenté pour accepter les fonctions, on me tourmente aujourd'hui pour faire une abdication que l'on ne m'arrachera pas ».

Et il ajoute : « J'ai tâché de faire quelque bien dans mon diocèse, je reste encore pour en faire, j'invoque la liberté des cultes ». (Mémoires)

Après la ruine du culte il va lutter pied à pied pour rétablir l'église constitutionnelle dans tous ses droits. Ainsi fait-il parvenir à ses ouailles une lettre pastorale datée du 12 mars 1795.

Car il sait que son clergé n'a pu résister à la persécution. Sur 300 prêtres, à peine un dixième est resté fidèle aux principes religieux et républicains. Le plus grand nombre a remis ses lettres de prêtrise ; certains se sont mariés.

L'abbé Quesnot s'est-il senti réconforté en apprenant que son évêque ne l'abandonnait pas et qu'il avait connu les mêmes pressions que son clergé ? S'est-il trouvé encouragé par le vote de cette cascade de lois qui restituent un régime de liberté religieuse aux Français ? N'est-ce pas surtout les pressions locales qui le décident à la démarche que voici :

15 prairial an III (3 juin 1795)

« Par devant le maire, les officiers municipaux et le procureur syndic, s'est présenté à la maison commune le citoyen Louis Quesnot, lequel en vertu de la loi du 11 de ce mois (11 prairial) en qualité de ministre catholique est venu nous déclarer qu'il entendait se soumettre et qu'il se soumettait aux lois de la République comme il l'avait toujours fait jusqu'à présent, qu'il entendait, *sur les vœux de la très grande majorité de la commune* y exercer le culte catholique. De laquelle déclaration lui avons donné acte et en conséquence de l'article premier de la loi nous lui avons choisi l'église de Saint-Cyr de la dite commune, *dont il avait toujours été en possession* et notamment au premier jour de l'an second (donc le 22 septembre 1793), et lui avons assigné pour exercer le dit culte les fêtes et dimanches l'heure de 7 du matin. Et il a signé avec nous ».

Quesnot ne perd donc pas un moment pour profiter de la loi du 11 prairial. Trois jours, et l'affaire est réglée. Les autorités municipales n'attendaient que sa demande ou elles l'ont sollicitée pour satisfaire, disons, calmer la population, « la très grande majorité », comme ils disent. C'est que dans la Sarthe, à Cogners, à Vancé et ailleurs, on est allé, dès octobre 1794, chercher les clefs de l'église à la mairie. Après le décret du 3 ventôse, ç'avait été bien autre chose de Mamers à Saint-Calais. Allez donc faire comprendre à des femmes en colère que le culte est libre, mais les églises interdites ? Puisque l'État propriétaire ne veut ni donner ni prêter les églises, alors on les loue puis on les achète.

A Sargé, on a été plus patients... et plus prudents. C'est la loi même du 11 prairial qui offre une troisième solution en rendant aux communes l'usage des églises non aliénées dont elles étaient en possession au 22 septembre 1793. Voilà Quesnot rentré à Saint-Cyr on ne peut plus légalement. Sentimentalement ses fidèles pouvaient considérer qu'il n'en était jamais sorti, puisque les municipaux eux-mêmes font remarquer qu'il « avait toujours été en possession de son église ». Voire !

Possession toute relative : « L'église reste un bien national, géré par l'autorité laïque qui en garde les clefs et fixe les heures d'usage. De plus, elle demeure un édifice neutre, remis à la collectivité croyante et non au clergé, de sorte qu'il doit être commun à tous les cultes (catholique, constitutionnel, décadaire, philanthropique) et aux services publics (fêtes, municipalité, garde nationale). L'église n'est donc plus un temple réservé, mais une halle publique où le prêtre n'est qu'un simple occupant de fait » (19). — On pourrait ajouter sans rire que le desservant se voit chargé, avec les fidèles, des réparations et des impôts.

Conséquence cette fois de la loi de ventôse an III, certains assermentés rétractèrent leurs serments successifs à commencer par le serment constitutionnel pourtant caduc depuis longtemps. Cela débuta en avril pour aller se précipitant durant le printemps puis l'été.

L'abbé Quesnot fit sa rétractation le 13 juillet 1795. Nous n'avons là-dessus qu'une date. Mais nous pouvons imaginer en quoi consiste cette rétractation. Pour se retrouver en communion avec l'église, il faut faire sa profession de foi et sa soumission à l'église orthodoxe. Cela se passe ordinairement dans l'église du coupable pendant une cérémonie solennelle célébrée devant la foule des fidèles. Qu'en fut-il pour notre abbé ?

En règle avec l'église, en règle avec le pouvoir civil, il ne faut rien omettre. Aussi le 16 fructidor an III (2 septembre 1795) le citoyen Quesnot déclare à la municipalité « qu'il se propose d'exercer le ministère d'un culte connu sous la dénomination de catholique dans l'étendue de la commune de Sargé, et a requis qu'il lui soit donné acte de sa soumission aux lois de la République en exécution de la loi du 11 prairial an III ». Et a signé, Quesnot, (sans aucun titre).

La Convention expirante, — elle se séparera le 26 octobre 1795, — veille à la continuité du régime. Si elle est devenue bourgeoise, elle n'en reste pas moins attachée à la République, témoin le décret des Deux-Tiers et opposée à tous ses ennemis réels ou supposés. Ainsi, en matière religieuse, le décret du 29 septembre 1795 (7 vendémiaire an IV) reprend et consacre les lois précédentes de 1794 et 1795. Dans son titre III traitant de la garantie civique exigée des ministres de tous les cultes, on lit : « Nul ne pourra remplir le ministère d'aucun culte s'il ne fait préalablement devant l'administration municipale du lieu où il voudra exercer, la déclaration suivante : « Je

(19) Ch. Girault. Le régime de la première séparation dans la Sarthe. (1794-1802).

reconnais que l'universalité des citoyens français est le souverain et je promets soumission et obéissance aux lois de la République ».

C'est une formule politique. Ce serment pouvait être prêté sans prévarication parce que la religion est indépendante des formes de gouvernement civil. On assurait ainsi le libre exercice du culte. Le conseil du diocèse de Paris décida qu'on pouvait prêter ce serment sans restriction ni modification. Mais le pape intervint. Les esprits flottèrent. Beaucoup de prêtres se refusèrent à un acte qui consacrait le principe de la souveraineté du peuple. Quesnot, le 27 octobre 1795, fidèle à ses idées libérales satisfait à la loi.

Sous le Directoire.

Trois ans passent. A notre connaissance, aucun document ne mentionne notre curé. Seul, Beauvais de Saint-Paul rapportant quelques événements de l'année 1798 écrit (20) : « Les persécutions recommencent. On exige des prêtres constitutionnels le serment de haine à la royauté... Le serment qu'on avait déjà exigé d'eux et qui les liait à la constitution n'avait pas épuisé la haine de leurs persécuteurs, parmi lesquels les prêtres du district de Mondoubleau eurent le chagrin de compter d'anciens collègues défroqués, Le Bas-Javary, Brune... L'ordre fut donné de les proscrire. Plusieurs furent déportés à Cayenne » ... Quesnot fut du nombre des prêtres appréhendés.

Notre collègue, M. Régis Bouis, professeur honoraire, spécialiste de la Révolution en Loir-et-Cher, m'a fort aimablement communiqué plusieurs documents classés aux Archives de Blois (21) documents ignorés ou délaissés par les auteurs qui ont les premiers parlé du curé Quesnot.

Une extravagante affaire

Tout tourne autour d'une certaine affaire Préjean, dit Brise-la-Nation, chef de « brigands », auquel les indicateurs de la police adjoignent généreusement semble-t-il une dizaine de complices au cours de l'an VII. Ainsi « Préjean paraît être en relation avec » en numéro 2, Quesnaud, curé de Rahay (22) ;

(20) Histoire du canton de Mondoubleau.

(21) L. 580 - 13.

(22) L'indicateur n'en est pas à un détail près ; mais sans doute s'agit-il de Quesnot, curé de Sargé.

en sixième position, on nomme, Luceau, officier de santé à Saint-Calais (23) et le notaire, Hervet, de Mondoubleau est le huitième cité.

Deux fusils ont été volés à Sargé par des inconnus. Plus tard, dans la nuit du 2 au 3 nivôse an VII (23 décembre 1798), les arbres de la Liberté de Baillou et de Rahay ont été coupés à deux pieds de terre. La gendarmerie est sur les dents, l'administration énervée, la garde nationale en alerte.

Le citoyen Laporte, brigadier de gendarmerie à Mondoubleau, accompagné du gendarme André, enquête au Plessis-Dorin chez un certain Collet, maître-sabotier. D'un long rapport à ses supérieurs retenons seulement que le zélé militaire sur affirmation de Collet leur indique la cachette de la correspondance de Prejean et de ses scélérats : chez Luceau, à St-Calais ! Quant à « Quesnot, ex-curé de Sargé »... « d'intelligence avec cette bande de scélérats »... on lui consacre tout un paragraphe à défaut de preuves : « Ce qui me le confirme, (cette complicité), c'est une lettre écrite par le commissaire central du département de la Sarthe au citoyen Petit commissaire du Directoire près le canton de Mondoubleau qu'il m'a communiquée aujourd'hui à neuf heures (24) où il est dit que ce Quesnot est d'intelligence avec la bande contre-révolutionnaire et « qu'il a beaucoup d'influence » et même « il l'engage à le faire arrêter le plus tôt possible ».

Des affirmations, des soupçons. Si on m'accusait, a dit quelqu'un, d'avoir volé les tours de Notre-Dame... Vous devinez la suite. Quesnot ne fuit pas, mais le petit peuple peut-être pour une fois plus lucide et raisonnable que l'administration et la force publique intervient :

« Nous, soussignés, habitants de la commune de Sargé, canton de Mondoubleau, certifions à tous ceux qu'il appartiendra que le citoyen Jean-Louis Quesnot, ex-curé de cette commune depuis qu'il a cessé ses fonctions, n'a nullement troublé l'ordre public par ses discours et par ses actions, qu'il n'est point à notre connaissance qu'il ait entretenu des correspondances avec les ennemis du gouvernement mais au contraire que toute fois qu'il a été consulté sur les affaires générales, il a marqué le plus constant désir de voir la République s'affermir, en foi de quoi nous avons signé le présent pour servir et valoir ce que de raison ».

(23) Lussault, médecin à St-Calais dès avant la Révolution. En 1792, il est suspecté par la « Société Révolutionnaire des Amis de l'Egalité et de la Liberté ». En mars 1797, aux élections cantonales, il est un des élus. Lié aux Musset de Cogners ; leur a rendu des services durant la Révolution.

(24) 9 nivôse an VII : 29 décembre 1798.

A Sargé, le 13 nivôse an VII de la République une et indivisible. (2 janvier 1799).

Suivent 80 signatures dont celle de l'agent de la commune, des capitaines des trois compagnies de la garde, de nombreux gradés, d'anciens élus municipaux, ce qui est beaucoup. Mais c'est peu pour une commune qui recrute plus de 250 gardes nationaux, et a une population qu'on peut évaluer à 1 500 âmes.

Et puis la pétition des citoyens de Sargé n'a pas encore parcouru un bien long chemin dans le département que, le 6 janvier, — quatre jours plus tard, — le pouvoir central se manifeste :

Paris, 17 nivôse an VII.

« Le Ministre de la Police Générale de la République, au Commissaire Central du département de Loir-et-Cher, à Blois.

« Je suis informé, citoyen, qu'un individu nommé Préjent dit Brise-Nation... en passant le 11 frimaire dernier... à La Ferté-Bernard a proposé à plusieurs citoyens de les enrôler dans une bande de brigands...

« Il a assuré, dit-on, avoir des intelligences

1. à Mondoubleau où un ex-fonctionnaire doit lui procurer de la poudre à canon qu'il tirera d'Orléans.
2. à Vendôme... un nommé Joffart, surnommé Beaupré.
3. à Blois et dans plusieurs communes... ainsi un nommé Rostaing...

... enfin on m'assure qu'il existe dans la commune de Sargé... un curé appelé Quesneau, agent dévoué du royalisme, lequel est fortement prévenu d'avoir forcé le curé de Rahai, canton de Saint-Calais de se rétracter et même d'avoir voulu faire assassiner un républicain de la commune de Mondoubleau » (25).

Le ministre Duval donne en conséquence l'ordre d'arrêter Préjent, Joffart, de découvrir l'ex-fonctionnaire fournisseur de poudre et la retraite de Rostaing. Puis il conclut :

« Prenez enfin des renseignements certains sur la conduite et la moralité du prêtre Quesneau et assurez-vous s'il est dans le cas de l'application de l'article 24 de la loi du 19 fructidor an V. S'il était réfractaire vous le feriez arrêter sur le champ et requérez contre lui la peine de la déportation. Enfin ne négligez aucun des moyens... Salut et Fraternité. — Duval.

(25) D'après d'autres documents ce pourrait être Petit-Germond, commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale de Mondoubleau.

Si on sait lire en Loir-et-Cher le sort de Quesnot est scellé.

Il n'a pas prêté le serment de haine à la royauté né des événements du 4 septembre 1797 : « Je jure haine à la royauté et à l'anarchie. Je jure attachement et fidélité à la République et à la Constitution de l'an III ». Il a cessé d'exercer. Il est suspect et sera traité comme tel. La lettre suivante abandonnant les accusations fantaisistes expose parfaitement l'inconfortable de la position de l'ex-curé :

Mondoubleau, 18 nivôse an VII (7 janvier 1799). Le Commissaire du Directoire près l'administration municipale à Commissaire du département.

« J'étais sur le point de vous écrire au sujet du curé Quesnot lorsque j'ai reçu votre lettre du 14 du courant. Déjà votre collègue du département de la Sarthe m'avait écrit à son égard. Nous avons de concert avec la gendarmerie pris tous les renseignements possibles à ma connaissance. Je ne puis lui prouver aucun fait. Vous trouverez ci-joint un certificat des habitants de sa commune. N'ayant point prêté le serment du 19 fructidor — (an V) — il a cessé d'exercer et a vécu en simple particulier. Quant à ses mœurs, je n'y vois point d'immoralité ; quant à son civisme, je ne le crois pas épuré.

« Au surplus pour seconder vos vues et celles du gouvernement, soyez convaincu que je le suivrai de près ».

Salut et Fraternité.

Petit Germond.

La victime supposée du sanguinaire et scélérat curé n'a certainement jamais reconnu en lui un bourreau en devenir et sa lettre paraît des plus objectives dans cette affaire où se joue tout de même la liberté sinon la vie d'un homme.

Quoi qu'il en soit, dix jours après, le 17 janvier 1799, — 28 nivôse an VII, — un arrêté du Directoire condamne Quesnot à la déportation, comme « entretenant des liaisons avec les ennemis de la République et, par sa conduite fanatique et contre-révolutionnaire, entravant la marche du gouvernement et troublant l'ordre public » (26).

Mais avant d'accompagner le malheureux aux îles lisons les accusations plus souvent odieuses ou rocambolesques

(26) C'est le 14 brumaire an VII (4 novembre 1798) que le ministre de la Police Générale informa les administrations centrales de la mise en vigueur des mesures révolutionnaires intérieures prises à l'encontre des non-conformistes. Le directoire exécutif était investi du pouvoir de déporter par des arrêts individuels motivés, les prêtres qui troubleraient dans l'intérieur la tranquillité publique.

qu'exactes qui continuent à venir gonfler un dossier auquel pourtant un point final a été mis.

Le 27 janvier 1799, (8 pluviôse an VII) le commissaire du pouvoir exécutif près l'administration centrale de la Sarthe, Baudet Dubourg informe son collègue de Mondoubleau « qu'il paraît certain qu'un des associés (du nommé Quesneau), le nommé Ferrant (ou Ferrent) qui a été notaire ou receveur de l'enregistrement et qui demeure à Mondoubleau fournit de la poudre à une bande de rebelles organisés dans nos environs... ».

Il les accuse d'arrêter les voitures publiques chargées de fonds, ce qui, soit dit en passant, ne nous étonne pas parlant du Directoire.

Enfin, il en est de sa lettre comme des précédentes. Quesnot a droit pour terminer à un éloge particulier : « Je dois de nouveau appeler de votre part une surveillance rigoureuse sur le nommé Quesnot. On m'assure qu'il a repris son rôle de grand patriote. Mais on ne veut plus être dupe de ces caméléons politiques qui suivant les circonstances prennent des formes différentes. Ils sont très dangereux et sous ce rapport je vous signale cet individu ».

Terminons-en en écoutant Vendôme le 12 pluviôse an 7 (31 janvier 1799). Le commissaire de cette ville en réfère à son homologue, le citoyen commissaire du pouvoir exécutif près l'administration centrale de Loir-et-Cher.

« Un citoyen de cette commune qui passe pour bon patriote m'a amené ce matin un individu qui m'a fait la révélation que je vous transmets ... » Suit une longue déclaration avec complots, assassinats projetés, attaques de diligences, etc. et toujours par la bande à Préjean. Le tout se couronne par l'inévitable tirade touchant Quesnot :

Un certain Geslin, dit La Jeunesse, « Connaissait Quesnot, ex-curé de Sargé. Il fut conseillé par lui d'arrêter un curé constitutionnel, lui vola une tabatière d'or sur un grand chemin en usant de la violence et sur ce qu'on n'en put pas faire la vente au marché, on se détermina chez Quesnot à la réduire en grenaille ; on la travestit en calice après l'avoir vendue et Geslin fut payé de son forfait par 10 écus qu'il reçut de Quesnot ».

« Dernièrement, il y a eu des écus faux fabriqués à Sargé et distribués par un homme qui a été innocenté, dit-on, par un juri. Ce fabricant est Quesnot qui a été élevé dans l'orfèvrerie par son oncle et qui a fabriqué les écus par *le procédé de la fonte au sable*. Interroger des orphèvres pour savoir ce que c'est que ce procédé ».

Pour ne pas terminer sur ces extravagances mais sur une note plus réaliste et plus exacte acceptons la remarque du commissaire de La Ferté-Bernard signalant que des femmes, qu'il nomme, ont « des correspondances avec le nommé Quesnot, curé de Sargé et ses sœurs qui demeurent ensemble proche Mondoubleau connus par leurs opinions contre républicaines quoique M. le curé ait autrefois joué le rôle d'exagéré révolutionnaire » (27).

Il en est cruellement puni puisque déporté à l'île de Ré, il y arrive le 25 février 1799.

C'est ce que dit l'abbé Gallerand en désaccord avec Dom Piolin lequel déporte le curé Quesnot à l'île d'Aix où il aurait débarqué le 28 février 1799. Quant à Beauvais de Saint-Paul, très imprécis, il situe notre curé à l'île d'Oléron et cela dès 1798.

Il faut s'en tenir à ce que dit l'abbé Gallerand étant entendu que dans la vente mobilière faite après le décès de l'abbé Quesnot, par Maître Buisson, notaire à Sargé, le 2 octobre 1804, ses héritières en présence du peu d'importance des objets vendus (406,60 F) déclarent « qu'elles ont été obligées de vendre la plus grande partie du mobilier de monsieur leur frère au moment de son départ pour l'île de Rhé ».

La vie des déportés.

« Monsieur de Coucy (d'après M. Alexandre), alors évêque de La Rochelle appelait l'île de Ré « insula reorum », l'île des coupables ; il avait raison, dit l'abbé Fleury dans ses mémoires (Mémoires sur la Révolution. 1874 ; publiés et annotés par Dom Piolin) ; il y avait dans cette île des honnêtes gens, comme il y en a partout mais c'était le très petit nombre. Les coquins de Saint-Martin poussèrent l'impiété et le brigandage jusqu'à exhumer pendant la nuit les cadavres de nos confrères, enlever leurs linceuls, leurs chemises et leurs cercueils et les jeter ensuite nus dans la fosse qu'ils comblaient à la hâte. Ces atrocités qui se renouvelèrent plusieurs fois, firent grand bruit, il n'en fut fait ni recherche, ni poursuites.

« Au plus fort de l'hiver, on nous fit aller dans tous les coins et recoins de la citadelle, à l'extrémité des remparts les plus éloignés, pour acheter nos petites provisions ; nous attrapions parfois de bons coups de crosse de fusil ou de sabre nu sur les épaules.

(27) Lettre du commissaire de La Ferté-Bernard à son homologue de Vendôme le 5 ventôse an VII (23 février 1799).

« Les marchands ne nous abordaient qu'avec la plus grande difficulté. La férocité se porta jusqu'à nous défendre d'aller aux cabinets d'aisances après cinq heures du soir ! Si un étranger pénétrait dans notre citadelle il y était constitué prisonnier et n'obtenait sa liberté qu'avec la plus grande peine. Toutes nos lettres qui tombaient entre les mains du commissaire étaient lues publiquement ; quand quelques-uns des prêtres déportés tombaient malades, on les portait à l'hôpital administré par des coquins qui semblables aux cambusiers volaient tout. Cet hôpital dépouillé comme tous ceux de la France était dans une misère affreuse. Le citoyen geôlier, accompagné d'une force armée, parcourait le soir les pavillons, faisait dans chaque chambre l'appel des prisonniers.

« Telle était notre situation à la citadelle de l'île de Ré ».

Ainsi, le cercle est refermé : assermentés et réfractaires fraternisent maintenant... ou se déchirent derrière les mêmes barreaux.

Comme il arrive de sourire, même aux pires heures, voici pour nous dérider :

Le malheureux Quesnot n'est pas arrêté depuis quatre jours que le maître d'école de Sargé prête serment dans l'église de Mondoubleau le 21 janvier 1799 comme ministre du culte catholique dont il faisait le simulacre, c'est-à-dire la chanterie. Le procès-verbal de cette singulière prestation existerait aux registres de Mondoubleau. Il faut dire que les bons vieux chantres du temps croyaient pouvoir remplacer ainsi leur curé.

Déjà, d'après Gabory, dans son ouvrage « La Révolution et la Vendée », des maires de cette région ont, en 1792, chanté messes et vêpres en l'absence de tout curé.

Au temps du Concordat.

De retour des îles, — à quel moment précis ? (28) — l'abbé Quesnot retrouve sa paroisse. Quel doit être son état d'esprit pour ne pas dire son amertume ?

Heureusement le clergé atteint au bout du tunnel. Le gouvernement français a conclu avec Sa Sainteté Pie VII, le 23 fructidor an IX (10 septembre 1801) un concordat, c'est-à-dire une convention pour le bien de la paix entre la société spirituelle et la société temporelle. C'est un compromis,

(28) Sans aucun doute après le 18 brumaire.

une dérogation de la part de l'église. Que n'a-t-elle concédé dix ans plus tôt !

L'abbé Quesnot, une fois encore, s'incline. Mais il peut bien s'interroger et philosopher sur les événements qui l'ont meurtri dix ans durant.

Cette Constitution civile du clergé qui se heurta à une opposition irréductible provoquée par d'insurmontables scrupules de conscience était bien moins exigeante que le Concordat, et surtout que ses articles organiques, en matière de fidélité au gouvernement. Et ces mêmes scrupules n'existent plus dès lors que le Pape a accordé sa sanction !

La Constituante aurait voulu convaincre : on lui avait refusé. Le Consulat avait imposé : on lui avait cédé.

Alors, à quoi avaient servi toutes ces misères, ces larmes... et tout ce sang versé...

Concernant Quesnot, on a un nouveau serment prêté à Bessé, — pourquoi à Bessé ? — le 20 messidor an IX (9 juillet 1801) et transcrit sur les registres de municipalité de Sargé le lendemain.

Après Brumaire, Bonaparte voulant en finir avec les serments cause de troubles n'avait rien trouvé de mieux que demander aux prêtres une promesse de fidélité à la Constitution de l'an VIII. Le « Moniteur » précisait qu'elle ne comportait qu'un engagement civil et ne touchait en rien aux matières religieuses. La formule sentait le déjà entendu. Ne nous étonnons pas si certains refusèrent prétendant que cette promesse était un acquiescement aux principes de la Révolution.

Les registres de Sargé offrent donc ce qui suit : « Devant moi, soussigné, maire de la commune de Sargé est comparu le citoyen Jean-Louis Quesnot, ministre du culte catholique, lequel m'a présenté un certificat à lui délivré la veille par le citoyen Marion Savatier, maire de la commune de Bessé, département de la Sarthe, duquel il résulte qu'en exécution de la loi il a fait devant lui la promesse de fidélité à la Constitution et que ladite promesse est consignée sur les registres de la dite commune de Bessé ».

« Et a requis acte, lequel j'ai consigné sur le présent à défaut de registre particulier pour recevoir la dite promesse. Et au vœu du dit citoyen Quesnot j'ai délivré copie du présent procès-verbal au dos du certificat précité ». — Bordier.

Un curé concordataire.

L'abbé Quesnot rentre dans son église et dans son presbytère de plein droit tel qu'en 1780. Mais quel chemin parcouru ! Moralement, matériellement, tout est à rebâtir.

On n'est pas à l'aise entre collègues. Assermentés, il a fallu se rétracter, se soumettre. Les insermentés n'ont pas le triomphe modeste.

Bien sûr, il y a la proclamation des Consuls de la République du 28 germinal an X (18 avril 1802) :

« Ministres d'une religion de paix, que l'oubli le plus profond couvre vos dissensions, vos malheurs et vos fautes ; que cette religion qui vous unit, vous attache tous par les mêmes nœuds, par des nœuds indissolubles, aux intérêts de la patrie ! »

Ces paroles officielles n'excluent pas les coups déloyaux. Ainsi, à Mondoubleau, l'intrus Jean-François Labrosse, « venu on ne sait d'où en avril 1799 » (29), fait intervenir pour garder sa cure, auprès de Portalis ministre des cultes, au cours de 1801. Aucune réponse ne venant, il faut bien en 1802 s'accommoder et se supporter : « Les chouans, l'abbé Dubois, et les schismatiques, l'abbé Labrosse, (voyez comme on se qualifie gracieusement) font leur entrée solennelle dans l'église le jour de l'Assomption au son des cloches et du tambour, escortés de la garde nationale et suivis de tous les fonctionnaires publics de la ville pour y célébrer leur réunion... Mais l'abbé Dubois, malgré ce beau rapatriage sur lequel il fait un long sermon, continue, comme ci-devant à dire la messe dans une maison particulière » (29).

L'évêque d'Orléans les mettra d'accord en mars 1803 en nommant un troisième prêtre à la cure de Mondoubleau. L'abbé Labrosse, intrigant, se verra enjoint de quitter le pays dans les vingt-quatre heures et l'abbé Dubois n'aura pas beaucoup à attendre la cure de Sargé.

Autre souci, les paroissiens. Ils sont aussi divisés que leurs pasteurs et selon que vous êtes un « mauvais prêtre » ou un « bon prêtre » vous devenez chef d'une faction face à une autre... et même à plusieurs. N'oublions pas la Petite Eglise. Sargé aura son clan d'intraitables.

Les ruines matérielles aussi sont éloquentes et attestent qu'il y eut « fanatisme » des deux côtés. Les bons paysans

(29) Beauvais de Saint-Paul.

de Sargé n'ont plus qu'à payer la facture. Le 21 fructidor an X (8 septembre 1802) on demande des devis au couvreur et au maçon. Mais on attend l'injonction du préfet pour se réunir le 22 avril 1803, — on a ainsi gagné tout un hiver, — Les citoyens Brette, couvreur à Baillou et Venot, maçon au bourg présentent des devis d'un total de 2023 livres. Tout beau ! On n'est jamais si bien renseigné que par soi-même :

« Le conseil avant de pouvoir donner son avis a arrêté que tous les membres se transporteront sur les lieux à l'effet d'estimer et reconnaître les réparations à faire et à l'instant le conseil s'est rendu au presbytère puis à l'église... »

Il en revient satisfait estimant que 1580 livres seulement feront aussi bien l'affaire et déclarant au sous-préfet qu'avant de passer aux réparations il sera convenable qu'elles soient données au rabais au plus offrant et moins disant ».

On reconnaît bien là la prudence des municipaux ruraux et comme il n'y a plus à craindre l'arrivée d'un représentant du peuple en mission, on met la main à la poche avec une lenteur calculée.

Quesnot qui les connaît apporte de l'eau à leur moulin sans leur demander de remerciement. C'est un sage. Il leur écrit le 15 prairial an XI (4 juin 1803) : « Je soussigné Jean-Louis Quesnot, desservant de l'église de Sargé, déclare au maire et adjoint et au conseil municipal de la commune de Sargé, qu'en exécution de l'arrêté du citoyen Préfet du 3 prairial an XI, relatif à l'ameublement des presbytères et des choses nécessaires au culte, que les demandes par l'arrêté du conseil du 2 floréal dernier sont suffisantes pour ce qui concerne les choses nécessaires au culte (30) et qu'à l'égard de l'ameublement de ma maison, étant pourvu de meubles à moi appartenant, je ne demande rien pour ce chef ». Ce qui fait dire à M. Alexandre que « Quesnot était aussi simple qu'honnête ». Les louanges étant rares, recueillons-les.

Le lendemain 16 prairial, le conseil municipal voyant les bonnes dispositions de son curé arrête « qu'il sera imposé sous l'autorisation du gouvernement la somme de sept cents francs pour le traitement annuel du desservant, au moyen qu'il recevra du gouvernement la pension que la loi lui accorde, ce qui porte son avoir à mil francs ».

Le curé Quesnot n'en jouit qu'une année. Il décède le 3 fructidor an XII de la République française, c'est-à-dire le

(30) Le conseil demande qu'il soit employé cent francs pour contribuer à faire l'achat d'un calice et d'un saint ciboire le surplus sera fait par la fabrique.

20 août 1804 à cinq heures du soir, à soixante-six ans, selon « la déclaration faite par les citoyens François Lubineau, marchand et Joseph Marin Baudran, fabriquant en coton, tous deux de Sargé et amis du défunt ».

Ses sœurs, ses héritières, décéderont aussi à Sargé, Louise-Françoise le 20 avril 1810 à soixante-six ans et Marie-Louise Victoire, veuve Delacroix, le 22 août 1825 à soixante-neuf ans.

Conclusion.

Avant de conclure, permettez-moi de vous donner l'opinion de l'abbé Duchesne sur son prédécesseur tant discuté :

« Ce prêtre, dans le cadre de son ministère, apparaît très dévoué au fond, bon administrateur. Il pêche plus par orgueil de l'esprit que par le cœur. Si on doit juger l'arbre à ses fruits, il est certain que sa conduite équivoque, ses relations louches avec le monde révolutionnaire, dénotent un esprit prétentieux, solennel, emphatique, suffisant, arriviste, touché à tout, aigri, nanti de conceptions philosophiques ambiantes. Ses idées avancées et indépendantes s'accommodaient des idées du jour, et il devint l'homme politique capable de remplir tous les rôles, toutes les besognes ».

« Mal apprécié de ses chefs hiérarchiques, il se jette entre les mains des hommes du jour qui l'encensèrent, le choyèrent, l'accaparèrent et utilisèrent ses talents administratifs au détriment de ses fonctions sacrées. Cet entourage le perdit, le déconsidéra et le poussa au schisme. Il eut un sursaut d'honneur plus tard, mais les amis de rencontre ne pardonnent pas ces réactions ; c'est pourquoi, il fut déporté aux îles comme un vulgaire insermenté. Après la tourmente, il revint à Sargé où bon nombre de fidèles refusèrent obstinément ses services ; d'autres, sensibles à son bon cœur oublièrent ses égarements d'esprit n'ayant rien à lui reprocher au point de vue moral ».

A bien relire ce réquisitoire on s'aperçoit qu'il n'est pas d'une sévérité monolithique. Il reconnaît les qualités de cœur d'un homme dévoué au bien public, victime de ses qualités plus peut-être que de ses défauts. Les reproches concernent l'homme politique. Et pourquoi ces hommes seraient-ils chargés de tous les péchés de la Révolution ? Celle-ci n'aurait-elle que détruit ? Les contre-révolutionnaires auraient-ils été seuls tenants de la non-violence et de la raison ?

L'abbé Quesnot n'est qu'un prêtre parmi les prêtres et qui durent tous choisir entre les chemins dangereusement ouverts sous leurs pas. Ces membres d'un clergé divisé ne furent-ils pas, le plus souvent respectables dans leurs divergences mêmes.

Bien sûr, l'abbé Quesnot, d'abord prêtre assermenté, puis ayant touché le fond devenu prêtre rétracté a par trop composé avec les événements. Sa faiblesse a été punie et peut-être plus par la douleur d'avoir divisé sa paroisse (elle l'aurait été quelque position qu'il ait adoptée) que par les souffrances de l'internement.

Ce n'est pas à nous de l'accabler. Son évêque, l'intraitable, l'inflexible Grégoire l'a fait dans sa lettre de démission du 12 octobre 1801. Il avait le droit de fustiger ceux qui l'avaient abandonné.

La charité, la tolérance doivent avoir le dernier mot. C'est encore l'abbé Grégoire que nous évoquerons en relisant l'admirable appel que le dernier des Constitutionnels, fidèle à lui-même jusqu'à la mort, adressa au dernier des irréductibles, Thémynes, son prédécesseur au siège de Blois, enfermé dans sa rancune : « Je me complais à espérer que la miséricorde divine réunira dans un monde meilleur que celui-ci deux hommes qui ne se sont jamais vus ici-bas, et qui, malgré la distance de certaines opinions, toujours catholiques de cœur et d'esprit, cherchent en tout la justice et la vérité ».

Quesnot a pour les uns louvoyé dans la tempête, pour d'autres commis les pires erreurs. Et pourtant, « toujours catholique de cœur et d'esprit », il l'a proclamé lors de son serment, n'a-t-il pas lui aussi, même et peut-être surtout dans ses revirements, « cherché en tout la justice et la vérité » ?

Recherches sur les Chevaliers

dans

le Comté de Vendôme de 1030 à 1150

par M. Yves LEPAGE

L'étude de ce groupe social est importante non par le nombre de personnes concernées puisque sur quatre générations nous ne rencontrons qu'une centaine de chevaliers mais en raison du rôle politique, économique et social qu'il a joué. L'exploitation des sources pour qu'elle soit la plus fructueuse possible a posé quelques problèmes de méthode que nous avons essayé de résoudre en nous appuyant notamment sur l'ouvrage de M. Lemarignier, « *Le gouvernement royal aux premiers temps capétiens* » (1). L'existence de ces chevaliers nous conduit à nous poser des questions très nombreuses auxquelles nous tenterons de répondre en les sériant. Quels sont le critère et les caractéristiques de ce groupe ? Celui-ci forme-t-il une classe ouverte ou fermée ? Quelle était l'influence du comte sur ce groupe ?

I. — Critère et caractéristiques.

La première question qui se pose, c'est de savoir quel est le critère choisi pour affirmer qu'un tel est chevalier. La réponse est aisée : est chevalier tout homme qualifié *miles*. De même que Geoffroy Martel ou ses successeurs se sont toujours appelés *Goffridus comes...*, au nom du chevalier est accolé le qualificatif *miles*. Exemple : Que tous sachent que le chevalier Herbert, bouteiller du comte : *Notum sit omnibus quod Herbertus miles, botellarius comitis* (2). Cet ensemble de chevaliers formait la *militia* ou chevalerie qui dès le XI^e siècle ne se distingue plus, semble-t-il, de la noblesse : ainsi le chevalier Foucher de la Tour est parfois présenté comme noble : *Vir secundum seculum nobilis* — noble selon le siècle (3), ainsi que Guy Turpin, vers 1150, se définit comme

né d'une race généreuse, c'est-à-dire noble : *homo generosa ex progenie ortus* (4).

Après avoir vu ce qui est d'ordre purement nominal, il importe de réfléchir sur ce qui caractérise la chevalerie. Y a-t-il des caractéristiques qui permettent, en dehors de l'affirmation verbale, de dire que tel ou tel appartient à la chevalerie ? Celle-ci se distingue-t-elle par certains traits particuliers du reste de la population vendomoise de l'époque ?

La première caractéristique que l'on puisse, semble-t-il, retenir c'est celui de la dépendance vassalique. Celle-ci se saisit à deux niveaux : celui du lien personnel et celui du lien réel. Nous rencontrons souvent dans les chartes vendomoises la preuve de l'existence de ces deux liens ; ainsi, en 1058, Landri est présent à une donation du prévôt Archambaud 1^{er} en tant que chevalier du dit prévôt (5) et, vers 1146, Renaud Cannailart, quand il revendique à la Trinité la possession de la dîme de Pezou, est présenté comme le chevalier du châtelain de l'Isle (6.) Cependant, on saisit beaucoup plus souvent cette dépendance au niveau du lien réel ; on sait que tel personnage est chevalier de tel ou tel seigneur lorsqu'on voit ce dernier confirmer une donation faite par le premier. Thibaud, fils de Létère, vendit ainsi, en 1057, à la Trinité la moitié de l'église de Cormenon avec l'accord d'Eudes le Roux de qui il la tenait (7). Ce lien réel finit par prendre une telle importance vitale que nombre de chevaliers engagèrent leur foi en échange de laquelle ils recevaient un fief de plusieurs seigneurs différents, ce qui empêche le plus souvent de reconstituer les compagnies vassaliques. Comme le dit Marc Bloch, « on ne saurait douter que l'appât de belles terres au soleil n'ait entraîné plus d'un guerrier à multiplier les prestations d'hommage » (8). L'hommage ordinaire tendant à devenir vide de sens, on créa une sorte de super-hommage, l'hommage-lige. Se généralisa-t-il assez tôt en Vendomois ? Il est difficile de répondre car si l'on rencontre la trace d'un tel hommage dès 1046 (9), c'est cependant le seul hommage de ce genre que l'on rencontre tout au long de la période étudiée. La dépendance vassalique se saisit aussi au niveau des services rendus par le vassal : ainsi Foucher de la Tour qui tenait du comte les églises de Nourray et Lancé devait en échange assurer la garde au château pendant le mois de mai (10). Il semble bien en définitive que cette dépendance vassalique soit une des caractéristiques de la chevalerie ; ce n'est pas cependant un trait qui permet de définir de manière absolue la chevalerie car si tout chevalier est vassal, tout vassal n'est pas chevalier.

Le second trait qui paraît caractériser les chevaliers lorsqu'on les regarde agir, c'est leur richesse. Certes nous saisissons celle-ci au moment où leur patrimoine diminue, lors des donations, mais la répétition de ces donations semble traduire une richesse fort importante. Un exemple nous montrera quelle pouvait être l'importance des ressources dont pouvait disposer un chevalier : Engebaud le Breton donna ainsi à Marmoutier, vers 1060, huit manses de terre et la glandée pour trois cents porcs dans la forêt du Perche (11) et à la Trinité sa terre de Villarceau en 1067 (12), la forêt de Chatenay à défricher en 1070 (13), la moitié de l'église de Danzé en 1076 (14) et les terres de la Saponnière et de Brûlemanvast en 1079 (15). Des exemples identiques pourraient encore être choisis mais ils sont cependant limités. Ceux qui possèdent de telles richesses sont en effet généralement des alleutiers et les nombreuses possessions qu'ils ont sont pour la plupart des alleux. Le tableau annexe (voir ci-dessous) nous montre qu'il y avait par génération une quarantaine de chevaliers. Les différents comtes n'auraient pu, même s'ils l'avaient voulu, donner à tous les chevaliers des fiefs d'une importance égale à ceux qui appartenaient à Engebaud le Breton. Ce que tenait chacun d'entre eux était le plus souvent de rapport minime. Cette réalité apparaît au travers des donations relativement peu importantes que font la majorité des chevaliers. Joscelin Bodel, voulant faire un don à Marmoutier, donne, avant 1059, un collibert avec son fils et toute sa postérité, avec le consentement du comte (16). Si quelques exemples comparables à celui d'Engebaud le Breton auraient pu être cités, ceux identiques au cas de Joscelin Bodel sont très nombreux. Ceci conduit à deux conclusions : d'une part, les fortunes des chevaliers étaient fort inégales tandis que d'autre part les fortunes proprement chevaleresques, c'est-à-dire dues à l'entrée en vassalité, étaient relativement égales et de peu d'importance. Le niveau de fortune n'apparaît pas de ce fait comme un critère capable de faire découvrir à travers la multitude des gens que l'on voit vivre dans les chartes vendomoises ceux qui sont chevaliers.

Il nous faut donc réfléchir sur ce que pouvait être la dénomination commune de tous ces chevaliers. C'est dans la manière même dont ils se désignent que réside peut-être la solution. Le terme *miles* signifiait originellement soldat. N'est-ce pas alors le genre de vie militaire qui caractérise avant toute autre définition ce que sont les chevaliers ? Ceux-ci sont toujours prêts à partir en guerre ; cela faisait d'ailleurs

partie de leurs obligations vassaliques. Affirmer, à propos des chevaliers vendomois, qu'ils étaient avant tout des soldats n'est pas un vain mot. Le genre de vie qu'ils menaient était dangereux et certains périrent au combat. Dans le second quart du XII^e siècle, le chevalier Bouchard du Pin mourut au cours d'un combat livré entre les seigneurs de Lavardin et de Montoire (17). Il arrivait aux chevaliers et même à leurs seigneurs de tomber prisonniers de leurs adversaires à l'issue d'un combat. Geoffroy de Preuilly fut ainsi le prisonnier de Lancelin de Beaugency vers 1090 (18) tandis que sept chevaliers furent faits prisonniers avec le sénéchal de Geoffroy Grisegonelle, Bouchard de Saint-Amand, par Sulpice d'Amboise vers 1130 (19). Ce genre de vie leur était si parfaitement adapté qu'on peut se demander s'ils n'envisageaient pas, d'une certaine manière, la guerre comme un jeu. Dans le *Livre des Miracles de Chartres*, on lit qu'il arriva en 1084 entre Montoire et Lavardin, par jeu ou par goût des choses militaires, ce qui est appelé par le peuple un tournoi : *cum inter Montorium et Laverzinum ludo sive studio militari quod torneamentum vulgo dicitur* (20). Or, une charte de la Trinité rapporte, pour la même année, qu'il y eut une guerre très sérieuse entre les deux châtelains : *quia propter guerram, quae tunc forte in Lavarzinum et Montem-Aureum gravis erat* (21). Cette guerre ravageait tellement le pays que le chevalier Dreux de Montoire n'osa pas aller à Vendôme pour faire un don à la Trinité et qu'il envoya à sa place son fils, Hugues. Certes l'expression « tournoi » employée en place du mot « guerre » est le fait d'un scribe et non d'un chevalier, mais il y a peut-être là l'indice de la mentalité qui régnait parmi les chevaliers. La guerre leur avait sans doute donné le goût du pillage et du butin ; le plus fort triomphait et sans vergogne augmentait sa fortune mais il y avait toujours le risque de tomber aux mains de l'ennemi ou même parfois de rester sur le champ de bataille. Pour concilier ces deux désirs, celui de mener une vie guerrière avec ses avantages et celui de rester libre et en vie, il était un moyen facile, celui de s'attaquer aux moines. Nombreux furent ainsi les chevaliers qui passèrent leur vie à envahir et piller les prieurés ou les diverses donations qui avaient été faites aux moines. Ainsi, avant 1050, le chevalier Bouchard de Caresmot est jugé par Geoffroy Martel pour s'être emparé d'un moulin situé sur le Loir, dans le bourg du château de Vendôme, moulin qui avait été donné par son frère, le prêtre Ansauld (22). Ce genre d'exploit n'était pas rare : voyons, par exemple, la conduite de Bertrand de Moncontour. Son père avait donné sa terre de Coulommiers à la Trinité. Mécontent, son fils

enleva aux moines la plus grande partie de cette aumône qui consistait en terres, bois, prés et pêcheries (23). Il arrivait parfois à ces chevaliers de se repentir. Leur remords était motivé soit par le genre d'actes dont nous venons de parler, soit par leur conduite générale. Ils partaient alors pour la Croisade. Cela leur permettait de concilier leur désir de réparation et leurs aptitudes et leur goût pour la vie militaire. Il apparaît finalement que cette vie militaire est bien la caractéristique de la chevalerie. A ce signe, on reconnaît les chevaliers.

II. — *La Chevalerie est-elle une classe ouverte ou fermée ?*

Après avoir vu quels pouvaient être les traits qui définissent le mieux la chevalerie, il nous faut voir si ce groupe social était non seulement une classe mais aussi une caste. En d'autres termes cette classe sociale était-elle ouverte ou fermée ? Ce problème ne peut être tranché, comme le dit M. Fourquin, que si l'on a d'abord répondu aux deux questions suivantes : « qu'a-t-elle représenté numériquement ? Quel fut son degré de fluidité ? » (24). Tentons d'abord de répondre à la première question.

| 1030-1060 | 1060-1090 | 1090-1120 | 1120-1150 |
|---------------|---------------|---------------|---------------|
| 46 chevaliers | 44 chevaliers | 40 chevaliers | 21 chevaliers |

| EPOQUES | Geoffroy Martel | Foulques L'Oison | Guy de Nevers | Bouchard Le Jeune | Geoffroy Jourdain | Geoffroy Grisegonelle |
|-------------------------|--------------------|---------------------|------------------|----------------------|----------------------|--------------------------|
| Total des Chevaliers | 34 | 43 | 31 | 27 | 34 | 27 |

Le total des chevaliers pour la période 1030-1150 est de 108.

Le tableau dénombrant les chevaliers par générations successives fait apparaître de 1030 à 1120 une baisse régulière. Ceux-ci semblent de moins en moins nombreux mais cette tendance est si peu accentuée qu'on peut presque la tenir pour négligeable. Cette constance dans les chiffres est confirmée par le tableau où l'on a dénombré les chevaliers selon les périodes où les divers comtes ont exercé le pouvoir. A l'époque de Geoffroy Martel qui resta en Vendomois dix-neuf ans, on rencontre 34 chevaliers ; ils étaient encore 34 à l'époque de Geoffroy de Preuilly qui régna dix-sept ans, de 1085 à 1102. La courbe n'amorce une descente relativement nette qu'après 1120. Quelles explications peut-on donner à ce phénomène ? Elles doivent être multiples : parmi celles-ci, une s'impose, la diminution du nombre d'actes qui est flagrante. Dans le seul Cartulaire de la Trinité, on dénombre 137 actes pour la période 1030-1060 et seulement 90 pour celle de 1120 à 1150. Au vu du nombre de paroisses, 64, correspondant aux communes actuelles, on s'aperçoit qu'il n'y avait pas autant de chevaliers que de paroisses à quelque date que ce soit. De cette double constatation, chiffre restreint et toujours sensiblement identique, peut-on conclure que la classe chevaleresque était fermée sur elle-même ?

Pour pouvoir répondre, il faut tenter de savoir quelle était la « fluidité » de ce groupe ? C'est un problème beaucoup plus complexe que le premier et les réponses que l'on pourra faire seront toujours entachées d'obscurités. Après avoir reconstitué toutes les familles où apparaissent des chevaliers, les renseignements que l'on peut en tirer sont très décevants car très succincts. Prenons, par exemple, le cas du chevalier Briencius : en une charte, nous apprenons qu'il est le fils de Mainard le Rouge et que de sa femme Elisabeth, il a eu Guillaume et deux filles dont l'une est mariée à Foucher de Ferrières (25). On a là l'amorce d'une généalogie mais c'est malheureusement l'unique renseignement que nous ayons sur cette famille. Sur 108 chevaliers, chiffre total, il y en a 37 que nous ne saisissons qu'une seule fois, c'est-à-dire un tiers. Que ressort-il en définitive de cette fréquentation des chevaliers vendomois ? Une constatation s'impose : d'une part, il y a quelques lignages que l'on saisit tout au long de la période, ainsi celui d'Engesbaud le Breton ou celui de Bouchard de Caresmot et d'autre part, il y a toute la théorie des chevaliers que l'on saisit la plupart du temps de manière unique. Comment peut-on expliquer ce double phénomène ?

Pour expliquer la pérennité de certains grands lignages, il faut sans doute considérer deux points : d'une part les donations, de l'autre la généalogie. Reprenons l'exemple

d'Engebaud le Breton : de toutes les donations que nous avons citées plus haut, dans tous les cas, sauf pour la terre de Villarceau, il s'agissait d'alleux. De même, le chevalier Dreux de Montoire, s'il fut rarement généreux, ne donna jamais que des biens lui appartenant en propre. Quant à l'examen des généalogies, il met en lumière deux faits : d'une part, on cherche à éviter le morcellement des héritages en invitant les cadets à devenir clercs ou en évitant de les marier : au cours de trois générations, dans la famille de Caresmot, sur 10 enfants, 4 seulement se marièrent et dans celle d'Engebaud le Breton, sur 19 enfants, 6 seulement. D'autre part, on essaye de marier les enfants, qu'ils soient garçons ou filles, dans les grandes familles. L'étude de la famille des châtelains de l'Isle le montre de manière particulièrement frappante (25 bis). Engebaud le Breton eut ainsi cinq petits enfants dont trois se marièrent ; si Vulgrin épousa une femme dont on ne connaît que le nom, Marie, Barthélémy épousa une fille du châtelain de Mondoubleau et Marie épousa le châtelain de Lavardin, Aymeric Gaymard. Les quelques lignages chevaleresques que l'on saisit tout au long de la période semblent s'être perpétués grâce à une richesse foncière initiale, de préférence allodiale, et à une politique des mariages savante et ambitieuse.

La brève apparition dans les chartes vendomoises de la grande majorité des chevaliers peut s'expliquer par des phénomènes de même ordre mais inversés. La plupart d'entre eux n'ont pas une grande fortune : ils ne doivent celle-ci qu'à leur entrée dans la dépendance d'un seigneur et nous avons vu que les fiefs concédés étaient généralement de minime importance. Malgré cela, ils font des dons aux divers monastères : ainsi Ulric Bocel, environ 1101, donne à la Trinité la dîme d'une terre sise à la Barre de Sasnières (26), avec l'accord de Geoffroy de Preuilly : c'est un des rares fiefs qu'on lui connaisse. Dans ce cas précis, cela peut se comprendre puisqu'il partait pour la Croisade mais on comprend aisément que par ce genre de pratique, les familles chevaleresques s'éteignent très vite. Les héritiers, privés des biens du père, ne disposent plus d'assez de ressources pour s'équiper et mener ce genre de vie militaire. Les familles chevaleresques peuvent aussi s'éteindre brusquement : ainsi, vers 1056-1057, les deux jeunes fils, Gauthier et Hamelin, d'Emma noble femme, *nobilis matrona*, et du chevalier Adam de Avasiaco sont morts à la guerre (27). De même que dans les grandes familles, on évite aussi de marier tous les enfants ; cette pratique qui a pour but de permettre à l'aîné et à ses descendants de se maintenir dans la chevalerie n'est

pas toujours un succès en raison des faits évoqués plus haut. Dans le premier cas, celui des grands lignages, tous les éléments envisagés se conjuguent de manière positive et permettent à ceux-ci de se perpétuer tandis que dans le second, ils se conjuguent de manière négative et expliquent la disparition rapide de nombre de familles de chevaliers.

La distinction que nous avons faite entre une chevalerie riche qui se perpétue tout au long de ces cent vingt ans et une chevalerie pauvre en perpétuel renouvellement nous amène à reconsidérer d'une certaine manière l'identité noblesse-chevalerie. Peut-être faut-il considérer que la noblesse était constituée uniquement par les membres appartenant aux lignages chevaleresques aisés ? Il est certain que les deux chevaliers nobles précédemment cités, Foucher de la Tour et Guy Turpin, appartiennent à cette catégorie des lignages riches et fortunés.

La disparition des nombreuses familles que nous fait saisir la reconstitution généalogique et la constance des effectifs nous amène à penser que, durant toute cette époque, la classe chevaleresque est restée ouverte. La diminution certaine du nombre des chevaliers après 1120 est peut-être un présage de la transformation de cette classe. Cependant si cette diminution peut sembler traduire une certaine « fermeture » du groupe sur lui-même, les chevaliers ne sont pas les premiers responsables de ce phénomène. Ces premiers responsables doivent être les grands seigneurs, le comte et les châtelains, qui ne disposent plus comme à l'origine de biens suffisants pour donner des fiefs à tous ceux qui voudraient accéder à la chevalerie. L'agrandissement des biens ecclésiastiques est compensé par une rétraction des biens laïcs.

III. — *Le pouvoir comtal et les chevaliers.*

Le fait que les grands seigneurs ne disposent plus d'assez de biens, semble-t-il, pour donner des fiefs à tous les postulants à la chevalerie doit nous inciter à étudier plus particulièrement quelle pouvait être l'influence du comte sur les chevaliers. Le tableau que nous avons pu établir, en utilisant systématiquement les listes de souscription, nous guidera dans cette étude et nous apportera quelques renseignements.

La première constatation qui s'impose, c'est que la diminution du nombre total des chevaliers se traduit également par une diminution du nombre des chevaliers saisis

avec le comte mais non du pourcentage d'influence que l'on peut attribuer à chaque comte sur la chevalerie vendomoise. Courbe descendante en valeur absolue mais courbe étale en valeur relative. Cependant si les comtes de Vendôme ont perdu progressivement une grande part de leur influence politique dans le concert des grandes principautés féodales, ce que montre l'étude de la politique des mariages dans la famille comtale (28), et également une grande partie de leur richesse foncière en raison des dons aux divers monastères par Geoffroy Martel notamment et tous les chevaliers, ils ont vu également la chevalerie vendomoise incapable d'augmenter en nombre pour finalement se rétracter, et partant leur influence et leur pouvoir politique local ont décliné. Leur autorité a perdu de son importance à la mesure de leur patrimoine ; la diminution de celui-ci se traduisant, nous l'avons vu, par la diminution du nombre des chevaliers.

| EPOQUES | Geoffroy Martel | Foulques L'Oison | Guy de Nevers | Bouchard Le Jeune | Geoffroy Jourdain | Geoffroy Grisegonelle |
|--|--------------------|---------------------|------------------|----------------------|----------------------|--------------------------|
| Total de Chevaliers | 34 | 43 | 31 | 27 | 34 | 27 |
| Chevaliers paraissant avec le comte | 13 | 16 | 9 | 8 | 22 | 9 |
| Pourcentage d'influence | 38% | 37% | 29% | 29% | 64% | 37% |

Cette analyse globale des résultats ne doit pas nous dispenser d'un commentaire détaillé. On peut être surpris, de prime abord, qu'un comte aussi puissant que Geoffroy Martel n'ait pas eu une emprise plus importante sur la

chevalerie vendomoise. Cela doit s'expliquer par le fait que la majorité des personnages paraissant à sa cour étaient de grands seigneurs angevins et poitevins. Les chevaliers vendomois ne pouvaient prétendre rivaliser avec ceux-ci ; dans les quelques chartes où ils paraissent de concert, ils sont toujours nommés les derniers. Le comte n'avait recours à eux la plupart du temps que pour les affaires spécifiquement vendomoises. Notons tout de même que, à l'exception de Geoffroy de Preuilly, c'est lui qui semble avoir eu le plus de pouvoir sur cette chevalerie. Le chiffre relativement bas qui s'applique aux époques où Guy de Nevers et Bouchard le Jeune exercèrent le pouvoir doit s'expliquer par le nombre restreint d'années où ils régnèrent, neuf et dix ans.

Il reste à expliquer le chiffre considérable qui traduit l'influence et le pouvoir de Geoffroy de Preuilly : celui-ci eut des démêlés graves vers 1097-1100 avec les moines de la Trinité. En 1100, ce fut la phase la plus aigüe et le comte envahit l'abbaye même qui était placée sous la protection de l'Apôtre ; on employa donc un cérémonial fort sévère car la faute était grave et le comte était un récidiviste (29). Comme le dit P. Petot, « le rite de 4 deniers mis d'abord sur la tête, déposés ensuite sur l'autel, est une figuration du chevage. En l'accomplissant le comte Geoffroy prête l'hommage dans une de ses formes serviles les plus classiques » (30). Il est vraisemblable que les moines exigèrent que le comte vînt entouré de tous ses chevaliers pour rehausser encore l'importance de la cérémonie. Ceci doit expliquer que l'on saisisse un plus grand nombre de chevaliers présents avec Geoffroy de Preuilly. Cela nous amène à supposer qu'il fallait une circonstance exceptionnellement grave pour que l'on saisisse l'influence réelle du comte sur les chevaliers. Il faudrait alors rehausser les autres chiffres et supposer que généralement le comte exerçait un pouvoir direct sur la moitié des chevaliers.

Il demeure néanmoins qu'un tiers de la chevalerie vendomoise au minimum est indépendante du comte. Ces chevaliers devaient être vraisemblablement, pour la majeure partie, des vassaux des châtelains. Cependant le pouvoir du comte n'ayant décru qu'en valeur absolue et non en valeur relative, il faut admettre que la diminution du pouvoir politique du comte s'est accompagnée d'une diminution

parallèle du pouvoir politique des châtelains. Les châtelains de Montoire et de Lavardin ayant dû acquérir leur indépendance vers 1070-1080, c'est à cette date que l'influence comtale sur la chevalerie a été la plus faible. Après cette période, le rapport des pouvoirs tel qu'il était établi a dû se maintenir et l'influence respective du comte et des châtelains sur les chevaliers amorcer une courbe descendante de forme identique et ce, aux mêmes dates.

Yves LEPAGE.

*Extrait d'un Mémoire de Maîtrise
d'histoire médiévale (année 1969-70). Tours*

NOTES

— Abréviations

C.M.V., Cartulaire de Marmoutier pour le Vendomois, publié par M. de Trémault, Paris et Vendôme, 1893.

C.T., Cartulaire de l'abbaye cardinale de la Trinité de Vendôme, publié par l'abbé Charles Métais. Tome 1, Paris et Vendôme, 1893, et tome 2, Paris et Vendôme, 1894.

(1) Lemarignier (J.F.). Le gouvernement royal aux premiers temps capétiens, 987-1108, Paris, 1965.

Nous dirons ici tout de suite en raison de la difficulté qu'il y a à publier un nombre important de tableaux annexes quelle fut notre méthode. Nous avons constitué en premier lieu un tableau chronologique sur papier millimétré. Chaque chevalier a vu son nom inscrit sur une ligne particulière sur la gauche de la feuille. Le reste de celle-ci est consacré à l'inscription en tirets de l'époque où vécurent ces chevaliers. Exemple :

| | 1065 | 1066 | 1067 |
|----------------|-------|------|------|
| Eudes le Roux | _____ | | |
| Seran | _____ | | |
| Fromond Turpin | _____ | | |

Sur ce tableau, nous avons tracé des césures verticales, d'une part par générations (1030, 1060,...) et d'autre part, selon les règnes des divers comtes. Cela nous a permis de dénombrer le nombre de chevaliers par générations et l'importance respective du groupe à l'époque de chaque comte.

Nous avons dressé en second lieu six autres tableaux, un par comte, où sont relevés, selon les chartes, les chevaliers présents dans une quelconque circonstance où le comte paraît. Ex. pour Foulques l'Oison :

| Chevaliers | C.T. 118 | C.T. 123 | C.M.V. 119 |
|----------------------|----------|----------|------------|
| Matthieu de Montoire | + | | |
| Engesbaud le Breton | + | + | + |
| Hilgod de Caresmot | | + | |

Ceci permet de savoir quels sont les chevaliers dans la dépendance du comte.

- (2) C.M.V. 182, p. 259.
- (3) C.T. 225, p. 358, 359.
- (4) C.T. 552, p. 404, tome 2.
- (5) C.T. 120, p. 217.
- (6) C.T. 536, p. 381, tome 2.
- (7) C.T. 116, p. 211.
- (8) Bloch (M.), *La société féodale*, p. 300, Paris, 1968.
- (9) C.T. 62, p. 117.
- (10) C.T. 2, p. 7.
- (11) C.M.V. 129, p. 222, 223, 224.
- (12) C.T. 185, p. 320.
- (13) C.T. 218, p. 351, 352.
- (14) C.T. 259, p. 403, 404.
- (15) C.T. 273, p. 425.
- (16) C.M.V. 115, p. 177, 178, 179.
- (17) *Cartulaire de Marmoutier pour le Blésois*, publié par l'abbé Ch. Métais, Blois, 1889-1891, CXXIX, p. 125.
- (18) C.T. 334, p. 52, tome 2.
- (19) *Chroniques des comtes d'Anjou et des seigneurs d'Amboise*, publiées par Halphen et Poupardin, Paris, 1913, p. 117.
- (20) Brisset (P.), *Histoire de Montoire*, cité p. 51, Montoire, 1935.
- (21) C.T. 320, p. 27, tome 2.
- (22) C.M.V. 116, p. 179, 180.
- (23) C.T. 360, p. 104, tome 2.
- (24) Fourquin (G.), *Seigneurie et féodalité au Moyen-Age*, p. 80, Paris, 1970.
- (25) C.T. 468, p. 258, tome 2.
- (25) bis cf. notre mémoire de maîtrise : « *Recherches sur le comté de Vendôme de la fin du X^e au milieu du XII^e siècle* », p. 53 à 56.
- (26) C.T. 403, p. 157, tome 2.
- (27) C.T. 111, p. 205.
- (28) Rappelons que Bouchard le Vénérable, comte de Vendôme à la fin du X^e siècle, était le principal conseiller d'Hugues Capet et qu'il maria sa fille, Elisabeth, au comte d'Anjou, Foulque Nerra, tandis que cent cinquante ans plus tard le comte de Vendôme ne prétend plus qu'à la main de la fille du châtelain de Lavardin, Richilde.
- (29) C.T. 400, p. 153 à 156, tome 2.
- (30) Petot (P.), *Sur une charte notice vendomoise*, in *Mélanges d'histoire du Moyen-Age dédiés à la mémoire de Louis Halphen*, p. 581 à 586, Paris, 1951.